LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Sur les grèves : Moralité sans moralisme.

F. CLERY : L'Islam qui bouge.

J. PERROT : Les grèves d'août.

E. BORNE : Pascal confesseur de Maurras.

J. THOMAS : La Semaine Sociale de Pau ou la paix sans outrance.

R. NATHAN-CHAPOTOT : Les prisonniers de Corée et le statut des réfugiés.

LES SIGNES DU TEMPS

De l'armistice coréen à la conférence politique.
Les problèmes allemands restent inchangés.
Une fable iranienne : Le chah et le vieux renard.
Le Maroc en suspens.
Le casse-tête indochinois.
Chronique du « maccarthysme » français.
Festival et festin à Bucarest.
Les grèves et la morale des affaires.
A propos des prêtres-ouvriers.
Azimuts.

LETTRES. ART. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Les Fraternités Charles de Foucauld.

REVUE MENSUELLE

OCTOBRE 1953

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **Sur les grèves : Moralités sans moralisme** 1

F. CLÉRY : **L'Islam qui bouge** 6

J. PERROT : **Les grèves d'août** 39

E. BORNE : **Pascal confesseur de Maurras** 55

J. THOMAS : **La Semaine Sociale de Pau ou la paix sans outrance** 69

R. NATHAN-CHAPOTOT : **Les prisonniers de Corée et le statut des réfugiés** 74

LES SIGNES DU TEMPS

De l'armistice coréen à la conférence politique (G. François). 81
Les problèmes allemands restent inchangés (A. Frisch) 82
Une fable iranienne : Le chah et le vieux renard (J. Nantet). 87
Le Maroc en suspens (P. Albin-Martel) 91
Le casse-tête indochinois (P. Albin-Martel) 95
Festival et festin à Bucarest (R. Lambert) 98
Chronique du « maccarthysme » français (*à suivre*) (G. François). 103
Les grèves et la morale des affaires (H. Rollet) 105
A propos des prêtres-ouvriers (R.-C. Chartier) 106
Azimuts 110

CHRONIQUES

Un exemple plus vivant que jamais : Cézanne (R. Vrinat) 111
Les romans (M. Chavardès) 114
Littératures (G. Venaissin) 117
Le théâtre (H. Gouhier) 121
Le cinéma (J.-L. Tallenay) 124

DOCUMENT

Les Fraternités Charles de Foucauld (A.-M. Henry) 128

La Vie Intellectuelle

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE. — OCTOBRE 1953

Sur les grèves :
Moralités sans moralisme

LORSQU'ELLE *tente de juger un mouvement de grève d'une ampleur aussi considérable et d'une portée aussi malaisément mesurable que celui qui vient d'agiter notre été comme une tempête d'équinoxe en avance sur la prévision météorologique, la conscience chrétienne ou plutôt, ce qui n'est pas la même chose, la conscience des chrétiens cherche trop volontiers la sécurité du côté des simplifications abusives.*

Les uns acceptent mal que la grève des serviteurs de l'État soit un droit reconnu par l'État lui-même ; ils soupçonnent dans cet illogisme une faiblesse grave et un commencement de décadence ; ils s'inquiètent du relâchement des disciplines morales dont la grève est le symptôme et ils se scandalisent que des syndicalistes chrétiens et des prêtres-ouvriers (de loin on les distingue mal) pratiquent une théologie morale si indifférente à l'absolu du devoir d'état qu'elle leur permet d'organiser et d'animer des grèves.

D'autres, soucieux avant toute chose de justice sociale et de promotion ouvrière, applaudissent avec d'autant

plus d'enthousiasme à une grève qu'elle exprime plus immédiatement la spontanéité combattive des masses, qu'elle réalise d'emblée l'unité à la base en dépit des divergences syndicales, qu'elle envahit le plus de secteurs possibles de la vie économique, qu'elle a, d'un mot, plus d'ambition révolutionnaire. Mais la grève finie, les autorités des deux camps ayant composé, la même logique du sentiment les fera crier à la grande espérance trahie et il leur faudra des coupables à mettre en accusation parmi les notables du syndicalisme et de la politique.

Les uns et les autres se font trop aisément une bonne conscience et ils donnent au surplus le spectacle peu apologétique d'un christianisme ployable aux vents contradictoires d'un moralisme autoritaire ou rétrograde et d'un mysticisme ouvriériste et progressiste.

Est-ce à dire qu'après ce double non, bien conforme aux prudences cléricales (ou radicales — ni réaction, ni révolution), nous allons, ayant cité doctement Aristote et invoqué pieusement saint Thomas, nous établir dans un milieu juste à égale distance d'une droite et d'une gauche habilement éludées ?

Ce serait déguiser une singulière lâcheté intellectuelle aux couleurs de la raison et de la modération. Il faut parler plus net et ne point oublier à cette place que le jugement est décision et engagement. Entre les attitudes-limites, mais non irréelles et abstraites, que l'on vient de décrire, il n'est pas question de tenir la balance égale.

Un moralisme obsédé par les seuls thèmes des droits de l'État et du devoir d'état et insensible à la valeur du grand frémissement social qui s'est manifesté cet été n'exprime que sécheresse de cœur et étroitesse d'intelligence. Qu'il soit l'une des tentations familières du monde catholique ne doit pas nous empêcher de l'écarter comme inffisamment humain pour être vraiment chrétien.

A l'opposé, le mysticisme ouvriériste renferme bien

des vérités sociales et largement humaines qu'il importe d'autant plus de ne pas laisser perdre qu'elles sont dangereusement menacées aujourd'hui et que ceux qui en ont l'obscur sentiment les vivent plus ardemment qu'ils ne les pensent clairement. Leur tort, et il est grave, est de se contenter d'une générosité et d'une espérance qui, certes, sont la meilleure part, mais à qui l'état seulement de belle passion peuvent aller, comme on l'a vu, à l'effervescence, à l'agitation, au témoignage, mais non pas à l'action, laquelle suppose une pensée. C'est ainsi que cet été les grévistes ont fortement senti la justice de leur cause, mais ils n'ont pas assez pensé leur grève. D'où ce bilan en grande partie négatif, et où tout le monde est perdant.

Certes, cette carrence de pensée est un mal assez nuiversel.

Le gouvernement, tout le premier, a été incapable de proposer en guise de plan autre chose qu'une rhapsodie de mesures, parfois fragmentairement utiles et timidedement courageuses, mais qui étaient bien loin de l'unité et de l'ampleur nécessaire à un grand dessein de salut public; assailli par un commencement ou un semblant de révolution sociale, provoqué en grande partie par ses maladresses, ce même gouvernement a dit « non » à la grève sans chercher à en comprendre les ressorts et le sens et a défendu l'État par des moyens si indignes de l'État, comme une information constamment sollicitée ou l'abus de réquisitions improvisées, que la puissance publique y a encore perdu en efficacité et en prestige.

Mais il faut bien reconnaître aussi que l'empirisme au jour le jour, l'incertitude sur leurs véritables objectifs, et, d'un mot, l'impuissance à penser leur propre action ont été le propre des syndicats libres surpris par les premiers ébranlements et incapables à la fois d'arrêter le mouvement au départ, s'ils le jugeaient impolitique, comme de le conduire à son terme, s'ils estimaient qu'un renversement de politique sociale et de politique tout

court était à la fois possible et nécessaire. Dès lors ils étaient condamnés à ne conclure que par le compromis et à laisser le syndicalisme communiste jouer seul le jeu de la mystique ouvriériste totale.

Or, penser une situation économique et sociale, c'est nécessairement proposer une politique et prendre par là des responsabilités civiques. S'obstiner, dans les mots, à séparer le syndicalisme et la politique c'est établir les syndicats libres dans une situation fausse qui tend à faire de leur liberté une figure de l'hypocrisie et de l'impuissance. L'ajustement de l'exigence sociale à une politique déterminée fait la force de la C.G.T. communiste et des Trade-Unions travaillistes. Le mot d'ordre de la convocation du Parlement a bien montré cet été que notre syndicalisme libre est en train de prendre conscience de cette vocation politique ; encore fallait-il aller plus loin qu'une simple velléité et dire clairement dans quelle voie on entendait engager non seulement le monde des fonctionnaires ou la seule classe ouvrière, mais la nation tout entière.

Le dilemme est difficilement éludable : ou une formule politique se dégagera qui s'appellera, on n'a pas ici à en discuter, Front populaire ou regroupement démocratique et social, mais qui ne se constituera et n'aboutira que si le syndicalisme y participe et le prend pleinement en charge ; et les grèves d'août, mettant la charrue avant les bœufs, et réclamant les conclusions sociales avant de poser les prémisses politiques, ont plus compromis que servi une solution de cette sorte ; ou bien, après peut-être une expérience plus douloureusement négative que celle de cet été, l'heure sonnera d'une politique autoritaire d'ordre moral et d'ordre public. On n'a pas été assez attentifs à la mentalité préfasciste qui se développait massivement pendant les semaines de crise chez les victimes des grèves ; de cet état d'esprit antiparlementaire, antidémocratique et antisyndicaliste il peut sortir demain non pas le nouveau 89 qu'entrevoyait

cet homme d'État à la mode, mais quelque 2 décembre fourré et feutré. Partis sociaux et syndicats démocratiques pourront protester qu'ils n'avaient pas voulu cela; ils ne manqueront pas de s'accuser réciproquement, pour ne pas perdre leurs mauvaises habitudes. Il sera trop tard.

On tient ici que le christianisme n'est pas incompatible avec la plus grande espérance temporelle — mais si ce christianisme tournait au moralisme morose il la contredirait et s'il ne s'exprimait que dans une mystique ouvriériste chaleureuse mais intellectuellement faible, il serait un témoignage de peu d'efficacité. Nous sommes encombrés de vertueux et de généreux. Quand apprendrons-nous enfin à penser?

V. I.

L'ISLAM QUI BOUGE

En France, depuis plusieurs années, la grande presse et les revues parlent davantage des affaires musulmanes. Si les événements qui ont provoqué cet intérêt n'étaient pas en eux-mêmes tragiques, il faudrait s'en réjouir. On avait trop longtemps affecté d'ignorer l'Islam, cette religion professée par le huitième ou le septième de l'humanité; un bloc de tant de millions d'âmes méritait une autre attention, ne fût-ce que par les problèmes qu'il pose à la conscience chrétienne.

Malgré tout, ce revirement laisse songeur. Qu'il faille que les hommes aient peur pour consentir enfin à s'intéresser à leurs frères, on a honte de le constater.

Au moyen âge, la chrétienté a pensé à l'Islam : peut-être parce que la politique musulmane dressait sur ses frontières des armées toujours entreprenantes qu'il s'agissait de refouler ou de contenir. A côté des heurts sur les champs de bataille, il y eut les contacts pacifiques. Ensuite, les pays musulmans se sont endormis tandis que l'Europe voyait ses explorateurs, ses savants, ses industriels, ses marchands, ses armées opérer les découvertes et les conquêtes qui devaient aboutir à la création du monde moderne. Une ivresse a alors assoupi les meilleures bonnes volontés de l'Occident et rares ont été ceux qui échappèrent à cette atmosphère de quiétude.

La connaissance de l'Orient fut le propre de petits cercles restreints; une auréole d'exotisme les entoura. Mais le public ne retint de leurs travaux qu'une certaine ouverture poétique, artistique ou biblique; on pensa plus aux mœurs patriarcales de jadis, aux *Mille et une Nuits* et au pittoresque des souq qu'à la doctrine de l'Islam. Un pharisaïsme diffus faisait mépriser les pays dont l'équipement industriel et, jusqu'à un certain point, l'instruction des élites dépendaient de l'aide européenne ou américaine. « Que l'Orient serait beau sans les Orientaux », avaient l'audace de dire certains (nous l'avons entendu de nos propres oreilles). « Mon Dieu, je vous rends grâces de n'être pas comme ces peuples arriérés », avait l'air de murmurer malgré lui le bon Occidental s'il croyait toujours en Dieu, mais malheureusement beaucoup de ses semblables n'y croyaient plus. Et l'on oubliait que de Dakar à Java, des steppes de l'Asie russe à Zanzibar, deux cent millions d'âmes, aujourd'hui trois cent cinquante millions par le jeu des naissances et aussi celui des conversions, continuaient à prier le Dieu créateur et rémunérateur, tandis que les meilleurs docteurs de la Loi musulmane entretenaient l'espoir d'une domination du Coran et de l'Islam sur le monde entier.

Or les pays musulmans se sont réveillés. Dans l'écheveau des causes de ce réveil, il est difficile de déterminer les parts respectives d'influences. Contacts avec l'Europe avant tout, puis révolte de ceux qui voulaient être traités comme des êtres humains, nationalismes, désir d'évincer les spécialistes européens qui s'étaient installés partout aux postes de commande, tout cela ne suffirait pas à expliquer l'attitude des pays musulmans si l'on n'y ajoutait l'influence de l'Islam. Aujourd'hui, des problèmes aigus se posent en Afrique du

Nord pendant que l'économie française fait appel à la main-d'œuvre algérienne; ce qui pose un autre problème sérieux. La quiétude a fait place à un trouble; on s'aperçoit en France que l'Islam est une force avec laquelle il faudra compter. Et même dans les montagnes les plus reculées des Alpes, le curé de campagne auquel on n'a guère parlé de Mahomet, jadis au séminaire, se verra placé devant des difficultés nouvelles; tel Nord-Africain qui travaille aux usines, aux routes ou au barrage voisins, en voulant épouser une de ses enfants de Marie consentante, le mettra subitement face à face avec l'Islam.

Que dire alors des universités européennes dans lesquelles les professeurs sont appelés à former l'élite des pays musulmans? Que dire des aumôniers d'étudiants dont les ouailles côtoient chaque jour leurs camarades musulmans? Que dire des membres des organismes internationaux comme l'O.N.U., l'U.N.E.S.C.O. et tant d'autres dans lesquels travaillent des musulmans? Que dire enfin des Européens vivant en terre d'Islam et dont la majorité s'est jusqu'ici repliée sur elle-même, reconstituant instinctivement des petits groupes fermés en plein milieu des villes musulmanes? Il y a eu des exceptions, de belles et nombreuses exceptions, mais le fait même qu'il s'agisse d'exceptions montre que la situation n'est pas normale.

Il en est de l'Islam comme du marxisme, on n'a plus le droit de l'ignorer. Et si la victoire du Front populaire français en 1936 comme celle de Stalingrad en 1943 ont été nécessaires pour qu'enfin l'on généralise l'étude du marxisme dans les milieux chrétiens (toujours la peur, ou l'admiration de la force), il faut espérer que l'on n'attendra pas une série de défaites pour s'intéresser à celle de l'Islam. Nous disons bien une

étude, une étude sérieuse car il ne suffit pas d'enthousiasmes superficiels, dangereux parce que facilement aveugles. Là comme partout, une question de vérité se pose avant tout, et la vérité est longue à trouver : vérité dans les doctrines, vérité dans l'admiration des vraies valeurs où qu'elles soient, vérité dans la critique lorsque celle-ci est nécessaire, vérité dans la vie personnelle, vérité dans l'amour.

Vers 1880, bien des esprits en Europe s'imaginèrent que l'Islam avait fini de jouer son rôle dans l'histoire du monde. C'était l'époque à laquelle les mêmes esprits déclaraient également que le christianisme était périmé. Une euphorie scientiste que le souffle de la bombe atomique n'avait pas encore troublée faisait parler de la fin des religions. Or les faits n'ont pas répondu à l'attente de ces nouveaux prophètes et, en 1953, le christianisme comme l'Islam connaissent un renouveau de vitalité. Mais, chose curieuse et fort humaine, les croyants eux-mêmes ont été impressionnés par les critiques athées de la fin du siècle dernier et ils en ont retenu ce qui touchait leur voisin. Les chrétiens ont pensé comme les incroyants que l'Islam touchait à sa fin et bien des musulmans ont dit et écrit que le christianisme se mourait et que l'Islam allait prendre sa place.

Laissons de côté le christianisme dont l'essor actuel est l'objet de suffisamment d'articles dans cette revue et parlons seulement de l'Islam. Il y a lieu de distinguer d'abord le réveil des pays musulmans en tant que pays et celui de la religion.

Ces pays musulmans sont de types assez différents. Les uns, comme le Yémen, n'ont chez eux qu'une faible minorité non musulmane (juive dans le cas précis; ou

plutôt n'avaient, car des émigrations massives se produisent vers Israël). Ils se sont retirés dans leur isolement féodal pour garder leur indépendance. Il est assez difficile de parler de réveil à leur sujet bien que des princes de la famille régnante connaissent l'étranger et que, nous a-t-on dit, l'un ou l'autre ait même un diplôme universitaire.

D'autres pays ont une population plus mêlée : l'Égypte, la Syrie, l'Irak, par exemple, ont une minorité cultivée de chrétiens et d'israélites; le Pakistan a des éléments non musulmans. C'est dans de telles régions que la renaissance est la plus sensible. Les minorités locales ont pris une part active au réveil culturel et économique.

L'Afrique du Nord présente un aspect spécial car la présence et l'action considérable des éléments chrétiens, israélites et libres penseurs est liée à une présence politique et militaire française. Il n'y a pas de communauté chrétienne enracinée dans le pays depuis des siècles comme en Syrie ou en Égypte.

Il y a enfin tous les états où l'Islam est en minorité. Leur cas, comme celui de la Turquie à majorité musulmane mais à politique laïque, est à mettre à part. Quant au Liban, où le nombre des chrétiens dépasse à peine celui des musulmans (certains même le contestent), c'est un petit état unique dans son genre, une Suisse orientale et qui peut être appelée à jouer un rôle de plaque tournante, s'il peut se maintenir indépendant.

Deux types de renaissance s'affrontent donc actuellement, celui dont l'Égypte est l'exemple le plus représentatif et celui de l'Afrique du Nord. Dans le premier cas, la renaissance a été l'œuvre commune de musulmans et de non-musulmans et l'on n'a plus le droit de dire aujourd'hui que l'Islam tel qu'il a été vécu ces

dernières années, est incompatible avec le progrès. Il y a des musulmans hommes d'affaire, médecins, ingénieurs, etc.

Les cercles religieux musulmans ont mis un certain temps à suivre le mouvement, mais leur retard n'a entravé l'essor ni des universités ni de l'industrie. Ils ont rappelé que l'Islam prônait l'intelligence; Dieu étant pour l'Islam avant tout le Dieu créateur et rémunérateur, maître de l'univers, il était facile de faire des développements exaltant l'étude du monde créé, donc des sciences. Le rêve de domination mondiale de l'Islam et un verset coranique poussant les premiers compagnons du Prophète à s'armer ont servi de base pour dire que, la science étant nécessaire à la puissance, il était du devoir des croyants de s'instruire et de devenir forts sur le plan des techniques. Si de telles considérations n'auraient pas suffi à elles seules à ébranler un système figé et endormi, et si elles rappellent l'apologétique du « nous aussi », elles servirent à rallier les hésitants et les opposants éventuels; le mouvement venu du contact avec l'Europe a pu se développer. Enfin, sur le point des conceptions théoriques de la politique, une évolution de la mentalité des cercles religieux s'est dessinée. Soulignant tous les silences du Coran sur la majeure partie des questions d'organisation de la société, les cercles religieux réformateurs ont pris une position très nette; refusant de s'en tenir aux précisions du droit médiéval, ils ont exigé une révision des conclusions des juristes en tout ce que le Coran ou le Prophète n'avaient pas précisé nettement; ils se sont dits libres d'innover là où l'autorité révélatrice de Dieu ne leur semblait pas engagée. D'où une possibilité d'adaptation.

Évidemment, ces théories des cercles religieux ne

sont point exactement celles qu'appliquent les gouvernements : ces rêves des Frères musulmans ne se sont pas encore réalisés. En fait, les minorités ont réclamé pour leurs membres le droit d'être des citoyens comme les autres : elles ont fait valoir la part prise dans la renaissance et la lutte pour l'indépendance. Elles savent bien que si le Coran était appliqué à la lettre, leurs membres seraient réduits à l'état de citoyens de seconde zone, protégés et à la merci de la bonté paternaliste de leurs protecteurs; les conversions ne seraient permises que pour passer à l'Islam et leurs églises se verraient grignotées comme elles l'ont été depuis treize siècles. Les Frères musulmans, pour rassurer l'opinion, affirment que les vertus de l'Islam garantiraient aux minorités une situation très humaine : celles-ci pourraient s'organiser et régler librement à l'intérieur des communautés respectives tout ce qui concerne le statut personnel. Mais, quoi qu'il en soit des apparences et peut-être aussi parce que les états modernes sont dotés d'attributions de plus en plus vastes, notamment sur le plan de l'éducation et de l'instruction, de telles avances sont acceptées avec réticences. La préférence de ces minorités va nettement vers la conception d'un état égalitaire, celle qui fut l'idéal des nationalistes égyptiens de 1920 à 1945, celle que l'O.N.U. essaie de faire triompher et que les délégués de certains pays musulmans ont combattue lors du vote de la déclaration des droits de l'homme à l'U.N.E.S.C.O.

Le type de renaissance de l'Afrique du Nord est entièrement différent, surtout à cause de l'absence de chrétiens autochtones et du caractère spécial des groupements israélites. L'union des musulmans et des minorités s'est faite en Orient à l'occasion d'une lutte et d'un travail communs; aussi, en pratique, certains buts

politiques ont-ils été bien séparés des buts religieux. Un *modus vivendi* s'est établi sur la question des rapports du politique et du religieux, deux notions que l'Islam orthodoxe refuse pourtant de séparer. Le souci de paraître tolérant devant l'opinion mondiale dont on tient très grand compte a aussi porté les gouvernants musulmans à faire des concessions. En Afrique du Nord, une telle fraternité de travail et de lutte n'a pas existé et l'Islam s'est présenté comme le grand champion de l'indépendance (seul, le communisme aurait pu également revendiquer ce rôle). La lutte ne s'est pas faite avec les chrétiens du pays pour obtenir des concessions de la France, mais le christianisme a paru confondu avec la France (n'oublions pas que les athées français sont considérés comme des chrétiens de nationalité mais non de religion; nous avons trouvé cette expression appliquée à Renan par une plume arabe). Par ailleurs, tous les efforts tentés pour amener les musulmans à entrer librement dans une société où la liberté de religion serait garantie, mais où l'on demanderait l'acceptation d'un idéal politique commune se sont heurtés au vieux fond musulman qui refuse de dissocier politique et religion. On ne voit pas encore comment pourrait s'établir sur ce point un *modus vivendi* semblable à celui qui s'est établi dans le Proche-Orient.

Ce malaise a retardé la participation des musulmans à la prodigieuse mise en valeur de l'Afrique du Nord. La morgue inconsciente de bien des Européens et les intérêts personnels s'en mêlant, beaucoup de Français ont accusé l'Islam d'empêcher une évolution qu'il n'a pourtant nullement empêchée en Orient. Ces Français oublient les élites qui actuellement se forment dans les écoles et les universités et auxquelles l'occasion de se manifester n'a pas encore été suffisamment donnée. Ils

oublient aussi que des efforts plus grands pourraient être faits : le Maroc, pourtant si peuplé, n'a pas encore d'université.

Mais, quoi qu'il en soit de l'aspect social et politique des renaissances actuelles, il est un fait également patent. L'Islam entreprend un effort de prédication. La paix dont il a bénéficié sous la domination étrangère, la diminution des distances, les liaisons internationales, la presse, la radio, ont favorisé cet effort. Bien des régions isolées sont maintenues en contact avec des foyers de vie musulmane. Que d'oasis perdues dans les déserts de l'Afrique sont maintenant reliées aux centres vitaux de l'Islam. Que de bourgades des campagnes entendent maintenant, grâce à la radio, le chant du Coran et le sermon quotidiens. Al-Azhar fonde des instituts primaires et secondaires en Afrique et, en 1951, quatre cheikhs de ce foyer de rayonnement musulman sont allés officiellement examiner la situation de l'Islam au Nigéria, dans la région des Somalis et de l'Éthiopie et en Afrique du Sud. Des congrès islamiques mondiaux commencent à se tenir et il faut prévoir pour les années qui viennent une recrudescence de propagande, même en Europe dans les grands centres urbains.

Bref, deux conclusions s'imposent :

1° L'Islam n'a pas empêché le réveil des pays à majorité musulmane, réveil qui s'est produit partout où les pays n'ont pas refusé le contact avec l'Europe. Il est compatible avec le développement industriel et économique d'un pays, même s'il n'en est pas la cause directe.

2° Au point de vue purement musulman, l'on assiste à un renouveau de prédication apologétique.

Quittons maintenant ces généralités pour aborder,

dans un coin plus précis du globe, le Proche-Orient arabe en pleine évolution, le problème de la compréhension mutuelle : problème plus large que celui de l'Islam proprement dit, car il touche aussi les chrétiens d'Orient. En traversant les grandes artères des principales villes de ces régions, le touriste est frappé par la présence d'éléments très modernes. Sur les trottoirs qui bordent de grands immeubles récemment construits; une foule sympathique circule. Un grand nombre d'hommes et de femmes sont habillés à l'européenne, comme l'on dit. On devine parmi eux, dans les capitales, des fonctionnaires, des étudiants, toute une classe cultivée. Et même, lorsque l'habit reste traditionnel, l'on est frappé, lorsque l'on visite l'un ou l'autre des notables, par l'affabilité de l'accueil et l'étendue des connaissances de celui qui vous reçoit. Un véritable charme se dégage de telles réceptions.

On pourrait croire que, dans de telles circonstances, les Occidentaux qui habitent ces pays noueraient vite des amitiés personnelles; cela se produit fréquemment entre chrétiens d'Orient et Occidentaux. Avec les musulmans, la chose existe mais est plus délicate, car la crainte de mariages mixtes freine une trop grande intimité des familles dans lesquelles il y a des enfants en âge de se marier. En outre l'on pourrait croire que les Occidentaux apprécieraient et aimeraient l'effort de renaissance actuellement fourni par les élites locales. Or, il faut le dire, malheureusement, la plupart d'entre eux y restent indifférents. Nous voudrions ici émettre quelques remarques sur ce qui semble empêcher une meilleure compréhension, il s'agira surtout des pays arabes du Proche-Orient, en pleine évolution. Certains traits de tempérament étant communs aux chrétiens et musulmans d'Orient, nous les présenterons en bloc,

quitte à distinguer ensuite les aspects propres aux musulmans. Qu'on prenne ces pages comme de simples jalons posés pour signaler quelques aspects du problème : il serait puéril de prétendre en quelques lignes les traiter sérieusement.

Ne parlons pas des Occidentaux qui sont venus seulement se faire une situation personnelle et qui, tout en gagnant bien davantage qu'ils ne pourraient le faire dans leur pays natal, s'intéressent uniquement à leur traitement, à leur confort, à leurs distractions, à leur famille et à un groupe d'amis formé en majeure partie de compatriotes. Il n'y pas à attendre d'eux un effort profond de compréhension. Mais il y a à côté d'eux de nombreuses bonnes volontés. Combien d'entre ces derniers sont arrivés dans le Proche-Orient pleins d'intentions généreuses : désir d'apprendre la langue arabe, d'entrer en contact avec des musulmans, de collaborer sur le plan humain. Or, en général, après quelques années de séjour, les meilleurs ont été découragés. L'étude de la langue était trop difficile et la manière de l'enseigner trop compliquée, faute d'une méthode mise au point. Mais surtout, ils n'ont pas trouvé ce qu'ils s'attendaient à trouver. Une lassitude, un dégoût les a envahis. « Nous ne parlons pas le même langage », ont-ils finalement constaté, comme le faisait un Américain devant nous. Une base humaine pour la compréhension mutuelle manquait. Là est la principale difficulté, celle dont en Europe ou aux États-Unis, l'on n'a pas la moindre idée.

Au fond, les meilleurs Occidentaux qui arrivent dans le Proche-Orient croient à une série de valeurs qu'ils estiment universellement respectées : un jour vient où ils découvrent que ces valeurs leur sont propres. L'affaire se complique dans le cas où, fort d'une compétence

technique ou intellectuelle, l'Occidental veut appliquer des méthodes qui ont fait leurs preuves ailleurs. « Une mentalité, cela peut se transformer », affirmait péremptoirement la directrice française d'un établissement comportant une majorité de femmes du pays, sous-entendant que ses filles pourraient vite penser à la française. Est-ce si vrai que cela ? « Ci-gît un fou qui a voulu transformer l'Orient », écrivait à peu près Kipling en inventant une épitaphe imaginaire; il avait raison. Les Occidentaux ne peuvent que se casser la tête en prenant une telle attitude. Même si leur grande souplesse et une faculté développée d'imitation permettent à bien des étudiants d'adopter facilement, et pour un temps, une attitude extérieure de conformisme, ne fût-ce que pour faire plaisir à leurs maîtres ou attirer leurs bonnes grâces, le fond de leur âme garde ses qualités et sa façon de réagir propres. Ces maîtres s'étonnent ensuite des réactions de leurs étudiants, de leur indépendance, de leurs attaques contre les pays où ils ont fait leurs études. Un vers le disait pourtant : chassez le naturel, il revient au galop.

Pourquoi vouloir imposer un mode précis de transformation aux autres pays ? Leur évolution se fait d'elle-même; qu'on essaie de comprendre avec patience leur rythme, leur point de vue, et qu'on leur fasse confiance. Un jour, un architecte a prétendu devant nous qu'en arrivant dans le Proche-Orient, il y a vingt-cinq ans, il avait voulu introduire la brouette sur son chantier alors que jusque-là les ouvriers se servaient de couffins, paniers posés sur la tête ou l'épaule. Et il aurait constaté, le lendemain, que ses ouvriers plaçaient péniblement leur brouette sur leur tête. Boutade probablement. Mais si l'outil nouveau ne correspond pas à un besoin, il est probable que pas un architecte n'ar-

rivera à le faire employer. Par contre, les ouvriers ont bien compris l'utilité des camions, ils les ont adoptés; la griserie de la vitesse aidant, l'on trouve parmi eux des chauffeurs habiles, aux réflexes d'une rapidité surprenante.

Évoquer les différences de mentalité qui distinguent les habitants des divers pays peut paraître banal. Il s'agit pourtant de cela, et les pays fortement industrialisés de l'Ouest européen et de l'Amérique considèrent comme normales des attitudes qui semblent singulières sur le reste du globe. Que l'on n'aille pas qualifier trop vite d'orientales, des réactions qui se retrouvent dans les pays civilisés moins industrialisés ou soumis aux rayons d'un soleil plus ardent, aussi bien dans l'Est méditerranéen, qu'en Afrique du Nord ou en Amérique du Sud.

Les pays fortement industrialisés de l'Ouest européen et de l'Amérique ont adopté, pour faire marcher leur système, un certain code de valeurs. Les chefs d'entreprise essaient de prévoir à l'avance la marche de leur affaire et les détails importants. Il est nécessaire qu'ils puissent compter, dans le détail encore, sur la parole de leurs collaborateurs, sinon les prévisions ne seraient plus exactes. L'établissement d'un budget précis suppose que les dépenses prévues seront effectuées avec discipline. Enfin le rendement étant nécessaire dans un monde de concurrence, le temps joue un rôle particulièrement important. Ils parlent volontiers de taylorisme et acceptent le *time is money*. Le repos et la détente rentrent dans le cadre d'une telle vue du monde comme nécessaires à une meilleure activité ultérieure; d'où l'existence de préoccupations de culture générale, utiles à l'épanouissement de l'esprit et à un meilleur rendement de l'ensemble de la société. La pratique religieuse y est libre, chacun peut y consacrer la part qu'il

veut de ses loisirs; des dons volontaires entretiennent le clergé, les religieux, des œuvres sociales diverses. La spiritualité chrétienne s'est incarnée dans une forme spéciale qui, à côté de la contemplation et de la louange de Dieu, fait une grande place à l'offrande de son travail, au souci de le bien exécuter, cherchant à sanctifier les valeurs humaines que représentent l'effort, l'honnêteté, le souci de dire la vérité.

Ce code de valeurs a permis à la machine occidentale, américaine surtout, un rythme rapide. Les plus clairvoyants ont compris que les gros gains d'argent étaient possibles si l'on savait résister à la tentation de chaparder dans les petites choses. On a spécialisé tout un monde de savants dans les recherches et encouragé l'invention, même si certains génies ont été méconnus. Il ne rentre pas dans notre propos de nous étendre ici sur le caractère inhumain que peuvent avoir certains côtés de cette conception, ni sur les formes nouvelles que peut y prendre l'injustice sociale, inhérente à tous les systèmes dans notre monde marqué par le péché originel. Il s'agit seulement de souligner les aspects caractéristiques d'une mentalité.

Or, dans les pays du Proche-Orient arabe dont nous nous occupons plus spécialement, le rythme de vie est tout autre. Il semble que les gens y soient plus sentimentaux (le fait est que les professeurs qui prennent leur premier contact avec la littérature française y goûtent beaucoup les romantiques). Ils sentent avec une rapidité et une acuité inconnues chez nous. Ils se fient à un flair extrêmement développé, vibrant immédiatement aux éloges qu'on leur décerne ou gardant comme une blessure dans leur cœur les silences, les paroles, les gestes de mépris dont ils ont été l'objet. Or, si l'on se borne à constater qu'ils n'admettent pas le précédent

code de valeurs humaines sans ajouter qu'ils en ont un autre et que cet autre leur permet, à une cadence plus lente, d'évoluer eux aussi, ils tiennent un tel jugement pour de l'injustice.

Dans leurs perspectives d'avenir, tout y est pressenti globalement et ils se refusent à des précisions, laissant au lendemain le souci des détails. Se basant sur ce qui existe déjà, ils savent que tout continuera à marcher et les modifications ne s'introduisent que petit à petit, l'une après l'autre. Dans leurs intuitions d'avenir, ils tiennent compte de l'existence de l'Occident et savent que, par la force des choses, celui-ci devra les aider d'une façon ou d'une autre. Il n'y a pas de doute que les chrétiens d'Orient regardent l'Europe ou l'Amérique d'un autre œil que ne le font les musulmans. Parmi ces derniers, ceux qui n'ont pas de responsabilités parlent, attaquent souvent l'Occident; mais la parole n'a pas ici le même sens que chez nous. Car, une fois mis devant leurs responsabilités, les dirigeants réalisent, à l'école des faits, ce qu'un manque d'esprit d'abstraction leur interdisait de voir auparavant. Ils comprennent alors qu'actuellement leurs compatriotes ne peuvent pas tout accomplir par eux-mêmes; ils sentent un besoin d'aide technique et financière et, dans leurs pressentiments d'avenir, ce facteur joue, même s'ils ne le disent pas. Dieu ne les abandonnera pas et leur enverra son secours d'une façon ou d'une autre. Un point cependant leur tient à cœur; ils ne veulent absolument pas que cette présence de techniciens ou de professeurs soit pour une nation européenne l'occasion d'exercer son emprise sur le pays et ils entendent être libres de choisir leurs collaborateurs, ingénieurs, instructeurs militaires ou professeurs étrangers à leur gré, dosant savamment les nationalités pour que les différents groupes s'équilibrent. Ils donne-

ront la priorité aux états dont ils n'ont rien à craindre du point de vue colonialiste. La défaite de l'Allemagne en 1945 explique en partie le choix de nombreux techniciens allemands aujourd'hui en Égypte; l'Allemagne n'est point dangereuse en ce moment.

Cette prédominance du sentiment dans les vues d'avenir, lorsqu'un événement sortant de la routine habituelle se présente, constitue cependant un danger. Dans le cas où les passions se déchaînent, les intuitions ne sont plus justes et les dirigeants peuvent être conduits, par intérêt personnel ou sous la pression des passions populaires, à s'engager au mauvais moment dans une lutte qu'ils sentent vitale pour le pays. L'Égypte n'était pas prête à combattre Israël en 1948. Quelques minutes de réflexion auraient suffi pour faire comprendre la justesse des remarques d'un homme politique comme Sedky Pacha; ce dernier déclarait que le stock des munitions et des armes était insuffisant pour entreprendre une campagne. Mais on n'a pas réfléchi et la guerre que l'on sait a eu lieu. Les Européens s'étonnent parfois de cette imprévoyance. Le jour même où tel pays arabe s'est détaché du bloc sterling, un personnage très important d'une banque orientale est venu trouver un collègue européen et lui a demandé : qu'est-ce que cette mesure va entraîner comme conséquences pratiques? On parlait depuis longtemps de cette mesure envisagée comme possible; il ne s'en était pas inquiété. Il faut cependant supposer que les dirigeants n'ont pas si tort que cela d'agir de cette façon; car, malgré tout, leurs pays se réveillent et progressent, au grand étonnement de certains Occidentaux.

Du moment que l'on se fie surtout à son flair intérieur pour sentir les possibilités nouvelles d'avenir ou les faiblesses de son partenaire (les pays musulmans sentent

vivement les grosses difficultés que traverse l'Europe en ce moment), la parole n'a plus une telle importance. Un aviateur ne se soucie guère du bon état des routes; il n'a pas besoin de cheminer par terre pour se rendre d'un point à un autre. Aussi la plupart du temps dit-on ce qui est, car la vérité est un bien sans lequel toute vie sociale serait impossible. Mais l'on n'est pas l'esclave d'une vérité matérielle. Il est des cas dans lesquels notre frère du Proche-Orient se montre exigeant; si la parole touche à ses aspirations profondes (religieuses ou nationalistes), il n'admettra pas que l'on plaisante. Mais, en général, la parole n'a qu'un rôle relatif; on est aussi sensible à la magie du verbe dans le discours, au désir de faire plaisir à son interlocuteur dans les conversations privées qu'à l'exactitude des faits. Le sentiment, là encore, est la grande réalité; blesser un sentiment profond par une critique ou par un manque de fidélité à une parole donnée sera considéré comme grave. On en veut aux états européens qui promettent sans cesse l'indépendance à leurs protégés et qui ne passent à l'acte que contraints et forcés, avec beaucoup de retard. Le désir de l'indépendance est, en effet, un sentiment profondément ancré au cœur de beaucoup. Mais lorsqu'il s'agit de l'exactitude des détails on n'y attache pas trop d'importance : on parle pour parler.

Ce n'est point l'habileté machiavélique du diplomate qui cache derrière des paroles polies une pensée précise; il n'y a pas de pensée précise à cacher. On se grise de mots; on dira parfois n'importe quoi à celui qui demande des explications. Un homme félicitait un étranger nouvellement arrivé et disait qu'il parlait parfaitement l'arabe. Se voyant par la suite demander des explications sur cet éloge curieux, « ce n'est pas tout à fait exact, répondit-il, mais cela fait toujours plaisir ». D'où l'im-

précision des chiffres dont personne ne s'offusque. Les statistiques gouvernementales donnent un peu plus d'un million de chrétiens pour l'Égypte; les autorités coptes parlent parfois de trois millions. La réalité se place entre les deux et chacun est heureux de dire ce qui lui fait plaisir.

A la longue, l'Occidental s'énerve devant une telle attitude. Au lieu d'admettre une fois pour toutes que, lorsque son interlocuteur n'éprouve pas le besoin de donner une réponse précise ou qu'il ne tient pas à la donner, ses paroles sont des paroles en l'air, pleines de gentillesse, l'Occidental s'obstine à vouloir de la précision. Demain, cela sera fait, lui dit-on, et demain n'arrive jamais; il perd des heures à discuter sur un détail et celui qui ne tient pas à ce détail ne lui répond jamais de façon nette. Il n'arrive pas à faire comprendre à autrui des choses qui lui paraissent évidentes. Un jour, voulant acheter de la peinture toute faite contenue dans des bidons fermés venant d'Europe, un Français demandait à un marchand de couleur un échantillon de la gamme des couleurs que contenaient ces bidons. L'autre prit une palette, mêla quelques produits et montra une couleur fantaisiste : cela te plaît-il, demanda-t-il? Le Français lui dit : cela m'est égal, je veux savoir la couleur réelle de ce qui est dans tes bidons. — Tu veux plus clair, reprit le marchand, et il mêla du blanc à son échantillon. Le jeu continua cinq minutes et, finalement, le Français dut acheter au hasard un bidon sachant que c'était en gros du vert. Le marchand, pour lui faire plaisir, lui aurait montré n'importe quelle couleur sans que celle-ci ait le moindre rapport avec celle des bidons. A partir du moment où l'interlocuteur a le sentiment de la relativité des choses dont il parle, il n'éprouvera pas le besoin de parler avec exactitude. L'idée de dignité

humaine n'est pas liée à celle de la parole matérielle-ment vraie.

Il en sera de même de l'argent. L'Européen est parfois étonné de la place que tiennent les pourboires, les pots-de-vin, les resquillages dans la vie économique du Proche-Orient arabe. Il semble que l'on n'y ait pas réalisé qu'une certaine discipline dans les détails du budget favorise la marche des affaires, donc les gains plus considérables. On ne prévoit pas assez et les plans officiels laissent place à des inégalités trop criantes : aussi toutes les formes de compensations occultes rétablissent-elles jusqu'à un certain point l'équilibre. Le fonctionnaire est mal payé, et il complète son traitement comme il peut. Ces manœuvres reviennent, comme le dit le petit héros d'un roman arabe récent, à « aider Dieu à répartir ses bienfaits parmi les hommes ». Chacun réagit suivant ses convictions personnelles et sa délicatesse de conscience; mais il est certain que bien peu admettent l'idée d'un plan de répartition fixé *ne varietur;* cette précision est une manie occidentale et il existe toute une série d'habitudes coutumières que l'on pratique parce que cela s'est toujours fait ainsi. On le voit même dans les maisons religieuses chrétiennes de type occidental où parfois d'excellents membres originaires du pays ont du mal à accepter, non pas le détachement personnel, mais la discipline du vœu de pauvreté : ils n'ont que plus de mérite à le faire. Mais si parfois de petits trafics s'établissent pour faire des cadeaux à celui-ci ou à celle-là, en général à sa famille cela tient peut-être au contraste qu'il y a entre le train de vie de familles modestes (oh! la pauvreté de tant de gens en Orient) et celui des maisons religieuses de type occidental, spacieuses et à la table suffisante. Cela tient aussi au fait que l'application d'une règle fixe dans le

domaine de l'argent va contre les habitudes du pays.

De leur côté, nos frères du Proche-Orient arabe, pauvres ou riches, seront extrêmement généreux; sauf dans le cas d'un ou deux groupes ethniques connus pour leurs habitudes de parcimonie, on ne comptera pas. Les groupes fermés s'entr'aident largement; les membres d'une famille, d'une même communauté, les voisins pauvres partageront entre eux le nécessaire, s'en remettant à Dieu pour le lendemain. On voit donc l'injustice qu'il y a à appeler vol, certaines inexactitudes dans les comptes, certaines exigences généralisées de pourboires. Instinctivement, celui qui n'applique pas à la lettre le règlement a le sentiment que l'ordre social n'en souffrira pas, que cela s'est toujours fait comme cela. Celui qui veut mener un train de vie supérieur à celui de la grande masse des habitants n'a qu'à s'en prendre à lui-même, s'il est l'objet de manœuvres tendant « à répartir les bienfaits de Dieu parmi les hommes ».

Dans le cas des grandes entreprises privées ou de l'État, cela devient plus grave. Les particuliers peuvent facilement établir un contrôle patient et constant sur leurs propres affaires pour que la « répartition des bienfaits de Dieu » ne prenne pas des proportions exagérées. Mais lorsque des médecins, des hauts fonctionnaires veulent aussi profiter de leur situation et n'ont pas le respect strict du bien commun, cela se complique. Car si la jouissance des bienfaits des services publics, comme les hôpitaux par exemple, ou la conclusion de contrats vitaux pour l'économie du pays doivent être entravées par les questions de bakchiches, le relèvement du pays ne peut qu'en souffrir. Une atmosphère se créera et les étudiants eux-mêmes ne rechercheront pas dans leur travail le moyen d'avoir une situation; ils iront d'emblée, suivant la loi du moindre effort, vers ce qui peut

leur être utile; ils travailleront juste pour avoir leur diplôme, se fiant à la politique et à leurs relations pour le reste. En cela, ils seront les victimes d'un ordre social particulier.

Tout cela fait perdre beaucoup de temps et d'énergies. Mais, là encore, si le taylorisme est impensable, un certain équilibre se rétablit. Le temps n'a pas la valeur que lui accordent les hommes d'affaires occidentaux. On ne prend rien au tragique. Il ne faut pas être pressé et la patience figure au nombre des principales vertus. Et puis, si l'équilibre est détruit, l'on aura la sagesse de se contenter de peu. Le soleil aidant, la sobriété est la grande réserve de force qui a permis de rétablir des situations compromises et a fait, malgré tout, aller de l'avant.

Les hommes d'affaires occidentaux s'énervent; les exemples de concussion ne font pas excellente impression sur eux, bien qu'on les rencontre dans tous les pays du globe. Ils se braquent facilement contre leurs frères. A quoi bon? D'une part, tout marche quand même, à un rythme plus lent. Et puis, instruits par l'expérience, les hommes propres entreprennent déjà des campagnes. C'est certainement un des plus beaux côtés du mouvement des Frères musulmans que leur protestation contre la corruption. Actuellement, en Égypte, le nouveau gouvernement du général Neguib essaie d'assainir une atmosphère si compromise sous le régime féodal. Le peuple, de son côté, a pris l'habitude, depuis quelques années, de juger ouvertement ses dirigeants ou ses Pachas, lorsque ceux-ci abusent de leur pouvoir pour se remplir les poches. Sur ce point, la campagne du général Neguib rencontre un vœu unanime des populations.

La même incompréhension des Occidentaux se mani-

feste sur le plan de l'hygiène. Ils s'offusquent de voir des médecins qui paraissent durs devant de pauvres enfants du peuple, très malades. Au fond, s'ils sont droits, ces médecins savent que, pour l'instant, il est impossible d'enrayer en quelques jours la mortalité infantile; cela sera possible plus tard. Et puis, la mort n'est pas considérée comme le mal suprême, comme dans les régions où la foi en l'autre monde a diminué; il y aura d'autres naissances dans le pays prolifique. Et des habitants du Proche-Orient arabe critiquent à leur tour les Européens qui ne veulent pas d'enfants pour eux tout en posant au protecteur de l'enfance dans les pays des autres. Et puis, la propreté est-elle aussi nécessaire qu'on le croit en Occident, surtout dans les pays anglo-saxons? Un bureau de poste n'a pas besoin d'être balayé tous les jours pour que, pratiquement, toutes les lettres arrivent à destination.

On n'en finirait pas d'énumérer les différences de mentalité. Ces quelques exemples suffiront à faire comprendre la difficulté qu'un Occidental et un habitant du Proche-Orient arabe, surtout lorsque les liens du christianisme ou d'une éducation commune n'existent pas, ont pour s'entendre lorsqu'il s'agit de discuter, d'établir des projets d'avenir. L'un veut prévoir dans les détails, l'autre pressent en gros l'avenir; ce dernier a le sentiment global des facteurs qui entreront en jeu, il s'appuie sur son expérience, il sait que tout s'arrange. Le « nous ne parlons pas le même langage » est terriblement vrai.

Au fond, l'Occidental devrait faire le premier pas et apprécier la délicatesse de l'accueil qu'on lui réserve, ou qu'on lui a réservé avant les heures de crises, et les avantages qu'il a tirés de sa présence dans cette terre étrangère. Sans compter qu'il y a eu parmi les Occidentaux, certains chevaliers d'industrie qui ont fait tort

à la réputation des Occidentaux honnêtes. Ici-bas, tout a un beau côté. Ne prenons qu'un exemple : le mépris du temps facilite la pratique d'une très grande vertu de l'Orient, l'hospitalité. Un fonctionnaire n'hésitera pas à arrêter son travail pendant plusieurs heures pour faire plaisir à un visiteur qu'il connaît ou qu'on lui a recommandé. Nous avons vu en Palestine, jadis, un bey, ancien scout, quitter le bureau qu'il dirigeait pour piloter dans sa ville un groupe de scouts étrangers qu'il avait vu passer sous ses fenêtres. De même l'imprécision des paroles est contrebalancée par le souci de faire plaisir. On est sévère, à juste titre, pour l'Occidental qui a été l'objet de soins particuliers et qui ensuite critique ouvertement le pays de ses hôtes. Avec quelle amertume n'évoque-t-on pas, dans le Proche-Orient, les Européens qui ont mangé le pain du pays en échange de leurs travaux mais qui oublient la source de leurs moyens d'existence pour dénigrer ceux qui les entourent. Avec quelle amertume n'évoque-t-on pas les Européens qui ne cherchent pas à faire plaisir en s'intéressant au pays dans lequel ils vivent et qui ont sans cesse à la bouche des mots blessants : chez nous, en France, il y a ceci; chez nous, en Italie, il y a cela (sous-entendu que vous n'avez pas). Nous avons assisté un jour à la réplique qu'un Oriental émettait doucement devant de tels reproches : oui, mais chez vous, la renaissance a commencé il y a cinq cents ans. Puis il s'est tu.

Enfin, bien que l'Occidental et le citoyen des États arabes en pleine renaissance ne parle pas exactement le même langage, il y a tout de même moyen de s'entendre. Il y a le langage des faits lorsqu'il s'agit du passé et du présent. Si l'on accepte que la parole n'a pas pour but unique de manifester la vérité et que la dignité humaine n'est pas engagée dans l'exactitude matérielle

de tout ce qui est dit, il est inutile d'attacher trop d'importance à ce qui n'est plus que relatif dans bien des cas. Il n'y a qu'à regarder les réalisations effectives. Si l'on compare l'état des pays arabes du Proche-Orient à majorité musulmane il y a cinquante ans avec leur état actuel, l'on comprendra que tout bouge et qu'il y a du progrès. Nouvelle littérature, éditions de textes anciens, journaux, revues, ouverture d'écoles, d'universités, d'hôpitaux, de dispensaires, d'usines, développement des moyens de communication, érection de bâtiments modernes dans les grandes villes, reprise d'entreprises fondées par des Européens, radio-diffusion, on n'en finirait pas d'énumérer les traces matérielles de ce progrès. Que l'étranger ait l'honnêteté de constater que tout cela marche, à son rythme, même s'il y a des accrocs de temps en temps.

Ces longues digressions auront pu paraître inutiles. Nous ne le croyons pas. Ces quelques allusions auront montré la complexité du problème dans un milieu limité. Il faudrait examiner la situation dans les autres milieux touchés par la renaissance actuelle : perse, pakistanais, maghrébin, indonésien. Sinon le tableau de cette renaissance restera dans le vague et l'on tombera dans l'un des deux travers si fréquents : l'on méconnaîtra la réalité de ce réveil au nom des différences de mentalités ou l'on idéalisera de loin un mouvement qui a encore beaucoup à réaliser avant d'atteindre un parfait développement.

Malgré tout, deux points semblent encore délicats pour l'intégration des pays musulmans renaissants dans la vie internationale. Les cercles musulmans religieux ne s'en inquiètent pas, car ils rêvent à la domination mondiale de l'Islam ou tout au moins à une autarcie

pan-islamique. Evidemment, s'ils pouvaient être les maîtres du globe ou tout au moins seuls maîtres chez eux, l'existence des autres ne leur poserait plus de problèmes. Cette position reste encore très théorique et, en pratique, actuellement, la situation réelle des pays à majorité musulmane exige que leurs gouvernants se préoccupent de leurs bonnes relations internationales. Les utopies des cercles religieux gêneraient plutôt les dirigeants. Ceux-ci doivent songer à ménager l'opinion publique intérieure; ils sont tentés de la flatter et de faire de la surenchère pour se maintenir au pouvoir.

En premier lieu, cette idée d'être le seul maître chez soi recouvre une conception rétrograde de nationalisme. Que signifie être maître chez soi lorsque tous les pays ont de plus en plus besoin les uns des autres. Il semble que beaucoup ne réalisent pas l'interdépendance économique et jusqu'à un certain point culturelle des communautés modernes. La grande presse arabe d'Égypte a souvent parlé du canal de Suez ces dernières années mais bien peu d'articles traitèrent du rôle international que joue cet ouvrage dans l'économie mondiale. Certains publicistes parlèrent même ouvertement de la nécessité de le reboucher. Paroles en l'air, dira-t-on, mais révélatrices d'une tendance à vouloir jouir d'un droit de propriété absolu, au sens romain de l'*uti et abuti*. Que diront de cet *abuti* les pays qui savent le nombre de millions que représente une journée de pétrolier ou de paquebot et qui craindront de se voir à la merci de représailles pour une parole jugée désagréable ou le blâme de tel ou tel aspect de leur politique? La concession du Canal finit en 1969 et il faut espérer que la conception d'un bien commun international aura fait du progrès d'ici là. Sinon des complications encore plus fortes que celles d'aujourd'hui risqueront de se produire.

La même incertitude plane sur l'avenir de beaucoup d'autres peuples. Certes, les égoïsmes des grandes sociétés commerciales n'ont pas facilité les choses mais, en face d'elles, ce désir d'être maître absolu chez soi, ce nationalisme exacerbé, s'est dressé comme un mur; la Perse, à l'heure actuelle, veut être maîtresse absolue chez elle, d'où l'affaire des pétroles. En Afrique du Nord, comment conçoit-on la place des colons et des industriels français une fois l'indépendance conquise, alors qu'une certaine presse locale les désigne déjà dès maintenant sous le nom d'aventuriers? Les façons différentes de prévoir l'avenir en Orient et en Occident ne faciliteront pas les choses. Les dirigeants des pays musulmans essaient sincèrement de rassurer les pays étrangers par des paroles répétées. Ils demandent qu'on leur fasse confiance; l'Occident forcé de céder du terrain voudrait cependant des faits ou des gages avant de donner sa confiance. A cela, on réplique que l'Europe a fait trop de promesses sans les tenir pour qu'on puisse lui accorder crédit. Quel imbroglio! Et quel beau terrain pour les intrigues internationales!

Quel est dans cette affaire le rôle des docteurs de l'Islam? Leur tendance serait d'appuyer l'autarcie des pays musulmans. Mais leur théologie n'a pas élaboré de doctrine de la propriété suffisamment précise pour pouvoir inspirer pratiquement une ligne de conduite. Ils ne semblent pas avoir le sens de la complication des réalités économiques et les Frères musulmans ont seulement préconisé et réalisé l'ouverture d'usines ou d'établissement pilotes comme l'ont fait les socialistes philanthropes d'Europe dans la première moitié du XIXe siècle. Tous en restent aux grands principes coraniques, et les livres les plus avancés dans le Proche-Orient se sont bornés jusqu'ici à mettre en avant la distribution

des terres des grands propriétaires fonciers. En pratique, les textes coraniques sur la guerre sainte sont toujours là pour enflammer l'opinion publique en cas de conflit (guerre contre Israël en 1948, commandos et raids de sabotages contre les Anglais du canal de Suez en 1951-1952); d'autres textes coraniques, versets sur la tolérance, la justice, etc., peuvent également servir aux gouvernements pour reprendre la situation en mains si des excès se produisent à l'intérieur (par exemple, sermons des prédicateurs officiels à la radio sur l'interdiction du meurtre d'un musulman, après l'assassinat du premier ministre d'Égypte Nokrachi Pacha en décembre 1948). Instruments à double tranchant, ils joueront le rôle qu'on voudra leur faire jouer.

Le second point ne concerne pas seulement l'Islam, mais bien le globe entier. Il s'agit de la mentalité primaire que l'instruction généralisée répand automatiquement dans le monde lorsque la modestie ou la culture générale ne donnent pas à l'être un peu instruit le sens des limites de sa compétence. Très facilement, celui qui a passé quelques années sur les bancs d'une école s'imagine avoir des idées sur tout, il croit ce qui est imprimé, il répète ce qu'on lui a dit, il érige en absolu ce qui demanderait à être nuancé.

Dans le pays musulman où la modeetie n'est pas une vertu maîtresse, ce problème de l'esprit primaire est, semble-t-il, l'un des plus graves qu'il ait à résoudre durant les décades à venir. L'instruction se répand; la presse, l'imprimerie, la radio, le cinéma, se mettent à fonctionner. Des étudiants fréquentent les universités et beaucoup sont envoyés en Europe ou en Amérique aux frais de leurs gouvernements respectifs. Un but pratique polarise l'activité de la plupart d'entre eux : avoir le diplôme qui assurera une fonction et un gagne-

pain. Des nécessités immédiates orientent les professeurs vers la rédaction de manuels en arabe dont les pays ont impérieusement besoin. Les articles de revues sont pour leurs auteurs l'occasion de se procurer un supplément de traitement. Mais bien peu sont ceux qui peuvent se permettre le luxe d'une recherche désintéressée. Par ailleurs, un atavisme marqué par des siècles durant lesquels l'éducation a été avant tout basée sur la mémoire, un manque de curiosité et une absence de désir de culture générale poussée, une conception de la « Science » comme d'une sorte de bagage tout fait que l'on n'a qu'à recevoir et à transmettre, tout cela ne facilite guère les choses. La prédominance du sentiment et de l'intuition sur le raisonnement logique, la rapidité avec laquelle les étudiants saisissent l'ensemble d'une question sans ensuite chercher à préciser le détail, enfin les passions nationalistes et religieuses ne les préparent guère aux études suivant les méthodes positives et historiques modernes. Là encore, l'assurance que donnent les sciences exactes leur fait facilement accepter ce qui est imprimé, quitte à rejeter sans examen ce qui va contre leurs penchants nationalistes ou religieux. Cela n'a pas trop d'inconvénients dans le cas d'une formation primaire-supérieure d'ingénieurs de toute sorte. Cela n'a pas trop d'inconvénients dans le cas de monographies précises et d'études de détail et, dans ce dernier cas, l'on trouve des ouvrages dans lesquels l'auteur met en jeu son excellente connaissance de la langue arabe pour consulter des documents nouveaux et apprécier les finesses de style. Aussi de tels ouvrages sont-ils vraiment une contribution à la science mondiale et de nombreux orientalistes les consultent. Mais lorsqu'il s'agit d'élaborations un peu générales, ou de recherches sur des sujets qui touchent des vues

historiques ou religieuses, presque tous se replient sur des positions traditionnelles. « Nous ne parlons pas le même langage », disait cet Américain à propos de questions d'affaires; cette phrase est encore plus vraie dans le cas des études un peu synthétiques. C'est là surtout qu'un terrible danger d'esprit primaire se manifeste.

Dans le cas des groupements religieux musulmans, l'absence de culture générale et de curiosité fait que l'on s'en tient à des vues simplistes, lorsqu'il s'agit de sujets non musulmans de portée un peu vaste. Un livre comme *L'histoire des Arabes* de Gustave Le Bon a vu, encore ces dernières années, rééditer sa traduction arabe. On le lit parce qu'il flatte la fierté musulmane bien que l'auteur soit assez superficiel et, chose peu banale, les musulmans ne semblent pas voir que l'incroyant Gustave Le Bon attribue à la race arabe, en tant que race, les merveilles de la civilisation musulmane médiévale, tout en faisant du Coran la source de la déchéance actuelle de l'Islam. On reste stupéfait de voir comment des gens intelligents regardent avec un œil et se bouchent l'autre pour ne voir que la moitié de la question.

D'ici quelques années, les livres d'apologétique musulmane envahiront-ils l'Europe, c'est possible. Il en existe quelques-uns en anglais et en français mais ils étonnent. Ce sont des thèses qui affirment que tout a commencé avec l'Islam : féminisme, lutte anti-esclavagiste, droit public international, etc., et qui n'offrent sur les non musulmans aucun tableau dans lequel ceux-ci pourraient se reconnaître. Même dans la présentation des faits musulmans, ils taisent les aspects qu'ils jugent pouvoir mal impressionner les Européens; c'est l'apologétique au mauvais sens du terme.

Lorsque des auteurs musulmans ne connaissant pas

l'arabe parlent de sujets généraux, leur position est encore plus sommaire. Ce n'est point pour critiquer leur intention de promouvoir l'Islam que nous écrivons cela; il est naturel que chacun cherche à prêcher son idéal. Mais c'est la méthode même qui nous semble sujette à caution. De tels auteurs auraient, dans leur intérêt même, à rechercher plus objectivement la vérié; car leur littérature, si elle peut attirer à elle des esprits superficiels, dessert la cause qu'elle veut servir, auprès d'un public un peu cultivé. L'Islam prône l'intelligence, mais, en fait, il s'en tient actuellement à une sorte de « romantisme de l'intelligence ».

On pourrait croire que les milieux touchés par l'athéisme ont des vues plus larges; ce peut être vrai pour certains individus, mais dans la majorité des cas l'on ne s'en aperçoit guère. On retrouve chez les athées le même culte pour ce qui est imprimé, à condition, dans leur cas, que ces textes imprimés correspondent à leurs goûts personnels. Quelqu'un nous disait : « En Europe, il n'y a pas un seul savant qui croit en Dieu. » Et comme nous répondions qu'il y a de tout parmi les savants d'Europe, des incroyants et des athées, et comme nous affirmions connaître de vrais savants qui étaient en même temps d'excellents chrétiens, il nous répliqua sceptique : « J'ai lu quelque part (en arabe) qu'en Europe pas un vrai savant ne croyait en Dieu. » Que répondre à quelqu'un qui ne parle qu'arabe, n'a guère de culture générale et s'enferme dans un dogmatisme primaire sans reconnaître les limites de ses informations? Dans beaucoup d'autres cas, l'on se heurte à la conception du scientisme qui était à la mode vers la fin du XIXe siècle. Science et religion est un problème que beaucoup résolent en éléminant la religion. « L'Europe est devenue

puissante en rejetant la religion, pensent-ils, faisons comme elle et nous deviendrons puissants. »

Encore une fois, il y a des exceptions, mais il n'est pas exagéré de classer le danger de cet esprit primaire (même chez des diplômés) parmi les grands obstacles qui retardent l'intégration vraie des pays musulmans dans la communauté mondiale. S'il subsistait trop longtemps et si les efforts d'ouverture que tentent les meilleurs esprits musulmans devaient tarder à porter leurs fruits, l'on en resterait à des échanges scientifiques, économiques, artistiques ou littéraires. Mais dans les échanges culturels profonds, chaque partenaire observerait l'autre à travers une glace, ou engagerait un dialogue de sourds.

Encore une fois, que l'on ne s'imagine pas que nous parlions ici d'un seul point de vue religieux parce que nous avons pris quelques exemples dans le christianisme; il y a d'autres exemples sur des sujets de pure civilisation. L'influence indéniable et bienfaisante du contact arabe sur l'Europe médiévale (notamment par les apports de philosophie et de sciences grecques augmentées des observations très précises de bien des savants arabes) est en général présentée dans les cercles musulmans comme la seule influence qui se soit exercée sur cette Europe. On oublie Byzance et le reste. Bien plus, au lieu de science et de philosophie à base grecque, on parle d'Islam et de religion. Finalement, que l'on ne croie pas que nous exagérions, l'on fait de l'Islam et du Coran la cause de tout le progrès moderne de l'Europe, y compris la révolution industrielle et la liberté de pensée.

Il ne s'agit peut-être que d'une attitude temporaire appelée à disparaître dans quelques années; souhaitons-le. Déjà certains musulmans considèrent le nationalisme

rétrograde comme une simple étape nécessaire à franchir; ils soutiennent que les pays musulmans doivent passer par tous les stades par lesquels sont passés les pays occidentaux. Quant à la mentalité primaire, plusieurs esprits la combattent, sans l'appeler par ce nom. Souhaitons qu'au moment où se dessine la constitution d'un troisième bloc à vaste participation islamique, entre le bloc de l'ouest et le bloc marxiste, les deux points que nous avons signalés n'exercent pas une influence trop décisive. Sinon le troisième bloc tendrait lui aussi à s'isoler derrière d'autres rideaux, à mesure qu'il se renforcerait.

Comme dans toute crise de croissance, il est probable que de tels défauts sont passagers. Il n'en est pas moins vrai qu'il est nécessaire de les connaître pour pouvoir aider, chacun à sa mesure, à leur disparition. Ce sera d'abord l'effort de loyauté, d'ouverture des chrétiens. Si le raisonnement est pour l'instant impossible, il y a l'exemple des faits et de la vie. Et cet exemple n'a guère été donné par l'Occident sur les points précis où on l'attendrait le plus, notamment l'ouverture aux problèmes propres de l'Orient et le sacrifice d'un idéal de domination. La constatation de ces réalités encouragera peut-être les chrétiens à être conséquents avec eux-mêmes. La justice, la vraie charité, le respect de la dignité humaine chez tous, sans racisme, une ouverture humble sur l'idéal de leurs frères, sont encore la meilleure façon de présenter leur point de vue.

A quelqu'un qui lui disait un peu tristement que certaines vues musulmanes sur l'Europe et le christianisme étaient sommaires, un musulman répliquait aussitôt : Et vous, vous ne croyez pas que vos semblables disent des bêtises sur le monde musulman ?

D'un point de vue plus particulier, tout effort visant à présenter de façon simple mais intelligente l'histoire du monde et des religions servira certainement au rapprochement (que la présentation actuelle de la théologie et de l'exégèse chrétiennes paraît compliquée vue de loin; que celle de l'histoire paraît ou sommaire ou trop liée à des thèses variées). Enfin les professeurs qui ont des étudiants musulmans rendront un service inappréciable à la renaissance de l'Orient en développant chez eux le goût de la culture générale, la curiosité, la réflexion personnelle et en se méfiant d'une tendance latente chez leurs élèves à vouloir tout ramener à des vues sommaires ou à plagier ce qui a déjà été écrit.

Les musulmans qui travaillent à la renaissance de leurs pays croient à la valeur de l'intelligence. C'est un élément sur lequel il faut tabler, même s'il y en a d'autres à ne pas négliger.

FRANÇOIS CLÉRY.

LES GRÈVES D'AOUT

Le 5 août la Fédération des P.T.T. Force-Ouvrière, étendant la décision de ses militants bordelais, donne l'ordre de grève, elle est bientôt suivie par la Fédération correspondante de la C.F.T.C.

Le 21 août, à deux heures du matin, les deux Fédérations, annonçant qu'un « accord » est intervenu, donnent en commun l'ordre de reprise du travail.

Il ne saurait être question de donner ici une chronique détaillée de cette période, nous voudrions essayer de mettre en relief quelques caractères originaux de cette crise, en analyser certains aspects significatifs ou demeurés obscurs pour le grand public (et même pour un grand nombre de « syndicalistes de base ») et attirer l'attention sur quelques conséquences et conclusions, conclusions toutes provisoires d'ailleurs, car le mouvement d'août est sans doute davantage un *point de départ* qu'un point d'aboutissement : les Comités de grève sont souvent devenus des Comités de vigilance. Les décrets Laniel-Faure ont été vidés de leur contenu, et pourtant les postiers et les cheminots, entre autres, ont repris le travail la tête basse, comme s'ils venaient d'essuyer une défaite.

I. — Caractères originaux du mouvement

Signalons pour mémoire, car tous les journalistes ont assez insisté sur ce point, la date assez inaccoutumée du

mouvement : il était devenu traditionnel de localiser « l'agitation sociale » au printemps et en automne. En ce début d'août, la plupart des cadres syndicaux eux-mêmes étaient en vacances, se préparant pour le rendez-vous d'octobre, mais comme le déclarait dans un style imagé le secrétaire général d'une importante fédération ouvrière de la C.F.T.C. : « L'heure choisie par les masses ne sonne pas toujours à la pendule des chefs syndicalistes! »

Autre aspect, source de malaise et de malentendus au départ, dans un pays où les fonctionnaires ont rarement suscité la compassion : les services publics ont été les promoteurs, et sont constamment restés au centre, de ce mouvement. Un trait révélateur : les fédérations ouvrières de la C.F.T.C. avaient donné un ordre de grève de quarante-huit heures pour les vendredi 21 et samedi 22 août, tout était prêt pour cette action appuyée par la C.G.T. et dans de nombreux secteurs par F.-O.; or quand le 21 au matin les travailleurs du secteur privé apprirent que l'ordre de reprise avaient été donné aux P.T.T., un très grand nombre se résignèrent à rejoindre leur chantier ou leur usine. Il est vrai, les décrets en cause visaient le secteur public, pourtant les sujets de mécontentement étaient peut-être plus nombreux dans le secteur privé, et la période de vacances ne suffit pas à expliquer que les travailleurs de ce secteur se soient bornés à suivre le mouvement. Une remarque importante s'impose : depuis 1947, et malgré une sensible reprise depuis un an, *le mouvement syndical était en net recul*; le chômage menaçant, s'ajoutant aux divisions syndicales, à ce qu'on a appelé la « répression anti-ouvrière », aux profondes déceptions qui avaient suivi les espoirs de 1944-1945, expliquait pour une large part cette situation; *une exception* cependant : précisément *le secteur public,* ou plus exactement le personnel à statut. Ici, du fait en particulier de l'existence de commissions paritaires chargées des titularisations, des pro-

motions, des mutations, de Conseils divers, où les représentants syndicaux étaient appelés à jouer leur rôle, la désaffection syndicale a été très rare.

N'oublions pas qu'autrefois le mouvement syndical et, plus largement encore, le mouvement ouvrier français trouvaient leurs pilotes parmi les typos parisiens qui pouvaient apparaître comme des privilégiés de la classe ouvrière. Assistons-nous à un relais ?

Ceci nous amène à examiner la position des diverses Centrales syndicales : la C.G.T., demeurée très forte dans le secteur privé, le plus souvent majoritaire, l'est beaucoup moins dans le secteur public (sauf les industries nationalisées) et surtout aux P.T.T. (n'oublions pas que le mouvement a pris naissance aux P.T.T.); d'autre part les mouvements pris en charge par elle, depuis 1947, ont généralement avorté, sinon échoué, du fait de l'opposition ou de la méfiance de ses partenaires (pensons en particulier aux actions de février 1952, puis mai-juin 1952 : en plein règne de M. Pinay pourtant). Ajoutons qu'en bons staliniens les dirigeants de l'actuelle C.G.T. se méfient des mouvements spontanés et que leur situation est très particulière puisque les gouvernements ont pris l'habitude d'ignorer une Centrale syndicale qui reste, qu'on le veuille ou non, la plus importante. Tout au long de ces grèves la position de la C.G.T. fut très simple : laisser la responsabilité du mouvement aux Centrales dites libres, demander à leurs troupes de suivre « démocratiquement », inciter leurs cadres subalternes à développer les « Comités d'unité », les « Comités de lutte » à la base, provoquer la création de « Comités de grève » à tous les échelons de la hiérarchie syndicale. Pour reprendre là encore l'expression d'un dirigeant d'une fédération ouvrière de la C.F.T.C. : la C.G.T. fournissait les troupes, laissant provisoirement aux autres centrales le soin de fournir les états-majors. Pour la première fois les dirigeants des Centrales libres se voyaient à la tête d'un mouvement

unanime et profond, ils devaient faire leurs preuves, se révéler d'authentiques « chefs ouvriers », ne pas décevoir leurs militants : la C.G.T. guettait la moindre défaillance!

Force-Ouvrière allait-elle saisir l'occasion de se poser en digne héritière du mouvement syndical français, de faire oublier tout ce qui s'était passé depuis 1947, ce passé proche si sévèrement jugé par beaucoup de militants ouvriers? Les circonstances favorables ne manquaient pas : le bastion essentiel de F.-O. est dans le secteur public, une assemblée des secrétaires régionaux de sa Fédération postale avait, dès le 9 juillet, prévu le mouvement (on est stupéfait de la légèreté gouvernementale : dès cette date la réaction syndicale devant les décrets était prévisible... début août le ministre des P.T.T. était à l'étranger!). F.-O. pouvait espérer être relayée sur le plan politique par la S.F.I.O., dans l'opposition depuis 1951, enfin ce sont les militants F.-O. qui avaient l'initiative du mouvement... Au début « l'opération F.-O. » sembla se dérouler parfaitement : la grève de Bordeaux, qui aurait pu n'être qu'un incident local, rencontra un écho profond, en vingt-quatre heures tout le service des P.T.T. était paralysé, les autres fonctionnaires suivaient, le gouvernement multipliait les maladresses, les contacts étaient noués avec la C.F.T.C. (n'étions-nous pas proches du « regroupement syndical » rêvé?), dès le 7 août les députés socialistes Depreux et Gazier déposaient leur demande d'interpellation et de convocation du Parlement, le 17 août alors qu'un certain nombre de dirigeants semblaient prêts à « lâcher », F.-O. réussit à les retenir : d'où le discours-ultimatum de M. Laniel. Mais bientôt le souffle manqua à F.-O., tandis que ses craintes s'éveillaient devant l'entrée en scène du secteur privé...

A la C.F.T.C. la situation était toute différente : sa Fédération des P.T.T., considérée comme « à droite », fut emportée par le mouvement dans le sillage de F.-O.;

pour la première fois les dirigaents de cette fédération se trouvaient portés à la pointe d'un mouvement de masse d'une telle ampleur, ces dirigeants n'avaient ni le « métier syndical » d'un certain nombre de cadres F.-O. ni la sûreté de ligne des dirigeants de la C.G.T. le secrétaire général de la Fédération postale C.G.T. Frischmann, membre du Comité central du Parti communiste). Dès le début les dirigeants P.T.T.-C.F.T.C. contrôlèrent difficilement le mouvement. Ne devaient-ils pas accepter d'installer dans leurs locaux, square Monholon, un « Comité central de grève » : ceci devait d'ailleurs se terminer assez mal, le vendredi 21 août, après que les Fédérations C.F.T.C. et F.-O. des P.T.T. eurent donné l'ordre de reprise, on assistait à l'invasion des locaux du Comité central de grève par des militants de la C.G.T. Il est vrai, il en fut tout autrement en ce qui concerne la Fédération des cheminots, et surtout la très solide Fédération du Gaz et de l'Électricité. D'autre part, les dirigeants de la C.F.T.C. surent immédiatement discerner que l'objet du mécontentement populaire dépassait les décrets : les premiers ils parlèrent de « renversement de la politique économique et sociale », les premiers ils s'associèrent à la demande socialiste de convocation du parlement. L'équipe Bouladoux-Levard portée à la tête de la C.F.T.C., à la suite du « compromis » du Congrès confédéral d'Asnières au printemps dernier, compromis portant sur les réformes intérieures de l'organisation confédérale et passé entre la « majorité » et la « minorité » (tendance dite « Reconstruction »), avait la confiance des militants.

D'autres traits originaux doivent être encore mis en valeur pour caractériser ce mouvement d'août : d'abord le *rôle important des jeunes,* si paradoxal que cela puisse paraître dans un mouvement dont un des prétextes principaux était l'âge de la retraite, des jeunes qui n'ont pas été mêlés aux mouvements de 1947, qui le plus souvent n'ont pas connu les espoirs et les désillusions

qui ont suivi la Libération, mais qui aujourd'hui se préoccupent du chômage et... cherchent un logement, qui sont très « sensibilisés » sur des problèmes comme celui de la guerre d'Indochine et qui ont entendu parler de 1936 (se souciant d'ailleurs assez peu du fait que les conditions nationales et internationales de 1953 sont très différentes de celle de 1936).

A côté des jeunes, *les femmes* jouèrent un rôle essentiel : dans les P.T.T. les noyaux les plus durs ne se trouvèrent pas en général chez les « monteurs » le plus souvent syndiqués à la C.G.T., mais dans le personnel féminin des « chèques postaux », où la C.F.T.C. est très forte. Sans doute ce phénomène s'explique par le fait que cette catégorie du personnel des P.T.T. est la plus prolétarisée tant par la nature de son travail que par les conditions dans lequel celui-ci est accompli. Mais on connaît par ailleurs beaucoup d'autres faits : dans tel centre une réunion générale de grévistes de l'E.D.F., de la S.N.C.F. et des P.T.T. organisée par la C.G.T. groupa au total mille cinq cents personnes, or une réunion réservée aux seules femmes de cheminots et organisée par la même C.G.T. groupa plus de quatre cents femmes. Dans plusieurs mines, ce sont des femmes de mineurs qui ont constitué les piquets de grève. Ailleurs encore, des femmes de grévistes débauchèrent des ouvriers demeurés au travail, etc. Tout cela est assez nouveau et requiert l'attention : les femmes sont-elles, plus que les hommes parfois, sensibles aux difficultés actuelles : logement, bluff de la baisse, etc. ?

Notons également la part prise dans le mouvement par des *non-syndiqués*, qui non seulement ont suivi (ce qui est déjà très rare), mais qui ont tenu : ce trait est symptomatique d'un climat général, d'une attente, en même temps que d'une lassitude... « Il faut que ça change... » Tel était le slogan qu'on entendait à toutes les réunions de grévistes. « Nous payons nos mauvaises élections de 1951 », déclarait dans un meeting un dirigeant

C.F.T.C. connu dans sa région pour sa modération. On n'a peut-être pas assez insisté sur le *réflexe très sain* des grévistes dans un pays qui se veut *démocratique :* le *recours au Parlement,* et bien que ce Parlement soit celui de 1951 dont les bonnes dispositions à l'égard des salariés n'ont jamais dépassé le stade oratoire : il faut avoir connu pendant les grèves ces locaux d'Unions départementales ou d'Unions locales des syndicats où la nuit, entre deux coups de téléphone pour obtenir « les communiqués de Paris », on pointait les députés ayant envoyé à la présidence de l'Assemblée leur télégramme ou leur lettre confirmative dans le cadre de « la course aux 209 »! Tout cela les dirigeants politiques et même les dirigeants syndicaux l'ont-ils compris ?

Terminons ce tableau par une remarque importante qui permettra de le nuancer : le mouvement d'août, surtout à partir du moment où le secteur privé est entré en scène, a revêtu des *aspects régionaux* et même locaux très accentués. Quoi de commun entre le calme de la Lorraine et l'activité de la Basse-Seine ou de la Basse-Loire! La physionomie du Nord, celle de la région parisienne et celle de la région lyonnaise étaient totalement différentes : les cadres « moyens » des syndicats ont peut-être joué un rôle plus important que les « cadres supérieurs » dans la conduite du mouvement, sinon dans son dénouement.

II. — De la grève aux « négociations »

On a dit de cette grève qu'elle fut une *grève politique :* oui, bien entendu, à condition qu'on entende cette expression *au sens noble.* Peut-il d'ailleurs en être autrement d'un mouvement qui prend sa source dans le secteur public? Il ne saurait être question de jouer ici les casuistes pour discuter du problème de la grève

des fonctionnaires : constatons simplement qu'un gouvernement qui méprise les « légitimes revendications » des fonctionnaires risque non seulement d'ébranler ses bases, ce qui somme toute n'est pas grave, mais également celles du régime, ce qui l'est beaucoup plus. Ce caractère de grève politique s'est normalement étendu au secteur privé : il s'agissait d'obtenir un « renversement de la politique sociale et économique » beaucoup plus encore que de menus avantages immédiats.

Eblouis eux-mêmes par leur succès initial, les salariés en grève crurent, à tort ou à raison, le moment venu, pour tenter d'obtenir « plus de justice sociale pour les salariés en France dans une démocratie de progrès et d'expansion[1] », « la mise en œuvre d'une politique économique et sociale d'ensemble[2] », politique d'ensemble comportant « plein emploi, résorption du chômage, réforme de la fiscalité et des circuits de distribution, réductions des charges militaires et extension des investissements productifs[3] », etc. Nous étions loin des décrets Laniel-Faure! C'est dans ces conditions que la C.F.T.C., en particulier, qui lançait ce qui dans l'esprit des salariés était beaucoup plus que des slogans, s'associa à la demande de convocation du Parlement.

Cette réunion du Parlement, suprême espoir des grévistes, aurait dû permettre un débat historique au cours duquel les authentiques défenseurs des salariés auraient pu se compter et, qui sait, auraient pu imposer l'adoption d'un programme du genre de celui proposé quelques semaines plus tôt par M. Mendès-France, programme qui avait eu un retentissement si profond dans le pays et plus spécialement chez les salariés : les termes des

1. Communiqué du Bureau confédéral de la C.F.T.C., 14 août 1953, 23 h. 30.
2. *Ibid.*, 18 août 1953, 18 heures.
3. *Ibid.*, 21 août 1953, 16 h. 45 (après l'ordre de reprise donné aux P.T.T. et aux cheminots).

communiqués du Bureau confédéral de la C.F.T.C. que nous citons ci-dessus le prouvent amplement!

C'est ici qu'intervient ce qu'on a pu appeller le *malentendu* entre les dirigeants des Centrales syndicales libres et leurs militants, et c'est alors qu'entrent en jeu des *personnages politiques,* qui se penchent périodiquement sur le sort des « humbles », mais dont les *préoccupations* en ce mois d'août étaient singulièrement *différentes de celles des grévistes!*

La première phase de l'opération consista à brandir un certain nombre d'*épouvantails* : si la grève se prolonge la C.G.T. et le Parti communiste risquent bientôt d'en prendre peu à peu la direction, et alors la voie est libre pour un nouveau « coup de Prague ». Ou bien encore : un militaire ambitieux et qui a de solides appuis en Afrique du Nord peut vouloir jouer son Franco. Et encore : si le Parlement se réunit actuellement il devra délibérer sous la pression des masses et le sang coulera place de la Concorde... Autant de remarques imagées, présentées sans aucun indice sérieux, qui font sourire, mais qui, communiquées de bouche à oreille, par le truchement de gens réputés bien intentionnés, dans un climat de fatigue, dans des bureaux de centrale syndicale, communiquant malgré tout difficilement avec la province, faisaient peu à peu leur effet.

La deuxième phase consistait à *introduire les dirigeants syndicaux dans le jeu des combinaisons parlementaires.*

A ce stade, il s'agissait de faire appel à la raison (près l'imagination!) : nous sommes un certain nombre de parlementaires qui comprenons la situation et les espoirs des salariés, nous sommes prêts à demander la convocation du Parlement, mais que signifie cette convocation, si ce n'est pas pour renverser le gouvernement Daniel et lui substituer un gouvernement plus à gauche... qui suppose l'entrée dans une nouvelle majorité de la S.F.I.O. Si vous obtenez de ce parti qu'il promette sa

participation, alors... Il s'est trouvé des dirigeants syndicaux assez fatigués pour accepter ce raisonnement spécieux, bien plus pour jouer *le rôle aussi peu syndicaliste que possible d'entremetteur!* Etant donné l'état des forces au plan parlementaire actuellement, la S.F.I.O. ne pouvait prendre aucun engagement de ce genre. Elle jouait son rôle de parti d'opposition en demandant la convocation du Parlement et en s'efforçant d'infléchir la politique de l'actuelle majorité, elle ne pouvait accepter de donner sa caution à une certaine politique qui a nom : Maroc, Tunisie, politique étrangère, etc., pour ne citer que quelques têtes de chapitres! Les dirigeants syndicaux revenus « bredouilles » de leur curieuse démarche, il devenait aisé de les faire accéder à la troisième phase de l'opération.

Convaincus qu'il n'y avait « plus de solution possible au plan politique » ils estimèrent que la seule solution possible à la crise était la négociation au plan des revendications professionnelles qui avaient servi de prétexte à cette crise. C'est alors que les pourparlers s'ouvrirent entre les dirigeants des centrales syndicales libres et la délégation du M.R.P. La plus caractéristique de ces négociations est celle qui intéressait les P.T.T. et qui fut menée du côté M.R.P. par M. André Colin. Ce dernier se porta garant de l'acceptation par le gouvernement, auquel il n'appartient pas, d'un certain nombre de satisfactions pour les postiers : c'est cette promesse verbale qui fut qualifiée « d'accord » et c'est d'elle que s'autorisèrent les dirigeants syndicaux pour ordonner la reprise...

A partir de ce moment la crise allait refluer malgré des résistances locales et les tentatives assez peu appuyées de la C.G.T. pour poursuivre le mouvement. A court terme et du point de vue de l'actuelle majorité, *l'opération M.R.P. avait été remarquablement conduite.* La convocation du Parlement était écartée dans l'immédiat. Le mouvement revendicatif était appelé à tour-

ner court dans le secteur privé. « La paix sociale » était rétablie. Bien plus, on avait réussi à greffer une manœuvre subalterne sur la grande opération analysée plus haut : lors des négociations on avait évoqué la « Commission des comptes de la nation » : soit ignorance par les dirigeants syndicaux de la véritable compétence de cette commission, soit astuce d'hommes politiques auxquels M. Mendès-France porte ombrage, toujours est-il que, dans les communiqués syndicaux, à la convocation du Parlement on substituait la réunion de la dite commission dont M. Mendès-France est le président, afin qu'elle « élabore » une nouvelle politique économique.

III. — Conséquences et conclusions provisoires

Pour l'observateur qui s'en tiendrait à une analyse purement extérieure de la situation, les syndicats ont remporté une victoire. Les décrets Laniel-Faure, cause immédiate du mouvement, ont été mis en morceaux et n'avaient plus, le 21 août, la portée et la signification qu'on pouvait plus ou moins légitimement leur prêter le 4. En cette fin d'août la situation sociale et politique du pays n'était plus celle de la fin de juillet : le gouvernement a été contraint, bien qu'il ne l'ait pas avoué, de reviser sa politique. Le langage même des hommes du pouvoir s'est modifié : il n'est plus question que de bas salaires, de pouvoir d'achat, de plein emploi, d'augmentation du niveau de vie des salariés, etc.

Si on se donne la peine d'examiner la réalité d'un peu plus près on s'aperçoit très rapidement qu'aussi bien du point de vue du gouvernement et du régime d'une part, du mouvement syndical d'autre part, les conséquences du mouvement d'août sont plus profondes encore et, par certains aspects, plus inquiétantes.

Que *l'autorité du gouvernement* sorte *affaiblie* de la

crise, c'est un fait indéniable : il ne saurait être question de dresser la longue liste des *maladresses* gouvernementales, depuis la préparation d'un premier train de décrets-lois visant au redressement économique, qui s'attaquait aux plus modestes des « privilégiés » et sans consultation des organisations syndicales, jusqu'au refus de négocier pendant la grève qui exposait les organisations syndicales libres à de périlleuses impasses et les plaçait dans une situation très délicate par rapport à la C. G. T. Il est inutile d'insister sur les deux discours du président Laniel aux grévistes, dont le second, dans sa forme, sinon dans ses intentions, constituait une véritable insulte aux salariés : dans le grand patronat même ce discours fut sèvèrement jugé tant il révélait chez son auteur une incapacité profonde dans « le maniement des hommes »...

Ce qui est beaucoup plus grave que le tort que le gouvernement s'est fait à lui-même, ce sont les *coups* qu'il a porté *au régime*. Par l'utilisation aussi abusive qu'inefficace d'ailleurs de la radio et d'une grande partie de la presse, dont les informations ne suscitent plus que le scepticisme dans une grande partie de l'opinion : il est inutile de s'étendre sur les conséquences funestes d'une telle situation dans un pays qui se veut démocratique. Nous avons également souligné le caractère très sain de la revendication des grévistes : la convocation du Parlement; en s'opposant par tous les moyens, dont certains furent très discutables, à cette convocation le gouvernement a *ébranlé* encore un peu plus *la confiance de la classe ouvrière dans le régime parlementaire*, considéré de moins en moins comme le garant des libertés démocratiques. Enfin et surtout nous voudrions attirer l'attention sur un point capital et trop négligé par les commentateurs : *la question des réquisitions*. Le civisme le plus élémentaire apprend quelques devoirs aux citoyens : le service militaire, les impôts et la réquisition... Or le gouvernement a toléré le refus de réquisi-

tion. On a vu des cortèges de grévistes, quelquefois conduits par des maires, aller brûler les ordres de réquisition devant les préfectures ou les sous-préfectures. Le gouvernement a toléré, parce qu'il était *contraint de tolérer :* c'est ici que nous apercevons *l'absence totale de « sens de l'État »* dont ont fait preuve au cours de ces grèves les responsables du pays. Acceptant d'utiliser *une arme exceptionnelle,* ils l'ont *galvaudée* et lui ont définitivement enlevé toute signification : ceci est gros de conséquences pour l'avenir. En multipliant les ordres de réquisitions le gouvernement aurait pu et dû prévoir que cette avalanche serait inefficace et qu'il serait impossible de poursuivre les réfractaires, comme l'exige le jacobinisme le plus atténué. Il eût mieux valu que les grèves coûtent quelques milliards de plus (au point où on en était!) plutôt que d'abuser des réquisitons. Pour la seule S.N.C.F. plus de 30.000 ordres de réquisition ont été envoyés, il y eut plus de... 20.000 réfractaires! Dans l'état actuel des choses, des sanctions, surtout les sanctions qu'exigerait un État républicain digne de ce nom, sont impensables et seraient inadmissibles. *La réquisition est définitivement morte,* le gouvernement Laniel en a définitivement édulcoré la notion même. Puissions-nous n'avoir jamais à le regretter!

Après avoir essayé de définir les *responsabilités* gouvernementales, il importe d'établir celles *des organisations syndicales,* et plus spécialement celles des organisations syndicales libres : *plus on considère comme inacceptables les objectifs que la C.G.T. voudrait donner au mouvement salarial en France, plus on doit être sévère pour les organisations syndicales qui se disent libres.* Nous avons déjà signalé qu'étant donnée la conjoncture nationale et internationale, étant données les origines du mouvement d'août, les dirigeants de la C.F.T.C. et de Force-Ouvrière, qui avaient l'initiative, avaient l'occasion de faire leurs preuves de démontrer leur *sens stratégique et tactique du combat ouvrier.* On est

bien contraint de reconnaître qu'ils ont totalement échoué. Un dirigeant, et non des moindres, d'une organisation affiliée à la C.F.T.C. qualifiait en trois mots l'attitude des responsables confédéraux des deux centrales libres : « *Démagogie, peur, incompétence...* » Ce jugement sévère, et peut-être en partie injuste, mérite quelques explications.

Quand le mouvement a démarré aux P.T.T., puis quand il s'est étendu au secteur public, *deux attitudes étaient possibles* pour les dirigeants F.-O. et C.F.T.C. : *ou bien,* considérant qu'un mouvement général, même s'il était souhaité par un grand nombre de salariés, était pour le moment prématuré ou inopportun, il leur fallait résoudre le conflit au plus tôt, et le résoudre en le maintenant dans le cadre étroitement professionnel, comme est résolu un conflit « classique » (c'est ce qui sera fait finalement, mais après plus de quinze jours de grève, c'est-à-dire trop tard), *ou bien,* ces mêmes dirigeants, sentant le profond mécontentement populaire — les décrets n'étant, comme on l'a justement affirmé, que la « goutte d'eau qui fait déborder le vase » — étaient décidés à tenter d'obtenir un renversement de la politique générale; dans cette seconde perspective, ils devaient jouer le « grand jeu », « mettre le paquet ».

C'est dans cette dernière voie que semblent tout d'abord s'être orientés les dirigeants F.-O. et C.F.T.C. (surtout ces derniers, semble-t-il, en particulier si on prend à la lettre les communiqués publiés en cours de grève et si on compare ceux qui émanent des bureaux confédéraux des deux centrales). En parlant de « renversement de la politique économique et sociale », *ils ont flatté* les aspirations à un changement profond des travailleurs, puis une fois que les travailleurs avaient pris ces appels au sérieux, et avec les travailleurs une notable partie de l'opinion non syndicaliste, *ils se sont dérobés.* Peut-être les objectifs initiaux étaient-ils trop ambitieux, encore eût-il fallu s'en rendre compte avant de les pro-

poser à des millions de salariés. On comprend mieux maintenant *les déceptions des travailleurs* lors de la « reprise » : on les a laissés sur leur soif, on peut craindre qu'à la première occasion ils ne cherchent à l'étancher, mais cette fois ils risquent de s'adresser à une autre source : ... la C.G.T. est là qui leur ouvre les bras!

Ainsi *l'occasion d'arracher à l'influence directe ou indirecte du Parti communiste une notable partie des salariés a été perdue par les Centrales syndicales libres.* C'est là un fait *dramatique* et gros de conséquences. Nous ne pousserons pas l'inquiétant tableau jusqu'à citer tous les centres où des groupes compacts de travailleurs ont déchiré leur carte, surtout à la C.F.T.C., ou bien encore les usines et les dépôts où, à la suite de ces événements, des « syndicats uniques » ont été créés... on sait ce que cette expression recouvre.

Une fois précisé ce que certains appellent déjà l'erreur fondamentale des dirigeants C.F.T.C. et F.-O., il faut pour être complet essayer d'examiner d'autres aspects moins stratégiques que tactiques : on a pu dire que ce mouvement n'avait pas de « buts ». Effectivement *un autre malentendu* a marqué ce mouvement : des *dirigeants* syndicaux ont pour tâche d'être les *interprètes* des salariés qui leur font confiance, de formuler clairement ce qui est ressenti dans les masses; or c'est dans cette perspective qu'on a pu parler d'un mouvement sans but, parce que les dirigeants syndicaux ont été incapables *d'élaborer des programmes cohérents* tels que ceux du Rassemblement populaire de 1935, ou du Conseil national de la Résistance, des programmes où les salariés retrouvaient leurs aspirations et sur lesquels le grand public extérieur pouvait prendre position.

Terminons cette tentative d'analyse par deux remarques :

La première d'ordre *tactique :* toute négociation, même s'il s'agit d'une véritable négociation et non

d'une palinodie comme celle du 20-21 août, à laquelle participent les syndicats libres, se retourne et se retournera fatalement contre ces derniers s'ils n'y font pas entrer la C.G.T. Cette dernière, n'étant pas liée, a toujours la liberté d'exploiter les faiblesses que comporte fatalement un compromis.

La deuxième, plus *fondamentale*, touche *les rapports du syndicalisme et de la politique :* si les syndicats libres tardent à définir leur position quant à ces rapports, on peut prévoir pour eux, et dans un délai très bref peut-être, les pires difficultés. Surtout si leurs proclamations « d'indépendance » se traduisent finalement et sans qu'ils en soient toujours conscients par « la collusion ».

En conclusion, et bien que l'autocritique fasse partie d'un système qui n'est pas le leur, le plus grand profit que les Centrales syndicales libres puissent tirer de cette période, c'est que leurs dirigeants acceptent de *reconnaître leurs erreurs...* Déjà certains éléments parmi les plus « éclairés » de la C.F.T.C. réclament un Congrès extraordinaire. Les dirigeants des centrales libres ont perdu la confiance des *masses,* sauront-ils conserver celle de leurs *militants ?*

Le 15 septembre 1953.

J. PERROT.

P.-S. — Le comité extraordinaire de la C.F.T.C. s'est réuni les 19 et 20 septembre; la demande de congrès extraordinaire a obtenu 31 % des mandats. Par ailleurs, 36 % des délégués se sont prononcés pour une motion réclamant, en conséquence des tractations du 20 août, une « vigilance particulière » des syndicalistes à l'égard de « l'aile sociale » de la majorité parlementaire.

PASCAL CONFESSEUR DE MAURRAS

PASCAL grandit visiblement tous les jours et il remplit de plus en plus, surtout depuis les temps positivistes et romantiques, le rôle d'apôtre de toute une gentilité intellectuelle, forçant à l'affrontement les esprits les plus naturellement ou les plus volontairement rebelles à son esprit, comme jadis le Juif prédestiné contraignit à la rencontre et, sinon au dialogue, du moins au refus explicite les Grecs de l'Aréopage. Nietzsche ou Valéry n'ont pu le négliger ou l'éluder et ils ont dû, pour s'assurer ou s'obstiner en leur sens, s'essayer à le réduire non sans archarnement ni impatience. L'auteur de *La Volonté de puissance* dénonce en Pascal un falsificateur et un anxieux, mais la force héroïque de cet ennemi de la nature fait pour lui un paradoxe mal dénouable, si bien que de Pascal il tire argument contre le christianisme coupable à ses yeux d'avoir abîmé un génie de cette qualité unique. Valéry est plus étranger que Nietzsche à Pascal, nul ne l'obligeait à considérer de trop près l'auteur des *Pensées*, et cependant Valéry s'est laissé aller à écrire contre Pascal, comédien pathétique, la seule page peut-être de polémique et d'ironie grinçante qui se trouve en son œuvre, et il lui a fallu trouver dans

le grand art de Pascal une objection qu'il a cru décisive contre la religion de Pascal.

Charles Maurras, qui n'est pas sans parenté intellectuelle avec Nietzsche et Valéry, n'a cessé d'en vouloir et de s'en prendre à celui qu'il a toujours appelé, car il avait parfois l'injure académique, « *le funeste Pascal* ». Cette passion antipascalienne fait une composante essentielle de ce portrait moral de Maurras qui reste à écrire, mais elle permet surtout de surprendre dans leur raison presque séminale le secret de bien des résistances à Pascal. L'échec que Maurras tient à honneur d'infliger à l'apologétique pascalienne est, on va le voir, une bonne confession publique de Maurras, mais plus généralement d'un certain type d'intelligence solidement munie et violemment animée contre « la religion du cœur », comme disait avec un mépris viril il n'y a pas si longtemps un neuf maréchal de France partant en guerre sous la coupole contre un pascalien moderne.

Dans les dernières années de sa vie, au long de ses prisons, Maurras, à la manière dont Dante réglait ses comptes avec ses vieux ennemis, avait ébauché un pastiche, une parcelle et un semblant de divine comédie à seule fin de mettre en pièces Pascal, et pour se donner le plaisir de le précipiter en Enfer, ou plutôt dans un arrière-monde qui tient moins du Purgatoire chrétien que des lieux infernaux de la mythologie païenne. Il ne lui suffisait pas de réfuter Pascal, il lui importait aussi de le punir suivant la pente toujours polémique et irascible de son humeur. Car Pascal est évidemment coupable d'avoir commis tous les péchés contre l'intelligence, et il faut bien que Minerve ait raison dans l'éternité contre ses blasphémateurs. L'œuvre très inégale, pleine d'intentions malignes, uar intermittences, d'une belle dureté de pensée, est restée inachevée. M. Henri

Massis vient récemment de la publier[1] en la commentant dans ce style de piété pour un grand mort et de diplomatie à l'égard de vivants qui se remarque toujours dans les nombreuses gloses et apologies maurrassiennnes de ce vieil auteur. Mais M. Massis n'a pas tout vu, ni tout compris : metteur en scène d'un théâtre de patronage, il se contente d'organiser le triomphe du bon maître ou du seul maître vainqueur de la troupe des mauvais maîtres, devenus sur les sombres bords ombres fugitives, pitoyables et repentantes. Et ce spectacle consolant lui cache le côté exemplaire et pathétique de cette rencontre entre un Pascal et un Maurras qui pourrait bien être un combat de géants. Tant de légèreté étonne sur un aussi grave sujet, et la force de Maurras y est méconnue autant que la grandeur de Pascal s'en trouve travestie. Il ne sera pas difficile de prétendre à un peu plus de sérieux.

Le chapitre du courroux maurrassien contre Pascal commence par une confidence après tout très croyable. Maurras perdit la foi dès le collège et fit aussitôt, non sans courage, profession publique d'agnosticisme. Considérant l'événement moins comme une déroute de vie que comme un malheur de l'esprit, Maurras en rend responsable Pascal, trop lu, trop célébré dans les classes d'humanités. La chose n'est pas invraisemblable. D'autres, c'est-à-dire qui étaient ou qui s'étaient faits autrement, un Marc Sangnier, un François Mauriac, ont pu au contraire trouver en Pascal un secours fraternel pour leur foi lors des premières interrogations adolescentes. C'est d'abord que Pascal est un bon révélateur; il ne

1. Charles Maurras, *Pascal puni, conte infernal*, 116 pp., Flammarion.

tolère pas la neutralité, il oblige au oui ou au non; c'est surtout que Pascal est dangereux, pour parler la langue des prudents, et qu'il n'a pas son pareil pour ébranler les sécurités acquises et pour dénuder la vanité de nos ordinaires croyances. Qui se demande, averti par sa terrible inquisition intérieure, si ses certitudes sont autre chose que des habitudes, il a ouvert sa porte la plus secrète à un tourment inguérissable. Pascal n'est pas le sceptique que disent les lecteurs pressés ou prévenus, mais il fait une part si large au doute, et à un doute de vigilance et d'inquiétude, que l'équilibre normal de l'esprit s'en trouve compromis et qu'il faut le rétablir au delà des normes communes en faisant du doute un chemin vers la certitude authentique. Aussi l'apologie pascalienne du christianisme ira-t-elle à contresens du mouvement classique des apologétiques. Ce point est essentiel : il a fait scandale pour Valéry comme pour Maurras. Ici se situe une certaine ligne de partage des esprits.

De l'ordre à un principe absolu de l'ordre, ainsi se définit élémentairement mais non sans rigueur une voie vers Dieu couramment jugée raisonnable : il y a de l'ordre dans la nature, dans la société en tant qu'elle est naturelle, dans le mouvement de l'histoire universelle, telle est la mineure du raisonnement que l'on pourrait appeler le syllogisme apologétique vulgaire, et dont un esprit de type maurrassien est bien fait pour apprécier et admirer la lumière et la force. Maurras en effet se meut avec aisance et agilité parmi les lieux communs de la philosophie hellénique, il est amoureux des genres et des espèces, curieux des similitudes et des répétitions; la pureté et la stabilité des essences lui est un enchantement et, par excès de goût, il se détourne des existences individuelles et précaires. Aussi n'a-t-il spon-

tanément aucune objection contre un « mainteneur de l'Ordre des formes créées », ainsi qu'il écrit dans un de ses derniers textes[2], un « Dieu des philosophes et des savants », comme avait dit Pascal. L'ordre des choses comporte assez de généralités et de permanences pour nous inviter à croire à l'unité d'un vaste dessein. La société, telle au moins qu'elle est souhaitée par un esprit aussi passionnément classique, sera semblable à la nature, soumise à une architecture de tradition, d'autorité et de hiérarchie dont la fixité et le retour éternel s'accommodent pareillement de quelque mainteneur divin. L'ordre, où qu'il montre, est alors une puissante et pressante invitation à conclure à la présence et à l'action du sacré. Une saine méthode demande à la cosmologie et à la sociologie les certitudes premières, les bases de départ qu'utilisera avec sécurité l'investigation métaphysique et, enfin seulement, toutes sûretés rationnelles prises, l'aventure proprement mystique ne sera pas impossible.

Comment alors Pascal ne ferait-il pas figure d'intolérable anarchiste, c'est-à-dire de contempteur de l'ordre? Ni le mouvement des astres, ni le retour des saisons, ni le chant des oiseaux ne sauraient, pour lui, prouver le Dieu chrétien et nous induiraient plutôt en tentation de déisme ou de panthéisme. L'ordre des sociétés est à ses yeux un tel compromis de hasard et de force, de grimaces et de conventions qu'on n'y saurait reconnaître la justice et l'amour. Pascal ne nie pas un ordre des choses assez visible mais il le juge si ambigu, si vide de valeur véritablement spirituelle qu'il se refuse à le canoniser et en faire une révélation du sacré. Le

2. Charles Maurras, *Le Bienheureux Pie X, Sauveur de la Paix*, Introduction générale, p. XIII.

point de départ valable vers le vrai Dieu ne sera pas l'ordre extérieur, l'ordre étalé, dont la beauté est cruelle comme un silence, encore moins l'ordre social qui humilie les vraies valeurs, mais l'inquiétude de l'homme devant un ordre qui ne répond pas ou qui répond mal à l'exigence totale de l'esprit et du cœur. Pascal est donc un calomniateur de l'ordre et, de ce crime, Maurras entend le punir en le livrant aux démons infernaux.

Et pourtant l'itinéraire intellectuel de Maurras apporte à l'apologétique pascalienne une surprenante vérification expérimentale. Assuré au départ dans son affirmation de l'ordre, cherchant la plus haute vertu humaine dans une obéissance à l'ordre universel, Maurras s'est pourtant découvert incapable de passer de la mineure du syllogisme à sa conclusion et de vaincre son agnosticisme. Cette voie rationnelle objective, solide, qu'il oppose superbement aux chemins pascaliens dans lesquels il ne veut trouver que rhétorique vaine et lyrisme subjectif, lui a été au total impraticable. Il l'écrivait à l'extrême fin de sa vie : « *Comment, s'il existe un ordre des choses visibles, ne serait-il pas déchiffré de quiconque a des yeux pour voir*[3] *?* » Mais cet ordre si parfaitement déchiffrable par une raison « *normale et saine* », Maurras ne se reconnaît pas le droit de l'interpréter dans le sens d'un Dieu personnel et vivant. Et, honnêtement, il multiplie les points d'interrogation : « Est-ce Dieu ou les dieux ? Ou quelque Nature acéphale, sans conscience, ni cœur ? » « *La forme ou la figure du plan* » n'est pourtant « *ni cachée ni niable* ». Mais le plan ne suffit pas à congédier le doute, car de la considération de ce plan on ne saurait décider s'il est « créé ou incréé, provi-

3. *Pie X*, Introduction générale, p. IX.

dentiel ou aveugle ». Ces propos maurrassiens sont un bon commentaire de la doctrine pascalienne de la raison, dans la mesure où ils expriment avec force et simplicité un doute métaphysique inévitable qui est, peut-être, le fondement de la métaphysique : l'évidence de l'ordre ne saurait à lui seul rompre le scepticisme sur l'absolu. Pour abréger les justifications philosophiques on sautera quelques raisons intermédiaires et on se contentera d'un raccourci à la manière et dans l'esprit de Pascal : l'intelligence qui se retrouve dans l'ordre, les nécessités et les convenances de ce monde et une raison relativiste qui, nouant relations à relations, n'atteint pas la substance des êtres et est incapable d'absolu, non seulement parce qu'elle n'est pas le tout de l'esprit mais aussi parce qu'elle n'est pas le tout de la raison. Aussi, qui veut voir toute la raison dans cette intelligence utile et superficielle ou bien selon une méprise assez fréquente et qui est l'illusion de bien des sagesses, il fera de l'Ordre un absolu ou bien il est condamné au scepticisme ou à l'agnosticisme sur le fond des choses.

Tel Maurras, qui n'ayant pas mis le pyrrhonisme au commencement comme épreuve et comme courage, le trouve à la fin comme un destin humainement insurmontable. Chevalier de la pure intelligence, amateur d'idées claires, il ajoute un épisode au chapitre des limites ou de l'infirmité de la raison, et c'est un moulin pascalien que font tourner sans qu'il y prenne garde ses eaux limpides et amères.

Le renversement du pour au contre est ici manifeste et le juge de Pascal est pris ici à sa propre astuce et jugé lui-même par la vertu de son propre jugement. Même en donnant au mot son sens le plus technique et le plus délivré de toute intention polémique, un pascalien ne pourrait pas tout à fait convaincre de

paganisme la philosophie maurrassienne de l'ordre. Le paganisme éternel (et qui n'est pas solidaire de la culture antique, mais qui est pour tout homme et en tout temps une possibilité prochaine de pensée et de vie) consiste en effet à trouver dans la nature, la société ou l'histoire un ordre se suffisant à lui-même, à juger divine cette logique immanente au Tout et à lui soumettre l'homme intégral. En ce sens le positivisme de Comte ou l'historicisme de Hegel sont des figures du paganisme, et la pensée maurrassienne tend seulement au paganisme comme à une limite qu'elle n'atteint pas parce que, au moment de conclure à l'immanence totale, elle maintient un point d'interrogation si douloureux qu'il faut, revanche de Pascal, le dire pyrrhonien.

On est arrivé au nœud le plus dramatique du débat, car il y va de toute la destinée humaine. Pour Pascal, l'homme dans l'infinité de sa dimension spirituelle ne saurait être considéré comme un ressort mécanique de l'harmonie universelle ni comme une pierre morte de l'architecture sociale. L'homme est l'être qui à la fois est pris dans l'ordre par tout ce qu'il y a de corporel ou plus généralement d'objectif en lui, mais qui en même temps fait éclater l'ordre et l'empêche de boucler et de se fermer sur lui-même. Sa conscience, sa liberté, sa pensée ne sont pas intégrales à l'ordre naturel. Aussi d'un monde ou d'une histoire qui envelopperaient complètement l'homme on ne saurait rejoindre Dieu, ce chemin est un chemin barré. Tandis qu'à partir de l'homme qui est dans le monde et qui dépasse infiniment le monde, il n'est pas impossible de poser la question d'une transcendance. Pascal tient ferme à ce personnalisme (qui est l'aspect philosophique et moral de la révolution chrétienne) et qui fait, pour dire court,

que le monde est un faux problème, mais l'homme un vrai problème. Or c'est ce personnalisme que Maurras et M. Massis, s'essoufflant à la suite de son maître, traitent d' « idéalisme subjectif », d' « immanentisme », voire de « modernisme » donnant, suivant des méthodes bien connues mais toujours tristement utilisées, une fausse couleur d'hérésie à ce qui est la substance doctrinale même de toute philosophie chrétienne, par delà les divergences légitimes d'école.

Ici Maurras délire proprement et il dénonce comme séquelle de Pascal la troupe « *des subjectivistes et des fidéistes qui, avec Bergson, Duchesne, Blondel, Bremond, n'allaient pas tarder à reprendre leur vile campagne obscurantiste*[4] ». Familier des listes noires, M. Massis recopie à son tour la litanie de ces ennemis de la raison qui, comme l'écrivait Maurras en un style de procureur mal élevé, « doivent payer »; le commentateur se contente suavement d'ajouter Renan non loin de Blondel et de Bergson[5], et on l'imagine s'admirant d'avoir ascétiquement sacrifié l'élégance à la rigueur justicière et inquisitoriale.

Cette laide polémique est une diversion malhabile qui masque le véritable débat. Il y a deux manières pour une philosophie d'aller à Dieu : ou chercher dans la nature et dans le monde quelque réalité qui dépasse l'homme et qui, incontestablement divine, réclamerait un Dieu, mais ce Cosmos, cette Vie, cette Histoire ne sont que des idoles qui, loin de révéler Dieu, usurperaient sa place si elles étaient prises au sérieux; ou bien reconnaître que l'homme dépasse le cosmos, la vie, l'histoire et que ce dépassement et ce dépassement seul pose le problème

4. *Pascal puni*, p. 52.
5. *Ibid.*, p. 114.

du vrai Dieu en dissolvant d'un coup toute prétention de style naturaliste ou panthéiste. On peut discuter laquelle des deux voies est la plus réaliste, la plus raisonnable, la plus convaincante subjectivement, la plus probante objectivement. Un pascalien sera sans inquiétude sur le résultat. Il a à sa disposition l'exemple maurrassien qui ruine le premier terme du dilemme. La caution est bourgeoise.

L'occasion est bonne enfin de restituer contre une trop évidente caricature le vrai visage de Pascal. Maurras met en pénitence Pascal dans la ridicule éternité d'un enfer païen pour lui « faire payer » ce qu'il appelle ses fureurs contre la raison. Regardons de plus près à ce grief sans cesse rabâché. On y gagnera peut-être de connaître un peu mieux la raison et Pascal et Maurras.

Pascal donc, déposant la raison de son trône légitime, l'aurait remplacée par le témoignage — comme si l'infirme et incertaine connaissance par ouï-dire pouvait l'emporter sur l'intelligence spéculative et démonstrative. La belle et large place que fait Pascal dans son apologétique aux prophéties bibliques, aux témoignages des apôtres, aux concordances entre les deux Testaments n'a rien pourtant de scandaleux; elle est traditionnelle et parfaitement accordée à l'esprit du christianisme qui repose sur un certain nombre de faits uniques, dont le plus décisif est la résurrection du Christ, et qui pour être objet de foi doivent d'abord avoir été attestés par des témoins. Récuser le témoignage au nom de la raison, ni Maurras ni même M. Massis ne paraissent le soupçonner, c'est exactement déraciner le christianisme, comme Spinoza, ce beau contraire de Pascal, l'a admirablement compris. Et il est plaisant de voir Maurras se faire de Spinoza une arme contre

Pascal et du *Tractatus Théologico-politique* une machine à écraser les *Pensées*, puisque, en l'occurrence, le spinoziste c'est Maurras lui-même. L'argumentation maurrassienne consiste pauvrement à avancer que Pascal aurait mieux fait de se taire, puisque Spinoza n'allait pas tarder à trouver dans l'histoire des Hébreux un monde de difficultés contre la foi chrétienne. En somme, que les catholiques ne parlent pas de ce qui les gêne et les expose aux réfutations victorieuses de leurs adversaires. Cet infra-pragmatisme est une singulière manière d'honorer la raison. Mais pour ce curieux impair on ne précipitera pas Maurras dans le même Index ou le même Enfer que William James : les procédés de Maurras sont si inimitables qu'il faut être M. Massis pour s'essayer à les imiter.

Si Maurras met ainsi le témoignage hors la raison, et donc hors la vérité et la certitude, c'est que la raison pour lui ne saurait porter sur l'événement et le concret et qu'elle est exclusivement la faculté des notions abstraites et comme intemporelles. Mais alors Maurras ne mutile-t-il pas cruellement la raison que Pascal au contraite élargit et dilate? Celui-ci ne pourrait-il pas se révéler plus véritable ami de la raison que Maurras?

On ne niera pas que Pascal, par préjugé d'école, n'ait parfois exagéré la profondeur de la blessure que le péché originel a pu infliger à la raison humaine. Mais son libre génie surmonte le plus souvent les fatalités d'une psychologie janséniste. Pascal n'a jamais enseigné qu'il fallait perdre la tête pour avoir plus de cœur. Il est aussi loin que possible d'un romantique vulgaire amoureux de ses propres fièvres et cherchant avec des raffinements d'analyse subjective s'il a la foi, la volonté de croire ou l'angoisse de ne pas croire. Pascal n'a jamais substitué le pathétique à la pensée et son pathétique est

toujours un pathétique de pensée. Les raisons du cœur que la raison ne connaît pas ne désignent nullement pour lui une sensibilité effervescente; elles ne s'appellent pas pour rien des raisons et elles sont ces évidences d'esprit et de conscience qui orientent la raison et la font plus raisonnable un peu comme dans un autre ordre la grâce oriente la volonté et la fait plus volontaire. Pascal enfin n'a cessé de pratiquer les maximes les plus classiques de la philosophie chrétienne, dont on sait bien qu'elles prescrivent l'amour de la raison : *fides quaerens intellectum rationabile obsequium :* car il n'a cherché qu'à rendre l'homme intelligible à l'homme et il n'avoue les mystères les plus abrupts, comme le péché originel, que s'ils font moins incompréhensible la condition humaine.

L'agression de Maurras contre Pascal se change de bout en bout en confession de Maurras par Pascal. Ce prétendu ennemi de l'intelligence a, malgré les tentations jansénistes, retrouvé le plus solide et le plus profond de Platon et de saint Augustin en décrivant la présence dans l'esprit d'une « idée de la vérité invincible à tout le pyrrhonisme » et d'une idée de la justice invincible à tous les machiavélismes et à tous les réalismes de la force — et dont l'origine ne pouvant être dans la nature ou la société atteste la filiation divine de la pensée. Serait-on un contempteur de la raison parce qu'on l'enracine ainsi si fortement dans l'esprit, la conscience et la personne? Le soupçon vient alors que le grief véritable des maurrassiens contre Pascal pourrait être autre qu'ils ne disent : Pascal à leurs yeux est coupable d'avoir situé l'homme même déchu à une telle hauteur — « s'il s'abaisse, je l'élève » — qu'il récuse d'avance ce parti pris de misanthropie éclairée aux chandelles d'une raison naturaliste et positiviste qui est le fond moral de

la philosophie de l'école. L'homme de Pascal a beau être vulnérable au mal, il est un homme libre qui ne peut être pris au piège du monde et de la société, et si l'homme est libre il n'y a plus de sagesse maurrassienne. En vérité, ce que les maurrassiens ne supportent pas dans Pascal, ce n'est pas telle boutade contre la raison ou plus exactement contre l'usage que l'homme égoïste et pécheur fait de la raison; car ils se moquent bien de la raison et ils vénèrent sous ce nom une idole sans conscience et sans cœur qui par conséquent n'est ni humaine ni divine. Ce qu'ils ne peuvent pardonner à Pascal, c'est bientôt la « grandeur de l'âme humaine » qui suffit pour disperser à tous vents les nuées de leur fausse sagesse.

Pascal a donc été intolérable à Maurras dans ce qu'il a de plus purement et de plus fortement chrétien. Il fallait à Maurras une religion de l'ordre, c'est-à-dire qui soumette l'homme aux astres et à César, à l'ordre du monde et aux grandeurs d'établissement : mais le christianisme est une révolution contre cette religion de l'ordre. Aussi faut-il comprendre ce « Pascal puni » comme un christianisme châtié : Pascal n'a pas adoré l'ordre du monde et les puissances charnelles — mais aussi les prophètes d'Israël et les premiers héros du christianisme qui ont refusé de reconnaître Dieu dans les dieux de la nature et les maîtres des peuples. Pascal a méprisé et calomnié l'intelligence? — mais aussi saint Paul prêchant la faillite des sagesses humaines et la nécessité d'une conversion de la raison. Pascal a été « immanentiste » et « subjectiviste », cherchant à atteindre Dieu par le moyen du cœur de l'homme — mais aussi saint Jean et saint Augustin découvrant au-dedans de l'esprit le Verbe, la grâce et le royaume. Les grandes colères des maurrassiens contre Pascal ne sont qu'un

épisode d'une histoire qui durera aussi longtemps que l'homme partagé, et qui est celle de la résistance sans cesse renouvelée du paganisme au christianisme.

Ces rapides remarques n'ont entendu juger que du maurrassisme et non de l'homme. Charles Maurras, dont on n'ignore pas qu'il s'est converti sur le rebord de la mort. Preuve supplémentaire que les écrits, les pensées et les actions de toute une vie ne font jamais une fatalité et que l'esprit qui est liberté et vie peut toujours et par raisons de cœur s'évader de son œuvre et décider de sa destinée contre son destin. Le mystère de cet au-delà est en chacun secret et sacré. Maurras chrétien à la fin, l'événement signifie qu'il a cessé d'ignorer et de contredire son propre cœur : qu'on ne puisse parler dignement de tels coups de la grâce que dans la langue de Pascal, ce n'est pas proclamer Maurras puni, ni Pascal triomphant, mais c'est dire Maurras sauvé et Pascal heureux.

ÉTIENNE BORNE.

LA SEMAINE SOCIALE DE PAU, OU LA PAIX SANS OUTRANCE

Tout le monde n'a pas été content. Pourquoi s'en affliger? Une Semaine sociale qui contenterait tout le monde serait le plus lamentable des échecs. En proposant à leurs amis une question disputée, les organisateurs ont eu le courage d'être dans leur rôle. Si sur cette terre les chrétiens ne peuvent être qu'en recherche, ce serait se moquer d'eux que de leur offrir des assises de tout repos, où chaque année ils seraient conviés au pèlerinage à des sépulcres annuellement blanchis. Rien ne prête sans doute aujourd'hui plus à désaccord que la guerre, sinon la paix. *Guerre et paix* ne sont pas un sujet à traiter, mais l'angoisse de notre temps et une provocation à des interrogations indiscrètes. On ne saurait donc que se réjouir à voir la vitalité d'une institution presque cinquantenaire, manifestée par la vivacité des contestations après des exposés contestables.

Loin de déplorer la pétulance des échanges de vues qui ont fait qualifier le cadre agréablement péripatétique de la Semaine de Pau, très élogieusement, de « tribune libre », nous regrettons plutôt que la portée de la discussion se soit trouvée assez restreinte par l'abstention des plus significatifs parmi les intéressés. Car si l'on peut se réjouir sans réserve de la fidélité des ouvriers des premières heures et de l'afflux crois-

sant des jeunes clercs, le nombre relativement petit des jeunes laïcs et notamment la raréfaction sensible de la jeunesse universitaire ne saurait laisser d'inquiéter quiconque demeure convaincu que les Semaines sociales ont encore à jouer leur rôle dans le monde qui se fait, c'est-à-dire au service de ceux qui auront à le faire.

Serait-ce que les jeunes se méfiassent de la méthode de ces discours? Des esprits insuffisamment avertis du langage technique ont pu de bonne foi se méprendre sur le sens des discours de la méthode. Lorsque, aussi bien dans une déclaration au journal catholique le plus représentatif que dans la leçon d'ouverture, le président des Semaines sociales a semblé assigner au travail de la session la tâche de *dégager les perspectives nouvelles où les principes traditionnels, dont la valeur est éternelle, pourront trouver une application efficace,* des non-initiés ont pu interpréter de travers l'énoncé de ce programme. Ils ont pu penser qu'il s'agissait de proposer au tourment de notre monde plus changé et plus changeant que jamais, *la* doctrine sociale catholique définitivement arrêtée et canonisée en bloc, comme une panacée sempiternelle qui à jamais dispenserait les Diafoirus chrétiens et sociaux des fatigues de la recherche médicale. Il va de soi qu'un tel programme serait dépourvu de tout intérêt. Car si d'avance on se refuse à dépasser la médication par cautère, l'analyse la plus pénétrante de toutes les jambes de bois contemporaines ne sera jamais qu'un divertissement savant.

Cette équivoque et ce malentendu, qui risquent d'être si préjudiciables à la participation des intelligences les plus actives, sont d'autant plus regrettables que les cours de la Semaine de Pau les ont, dans l'ensemble, démentis. Dès la deuxième leçon André Latreille rappela la décevante histoire des deux après-guerre, marquée par tant d'échecs de tant de principes — non seulement à cause de l'infidélité des hommes, mais aussi en

vertu de la nouveauté des exigences. Dans sa méditation si dense et si pure, que tous ceux qui ont eu la joie de l'entendre aimeront à relire, Pierre Jouguelet définit la paix chrétienne : « un amour exigeant », requérant une « fidélité inventive » du chrétien « qui agit à ses risques et périls en tant qu'homme d'un certain temps et citoyen d'un certain pays ». Ce fut là sans doute aussi le sens de la devise dynamique proposée par Joseph Folliet : « La paix, œuvre de charité. »

Afin que nos comportements de chrétien aient quelque chance d'être fidèles à la tradition de notre foi, il nous faut donc mettre en question nos attitudes. Deux cours ont certainement contribué à moins mal poser nos problèmes. Par un réquisitoire aussi solide que serré, le P. Delos nous a aidés à nous détacher d'une fausse problématique invétérée, en faisant justice de la théorie de la juste guerre entre États souverains et en montrant combien essentiellement le dépassement des souverainetés séparées se trouve inscrit dans l'exigence même d'un ordre international. Par son analyse de l'effondrement des règles traditionnelles dans la guerre contemporaine qui, par la force de la mobilisation totale et des techniques d'anéantissement, a « complètement changé de nature », le P. Ducattillon a ouvert un immense chantier nouveau.

Cette nouveauté explique sans doute bien des timidités. C'est dommage que l'excellent catalogue de problèmes, contenu dans le cours de Mgr de Solages, n'ait pas servi de trame et d'excitant à l'ensemble des travaux. On ne songera pas à blâmer la Semaine sociale de n'avoir pas abordé tout ce qui touche à la guerre et à la paix. Mais bien des semainiers ont été fort désappointés en constatant l'oubli de quelques-unes des questions les plus brûlantes qui aujourd'hui se posent à la conscience des chrétiens. L'étude de la guerre froide, inaugurée l'an passé par *Pax Christi* à Assise, ne semble

guère avoir été approfondie. La guerre économique s'est trouvée à peine mentionnée. Nous n'avons pas souvenance d'avoir entendu parler de la guerre préventive ou de la guerre libératrice. L'objection de conscience aurait mérité un traitement moins marginal et moins cavalier. On ne s'est arrêté ni sur la désobéissance, la responsabilité collective ou le jugement des criminels de guerre, ni sur le « mouvement de la paix »...

Ce n'est pas dire que tout silence soit toujours une privation. Il faut savoir gré aux Semaines sociales d'être avares de directives. Leur rôle est de bien poser des questions, — et non point d'imposer aux questions ainsi « à moitié résolues », des solutions marquées au coin d'une commission générale qui déchargeraient les fidèles semainiers du pénible exercice de leur métier d'hommes libres. La proclamation « semainière » d'une doctrine de non-violence comme d'une vérité commandée par la foi ne serait pas moins abusive qu'une « canonisation » de même ordre des opinions de M. de Naurois. Il est vrai que les protestataires indignés contre les dogmatismes adverses, dogmatisent souvent comme M. Jourdain fait de la prose.

La protestation contre la tendance des réponses n'était d'ailleurs pas entièrement dépourvue de raisons. Tous ceux qui ont pu appréhender les pièges des inféodations n'oublieront pas leur dette de gratitude au P. Bigo qui, en examinant « les fondements matériels et idéologiques du désordre contemporain », eut le courage de démonter les vérités globales qui rassurent les partisans, et d'entrer en recherche comme si la guerre des blocs n'était pas tout à fait inévitable. Mais nous avons beaucoup entendu parler « sécurité » — notamment à ce cours si surprenant qui, consacré aux « tentatives d'organisation internationale », réalisa le tour de force d'esquiver toute allusion aux tâches économiques. Nous aurions aimé à entendre parler un peu

plus de ce dépassement de « l'avarice des nations » réclamé à Dijon par François Perroux, de cette « économie du genre humain » qui se fait et que nous avons à faire et qui est notre toute dernière chance de paix. C'est donc un tel supplément de *folie* que nous espérons de la prochaine Semaine sociale.

JEAN THOMAS.

LES PRISONNIERS DE CORÉE ET LE STATUT DES RÉFUGIÉS

Le refus qu'opposent certains prisonniers de la guerre de Corée à leur rapatriement soulève, outre le problème de leur déracinement individuel et de leur assistance matérielle, la double question posée par tout réfugié politique et qui concerne la protection des droits de l'homme et le maintien de la paix entre les nations.

Or la solution apportée au problème des prisonniers refusant d'être rapatriés pourrait être une étape essentielle pour la solution plus générale du problème des réfugiés politiques. En effet, les prisonniers qui refusent d'être rapatriés deviennent des réfugiés politiques au même titre que les personnes déplacées de la dernière guerre, qui refusaient de l'être, le devenaient selon les termes mêmes de la constitution de l'O.I.R.[1].

Être réfugié politique ne constitue pas à notre époque un cas isolé, c'est devenu un phénomène massif et en constant foisonnement. Il y eut entre les deux guerres des masses de réfugiés arméniens, russes, grecs, sarrois, espagnols, juifs-allemands et autrichiens, etc.; puis après la deuxième guerre mondiale, les réfugiés pris en charge par l'O.I.R., tels les Polonais, les Ukrainiens, les Baltes, les réfugiés arabes de Palestine, les victimes des luttes fratricides entre l'Inde et le Pakistan, sans compter les millions de personnes déplacées du temps de guerre et les millions de réfugiés allemands victimes de la défaite et la guerre froide.

1. Organisation Internationale des Réfugiés.

Leur problème est devenu un problème « normal » de notre temps; il ne peut donc supporter les solutions partielles et provisoires apportées à des problèmes isolés et passagers.

Mais il ne faut pas se leurrer, une solution d'ensemble est difficile du fait même de l'organisation — du perfectionnement ou de la complication — du monde contemporain. Les frontières se ferment. Les crises, la peur de la concurrence, les syndicats, l'État-providence sont autant d'obstacles à la liberté des apatrides qui cherchent à s'intégrer, tout en restant des hommes, sur le territoire de nouveaux États.

Enfin la séparation du monde en deux blocs hostiles dont la lutte occupe toute la planète rend particulièrement étroites et explosives les relations qui existent entre le problème propre des réfugiés et celui du maintien de relations pacifiques entre les États d'origine et de refuge. Une révolution dans un pays de l'Amérique du Sud qui conduit quelques centaines de rebelles à se réfugier dans un pays européen n'envenime pas les relations entre l'État américain d'origine et l'État européen de refuge. Si, en revanche, les rebelles se réfugient dans un autre État d'Amérique du Sud en mauvaises relations par ailleurs avec le premier, le risque est déjà aggravé d'une détérioration encore plus grande entre les États, par le fait même que les victimes de l'un trouvent asile chez l'autre. Si, en outre, le conflit qui oppose le premier État et les rebelles est de même nature que celui qui divise les deux États, le risque d'un rebondissement du conflit causé par le problème des réfugiés s'aggrave encore. On comprend donc que ce risque est à son maximum si, au lieu de deux petits États, ce sont les deux blocs actuels, communiste et capitaliste, empoignés dans la guerre froide qui sont mis en présence par le problème des réfugiés. Cela explique la virulence des attaques des démocraties populaires accusant les démocraties occidentales de donner asile à des traîtres, des

Quislings et des criminels de guerre, alors que ces dernières qualifient ces mêmes personnes de victimes de l'intolérance communiste et leur accordent le statut de réfugiés politiques. Enfin ce conflit de qualifications explique pourquoi il a été impossible d'établir au sein des Nations Unies la collaboration entre États d'origine et de refuge, non seulement dans le domaine de l'assistance matérielle, mais même dans celui de la reconnaissance par les États d'origine du droit pour les États de refuge d'accorder l'asile. C'est ainsi que l'O.I.R. ne groupait que des États de refuge et l'on comprend qu'une telle situation contribuait encore à la détérioration des relations entre les deux groupes de nations.

Beaucoup d'auteurs et d'hommes d'État soutiennent qu'un problème de réfugiés, survenant par nature même entre deux États hostiles l'un à l'autre, toute recherche de collaboration entre ces deux États dans ce domaine est une chimère. Ce n'est pas notre avis. L'opinion de ces auteurs et de ces praticiens n'est valable que si elle est appliquée à un cas pathologique de relations entre nations d'origine et de refuge où, comme dans l'état de guerre, il est impossible d'établir des relations juridiques en vue de résoudre un problème commun, que ce problème soit un problème de relations commerciales, politiques ou culturelles. Nous pensons qu'il est capital au contraire d'admettre que dans un cadre de relations pacifiques minimum, il n'est pas nécessaire que les parties soient dans tous les domaines en parfaite harmonie pour que soit recherchée et trouvée une solution à un problème qui les oppose. S'il y avait harmonie « sur toute la ligne », il n'y aurait plus de problème. La Grèce et la Turquie n'étaient pas précisément en excellents termes en 1923. Cela n'a pas empêché la communauté internationale de résoudre le problème du transfert des réfugiés grecs. L'étude du problème des réfugiés après la deuxième guerre mondiale montre qu'il appartient aux États de refuge à faire le premier pas et

non pas à s'encenser, en noircissant l'adversaire et en attendant que celui-ci se décide le premier. Si les États de refuge font l'effort d'organiser chez eux une solution rapide, définitive et non équivoque, il suffira d'un minimum de relations pacifiques entre les deux groupes d'États pour que s'établisse entre eux un minimum de collaboration. Ce minimum de collaboration permettra alors la création d'un organe international tiers, capable d'appliquer un contrôle notoirement impartial des règles convenues entre les parties. Le mouvement étant lancé, l'existence de cet organe permettra à cette collaboration de se développer.

C'est dans cette voie que s'est engagée la solution du problème des prisonniers coréens. En effet, et c'est un premier point essentiel, l'accord sur les prisonniers de Corée (dont on peut lire le texte dans le *Monde* des 9 et 10 juin) prouve d'abord qu'une collaboration s'établit entre les deux parties puisque chacune d'elles reconnaît que certains prisonniers refuseront d'être rapatriés.

La condition fondamentale de ce que nous appelons un minimum de relations démocratiques ou juridiques étant remplie, la seconde condition, celle d'une action rapide définitive et non équivoque de la part des États de refuge l'est également.

En effet le texte dispose :

Tous les prisonniers refusant de rentrer dans leur pays seront pris en charge en Corée par une commission de cinq nations neutres dans les deux mois suivant la signature d'un armistice... A l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours, les prisonniers qui seront demeurés réfractaires au rapatriement verront leur cas soumis à la conférence politique dont la réunion est prévue dans le même délai. La conférence devra statuer sur leur sort dans les trente jours... Si la conférence politique ne peut régler ce problème dans les trente jours suivants, les prisonniers non rapatriés redeviendront automatiquement civils et pourront choisir librement entre leur libération en Corée ou leur établissement dans un pays neutre. La commission sera automatiquement dissoute après trente jours supplémentaires.

On voit donc que la solution est rapide. Très vite les prisonniers réfractaires reçoivent la qualité de réfugié. En outre, très vite aussi le problème même des réfugiés sera résolu. La solution est définitive et par cela même non équivoque. En effet le texte continue :

La Commission de rapatriement des nations neutres transformera en statut civil le statut de tous les prisonniers de guerre qui n'auront pas exercé leur droit à être rapatriés... Après quoi, suivant la demande de chaque individu, ceux qui auront choisi d'être confiés aux nations neutres recevront l'aide de la Commission de rapatriement des nations neutres et de la Croix-Rouge indienne... Après la dissolution de la Commission il appartiendra aux autorités locales des lieux où se trouveront les anciens prisonniers rendus à la vie civile dans les conditions énumérées ci-dessus d'aider ceux d'entre eux qui en exprimeraient le désir à regagner leur patrie à quelque moment et en quelque lieu que ce soit...

Ainsi donc, très rapidement, il n'y aura plus de réfugiés. Ceux-ci seront ou rapatriés ou intégrés dans les pays de refuge. Il n'y a donc pas d'équivoque. Les réfugiés ne peuvent alimenter une polémique et être utilisés dans une guerre froide. A tout moment ils peuvent revenir sur leur décision, et, comme tout citoyen, émigrer à nouveau et revenir dans leur ancienne patrie. Bien entendu, tout dépendra de l'application de ces principes et de l'atmosphère générale dans laquelle ils seront mis en œuvre. Mais enfin les conditions sont là. Il n'y a plus qu'à marcher.

Qu'y a-t-il donc de changé par rapport à la solution apportée au sein de l'O.N.U. ? C'est ici que se révèle la troisième condition nécessaire. Il y a en effet un organe international, la Commission de rapatriement, chargé d'opérer le contrôle des opérations, organe dont la compétence et l'impartialité sont reconnues par les parties.

On peut donc conclure qu'en ce qui concerne la question du maintien de la paix l'accord sur les prisonniers de Corée marque un progrès essentiel par rapport à la

solution du problème de réfugiés victimes de la guerre froide au sein des Nations Unies.

Il n'en est malheureusement pas de même en ce qui concerne l'autre question que pose tout problème de réfugiés, celui de la protection de l'homme. En effet, la protection du réfugié est semblable à un chèque dont la provision doit exister au moment même de son émission. A quoi sert de reconnaître à quelqu'un une qualité si celle-ci ne lui confère aucun droit ? L'envers de la qualification est le statut. Or l'accord de Corée ne prévoit que très vaguement les modalités de protection du prisonnier réfractaire lorsque ce dernier « sera rendu à la vie civile ». Où pourra-t-il aller ? Partout ? En Corée du Sud seulement ? Dans les pays neutres ? Quels seront ses droits ? Ceux d'un réfugié, d'un étranger, d'un national ? Pourra-t-il devenir citoyen américain, anglais ? Autant de questions qui restent sans réponse. Nous ne disons pas qu'elles n'en recevront pas, mais pour être parfait, l'accord initial aurait dû les contenir afin que les droits du réfugié soient vraiment assurés. Enfin, si un organe tiers est prévu entre les deux groupes de nations, aucun organe tiers n'est prévu pour assurer le contrôle des relations entre États de refuge et réfugiés. Cette lacune, d'ailleurs, a des conséquences dans les relations entre les deux groupes de Nations et nous revenons ainsi à la première question.

En effet, qui peut assurer les États d'origine que les États de refuge par la suite ne se serviront pas des réfractaires dans les luttes de la guerre froide ? La solution du problème ne serait donc pas absolument définitive et, partant, non équivoque. On voit donc qu'il serait nécessaire que soit remplie une quatrième condition. C'est celle de l'établissement d'un organe de contrôle de la protection des réfugiés par les États de refuge, cet organe et ce contrôle étant nécessaires au respect des droits à la fois des réfugiés et des États d'origine et, par cela même, nécessaires au maintien

de bonnes relations entre les deux groupes d'États. La nécessité de cette condition montre le lien étroit qui existe entre la question de la protection de l'homme et celle du maintien de la paix.

Toutefois il faut reconnaître que c'est ce lien que redoutent de nombreux auteurs et hommes politiques. Pour parler franc, disons que ceux-ci pensent que les nations de refuge et les réfugiés doivent s'estimer très heureux du refus de collaboration de la part des démocraties populaires, États d'origine, au sein des Nations Unies. Si celles-ci avaient collaboré, elles « auraient mis des bâtons dans les roues ». Nous ne voulons pas entrer ici dans ces polémiques. Nous ne voulons pas non plus faire de la théorie pure coupée des réalités. La solution d'un problème de réfugiés, pour être complète, doit donc comporter la participation de toutes les parties en présence. Cela ne veut pas dire que nous préconisons l'intervention abusive d'une des parties, en l'occurrence les nations d'origine. Nous souhaitons au contraire l'établissement d'un organe tiers, neutre. Nous insistons sur le terme « tiers » en nous référant aux organes « supranationaux » tels ceux de la jeune Communauté du Charbon et de l'Acier qui, eux aussi, s'attaquent à des problèmes hautement explosifs. Il y a encore dix ans, celui qui aurait préconisé de tels organes dans de tels problèmes n'aurait reçu que quolibets.

Nous pouvons donc conclure que l'accord sur les prisonniers de Corée est riche d'enseignements pour l'étude et la réalisation des solutions du problème des réfugiés. S'il n'est pas parfait, il marque un progrès considérable. Son application devra être suivie attentivement. Enfin, même si celle-ci s'avère être un échec, sa conception même, à notre époque, ne devra pas être oubliée.

Londres, le 12 septembre 1953.

ROGER NATHAN-CHAPOTOT.

Les Signes du temps

De l'armistice coréen à la conférence politique

Les discussions publiques relatives à la composition et à l'ordre du jour de la conférence politique à laquelle la convention d'armistice du 27 juillet a dévolu le soin de mettre fin à la guerre de Corée, ont mis en évidence les divergences qui existent entre différentes puissances et différents milieux de l'Occident aussi bien en ce qui concerne les problèmes de l'Asie qu'en ce qui concerne le rôle des Nations Unies.

En rejetant immédiatement, avant l'ouverture de la huitième session de l'Assemblée générale, les propositions chinoises contenues dans un télégramme adressé le 13 septembre au secrétaire général des Nations Unies, le Département d'État a paru donner une nouvelle indication de la volonté qu'il aurait de faire des Nations Unies, plutôt qu'un lieu de rencontre pacifique, une coalition de belligérants. C'est contre cette tendance en tout cas que le secrétaire général s'est élevé quand il a posé la question suivante : « L'O.N.U. doit-elle devenir un club pour personnes qui pensent de la même façon ? »

Quel que soit l'ordre du jour, large comme le voudraient les Chinois ou étroit comme le veulent les Américains, de la conférence politique, la question dominante sera de toute façon celle de Corée. Or la perspective d'un règlement durable de la question coréenne s'est trouvée limitée dès l'époque de la conclusion de l'armistice, quand, pour obtenir le consentement de la Corée du Sud à la suspension d'armes nécessaire, les Américains ont dû lui promettre un pacte de défense, se liant ainsi très étroitement — aussi étroitement que la Corée du Nord l'est à Pékin et à Moscou — au présent gouverne-

ment sud-coréen. Cette perspective s'est trouvée de nouveau réduite quand, pour tenir compte de l'hostilité résolue de ce gouvernement à l'égard de l'Inde, et quoique reconnaissant la part considérable prise par l'Inde dans la négociation de l'armistice, les représentants américains à l'O.N.U. ont obtenu le 28 août le retrait par le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, en commission politique, de la résolution adoptée la veille sur leur proposition par la première Commission de l'Assemblée générale et recommandant la participation de l'Inde aux travaux de la conférence politique.

On sait que dans la première Commission les États-Unis s'étaient trouvés seuls à voter contre la participation de l'Inde avec les États de l'Amérique latine, non comprise l'Argentine, qui s'était abstenue comme la France.

Mais à peine les « contradictions internes du capitalisme », sur lesquelles la doctrine soviétique fonde tant d'espoirs, s'étaient-elles manifestées en cette occasion, qu'un mouvement tactique rapprochait les membres divisés du monde non communiste. Les Britanniques faisaient savoir qu'avant un an ils ne reconnaîtraient pas la Chine communiste ni ne se prononceraient pour son admission à l'O.N.U. De leur côté, les Américains offraient à Mme Pandit, sœur de Nehru, la présidence de la huitième Assemblée générale.

Les divergences de vues qui se manifestent périodiquement entre Londres et Washington n'ont donc qu'une portée limitée. On peut les interpréter comme correspondant pour une part à la différence d'opinion des partis conservateur et travailliste anglais, ce dernier continuant de jouer un rôle non négligeable dans l'orientation de la politique extérieure britannique.

GEORGES FRANÇOIS.

Les problèmes allemands restent inchangés

Moins le journalisme est sérieux, plus il se complaît au drame. D'après la plupart des journaux, on croirait que le succès d'Adenauer change, sinon la

face du monde, au moins celle de l'Europe et certainement le destin plus ou moins éternel de l'Allemagne. Dans une société nationale et internationale tristement amorphe, des hommes énergiques ont évidemment la possibilité d'influencer la rapidité de l'évolution et d'en changer éventuellement le cours à des moments très décisifs. La masse des observateurs se laisse néanmoins séduire par un certain culte des personnalités pour surestimer leur rôle. Aucun chimiste n'a encore réussi à transformer le sable en or, aucun homme d'État ne pourra faire abstraction d'un certain nombre de données élémentaires, géographiques, économiques ou simplement humaines. Si malgré sa démesure criminelle un Hitler ne réussit pas à détruire l'Allemagne, si après sa défaite, le plan Morgenthau visant le démembrement de l'Allemagne en fractions à économie pastorale ne put être appliqué, contrairement au désir véritable des Alliés, ce fut grâce à la vitalité intrinsèque de l'Allemagne qui, placée au cœur de l'Europe et constituant sous certaines réserves une unité organique, jouera, par la force des choses, un rôle politique, économique et historique, aussi longtemps que le monde ne saura se passer de l'Europe. Tout est possible, sauf le maintien de vacuums dans la sphère humaine. La renaissance de la force allemande est beaucoup moins due au génie d'Adenauer ou à la faiblesse française qu'à la nécessité inéluctable de combler, d'une manière ou d'une autre, un vide au centre du continent.

Dans le même ordre d'idées, on peut affirmer que l'union européenne n'a pas été inventée par Schuman ni Adenauer ou aucun autre homme politique. Elle aussi s'impose par la force des choses. Elle est peut-être une solution discutable à une situation considérée comme insatisfaisante, mais aussi longtemps que cette situation ne changera pas, la communauté européenne fera son chemin. La victoire électorale du chancelier allemand pourra accélérer le processus d'unification comme l'éli-

mination du Quai d'Orsay de Robert Schuman l'a peut-être ralenti, sans que l'une ou l'autre de ces suppositions soit absolument sûre. Personnellement, nous estimons que la conception de l'armée européenne avait besoin d'un certain mûrissement et que la présence d'un Européen ardent à la tête du ministère français des Affaires étrangères comportait certains dangers dans cette période transitoire. Quoi qu'il en soit, l'idée européenne a déjà une vie indépendante de telle ou telle personnalité politique. La victoire d'Adenauer est sans doute favorable à sa réussite, mais ni décisive ni essentielle.

Ces constatations ne veulent d'aucune manière diminuer l'importance des élections qui ont eu lieu en Allemagne occidentale le 6 septembre dernier. Il est permis d'en tirer une première conclusion fort instructive : Les clichés répandus en France sur l'Allemagne ne sont plus valables. Rarement, les informations de presse péchèrent par un plus grand excès de généralisation et de légèreté que celles diffusées en France durant la campagne électorale d'outre-Rhin. On fit jouer tous les registres de l'art journalistique pour faire miroiter devant les yeux effarés des lecteurs français l'horrible danger du néo-nazisme, pour prédire, après la défaite éclatante de ce même néo-nazisme, une espèce de dictature démocratique du chancelier. Des observateurs d'une bonne foi discutable ajoutèrent que les Allemands nationalistes avaient voté pour Adenauer parce que sa politique était conforme à leurs propres conceptions. Les amateurs particulièrement friands de comparaisons historiques, qui sonnent toujours fort bien, transformant enfin le vieux politicien rhénan et catholique en un deuxième chancelier de fer d'après le modèle du Bismarck prussien et protestant.

Tout cela ne rime absolument à rien. Au lieu de voir l'Allemagne avec les yeux de nos grands-pères, il serait indiqué de s'occuper sérieusement de ses réalités actuelles et de comprendre qu'avec le jeu des parallèles histori-

ques on ne fera qu'une fort mauvaise politique. L'opinion française semble si profondément enfoncée dans le conservativisme traditionnel que la conception même de l'évolution constante des peuples risque de lui échapper. Ce qui fut vrai hier ne l'est pas nécessairement aujourd'hui, et encore moins demain.

D'autant qu'il n'y a guère de répétitions dans l'histoire ni de retours en arrière. Des catastrophes politiques élémentaires telles que fascisme, national-socialisme, dictature politico-militaire genre Napoléon Ier ne se répètent pas. Entre Napoléon Ier et Napoléon III il y eut Louis-Philippe, qui à lui seul empêcha très nettement le deuxième Empire de ressembler au premier. Le national socialisme allemand s'est éteint dans une telle catastrophe et dans un tel nihilisme que sa résurrection serait impossible. Que son idéologie ne soit pas encore entièrement extirpée de la mentalité allemande, que de ses anciens profiteurs les survivants et les insatisfaits le regrettent, rien de plus naturel. La présence de certains courants nationalistes est également incontestable en Allemagne, mais n'importe quel mouvement néo-nazi était voué d'avance à l'échec, ce que les élections allemandes ont d'ailleurs suffisamment démontré. Ceux qui craignent l'Allemagne devront savoir que le danger de demain sera entièrement différent de celui d'hier. Il s'intégrera très étroitement dans la conjoncture internationale et consistera éventuellement dans une nouvelle collaboration germano-soviétique, dans la mesure où la politique occidentale laissera à l'Allemagne sa liberté d'action diplomatique.

L'étendue de la victoire du chancelier Adenauer surprit et son explication donne lieu à maintes spéculations. Pourtant, le pourcentage des voix obtenues par son parti n'est pas sensiblement supérieur à celui recueilli par son collègue plus malheureux, de Gasperi. On parle d'un plébiscite avec le sous-entendu qu'entraîne ce mot dans le jargon dictatorial. Or, un homme d'État ayant objecti-

vement réussi à ramener son pays, après une capitulation inconditionnelle, presque sur un pied de parfaite égalité dans le concert international et à faire admettre son opinion pour l'élaboration des grandes lignes de la politique internationale, n'est réellement pas plébiscité si son parti obtient 45 % des voix. Le succès électoral d'Adenauer est dans une large mesure parallèle au succès économique et politique de son équipe gouvernementale. L'usure du pouvoir ne pouvait pas jouer en Allemagne en raison de la progression constante de son économie ainsi que de son prestige international au cours des quatre dernières années, progression trop récente, pour déjà faire place à un éventuel déclin. Le mécontentement social n'avait en Allemagne qu'une portée relative. Vu les circonstances, l'opposition ne pouvait nier que la situation était bonne. Elle a donc été obligée d'expliquer que dans tel ou tel secteur elle devait être meilleure. Les électeurs du centre et de la droite craignirent, en outre, un succès socialiste et un changement radical de politique. Pour l'empêcher, ils concentrèrent leur vote sur le parti ayant les plus grandes chances de réussite et abandonnèrent les petits groupes auxquels ils auraient autrement, peut-être, accordé leur préférence. Quant aux socialistes, ils ont pratiquement maintenu leur position de 1949, ce qui n'est pas un mauvais signe pour la stabilité de la démocratie allemande.

Quelles seront les conséquences diplomatiques de l'élection du nouveau Bundestag ? Fort probablement, elle ne changera pas le cours des événements. La construction de l'Europe, l'unité allemande et les apports Ouest-Est forment un tout indivisible. Les principaux leviers de commande se trouvent à Washington et à Moscou, dans cette dernière capitale d'ailleurs plus que dans la première, parce que sa politique est plus inconnue et aussi plus négative. Les possibilités de manœuvre du chancelier Adenauer, si autoritaire et dictatorial qu'il soit, sont extrêmement limitées. On sait qu'il est fon-

cièrement hostile à la neutralisation de son pays et qu'il voudrait réaliser son unité dans le cadre d'une communauté européenne. Dans la mesure où l'opinion politique allemande a des convictions de politique étrangère, elle refusera sans doute avec le chancelier, presque unanimement, toute solution de neutralisation, même au prix de son unité, parce qu'elle est trop consciente du danger russe pour oser courir le risque de l'isolement en face de l'ours soviétique. La neutralisation de l'Allemagne est, en outre, jugée inacceptable par Washington et une importante fraction des hommes politiques anglais et français. Par contre, si l'Union Soviétique fait des propositions acceptables par le monde occidental en vue d'une détente internationale, le chancelier allemand ne pourra guère s'y opposer. Ses mains seront toujours liées par les chances de réalisation de l'unité allemande qu'aucun homme politique allemand n'aura jamais le droit de saboter, si habile et si autoritaire qu'il soit.

Quant à l'éventuel danger de domination allemande en Europe, il semble jusqu'à nouvel ordre fort relatif, car, malheureusement, le poids de l'Europe est à l'heure actuelle extrêmement faible. Ce n'est pas la domination par un de ses membres qui rendra forte notre moitié de continent, mais seulement la collaboration confiante de tous les États intéressés et notamment une véritable et sincère entente franco-allemande.

ALFRED FRISCH.

Une fable iranienne : le chah et le vieux renard

Nos lecteurs se souviennent probablement des circonstances dramatiques au cours desquelles le chah d'Iran dut s'enfuir précipitamment de son pays,

dans le courant du mois d'août, pour se réfugier quelques jours en Italie. Ils savent qu'entre le chah et le premier ministre, M. Mossadegh, soutenu par le Parti national et le Toudeh paracommuniste, la tension était arrivée à l'extrême. Ils savent qu'avant de se retirer le chah avait remis au général Zahedi un firman le désignant en remplacement de M. Mossadegh, et qu'après des combats de rues et l'arrestation de celui-ci, le général, à la tête des forces loyalistes, put enfin prendre effectivement le pouvoir. Alors le chah revint dans sa capitale et voilà l'épilogue d'une affaire qui opposait depuis vingt-sept mois M. Mossadegh, le vieux renard habile, aux Britanniques dont il avait lésé les intérêts pétroliers en nationalisant l'Anglo-Iranian Oil Company.

Il ne saurait être question, dans une courte note comme celle-ci, d'analyser par le menu la signification de tous ces événements. Pourtant il n'est pas inutile (laissant dans l'ombre ce qui reste secondaire, par exemple le rôle que jouèrent dans la récente crise la tribu Kachgaï, fidèle à M. Mossadegh et celle des Zolfaraghi, traditionnellement attachée à la couronne) de mettre l'accent sur quelques faits significatifs, mal interprétés ou négligés par la prese. Nous nous poserons trois questions : Pourquoi M. Mossadegh est-il tombé, lui qui paraissait inexpugnable ? Pourquoi le général Zahedi l'a-t-il remplacé ? D'où provient la différence d'attitude entre Anglais et Américains dans cette affaire, et quelles en sont les conséquences immédiates ?

Pour comprendre l'Iran, il faut se reporter à la France de Louis XI. Le chah, fils de Rezah qui fonda la dynastie, jouit du prestige de son père. Rezah fut le véritable rassembleur du royaume, qui réussit à retenir dans l'unité les tribus dissidentes. Le peuple a encore le sentiment que si la monarchie disparaissait, ce serait la fin de la Perse. Bien plus, en face de féodaux, dont la principale fonction est de pressurer la paysannerie, la monarchie apparaît comme sous Louis XI la protectrice

des faibles et des humbles. La première erreur de M. Mossadegh fut de laisser ses troupes et les foules du Toudeh renverser les statues de l'actuel chah et celles de son père, souiller partout les insignes de la monarchie. Le peuple en alerte se mit tout à coup à redouter que la politique de M. Mossadegh, au lieu d'annoncer l'avènement de l'indépendance nationale par la nationalisation des pétroles et l'expulsion des Anglais, ne préparât le retour en force de la tyrannie féodale. M. Mossadegh, en laissant attaquer le principe monarchique, a encore indisposé l'armée. Malgré toutes les épurations, celle-ci était restée dans son ensemble fidèle au souvenir du chah Rezah qui fut son véritable fondateur. Et en Iran, qui tient l'armée et ses blindés est maître de la situation; qui perd son contrôle est près de perdre le pouvoir.

On a beaucoup écrit que la situation s'était retournée contre M. Mossadegh parce qu'il avait engagé des négociations avec l'U.R.S.S. et que le peuple, comme les notables, eurent l'impression qu'on allait les vendre aux Soviets. Il semble bien qu'au contraire M. Mossadegh était encore maître de la situation, malgré les erreurs déjà commises et que nous venons de rappeler, dans la mesure où le Toudeh communiste le soutenait. Mais M. Mossadegh et surtout M. Fatemi, son bras droit, eurent soudain le vertige du gouffre et la peur de tomber complètement sous la coupe russe. Après avoir indisposé les sentiments monarchiques populaires, ils perdirent encore le soutien de la puissante organisation communiste en donnant ordre à la police de s'opposer à l'extension du Toudeh et de lui refuser la maîtrise de la rue. A ce point de vue, les tracts diffusés par le Toudeh le jour fatidique où M. Zahedi rétablit le pouvoir légitime sont significatifs. Le Toudeh proclama que M. Mossadegh avait mérité son échec par sa mollesse et pour avoir laissé les traîtres en place.

Voilà qui explique la chute de M. Mossadegh; mais

pourquoi est-ce M. Zahedi qui l'a remplacé ? C'est que sur lui s'était finalement porté le choix de l'Amérique. Depuis longtemps les États-Unis s'inquiétaient de la situation en Iran, de la tension qui régnait entre les Iraniens et les Occidentaux, de la misère grandissante et des visées prudentes mais suivies de l'U.R.S.S. sur les champs pétrolifères abandonnés. Mais l'ambassade américaine en Iran était divisée sur la conduite à tenir. Les uns, héritiers de la tradition du parti démocrate et de la pensée de M. Truman, estimaient qu'il fallait faire confiance à M. Mossadegh; les nouveaux venus républicains et l'ambassadeur américain Henderson étaient lassés des tergiversations du vieil homme en pyjama rose. Ils désignèrent le général Zahedi, à la fois militaire et politicien, et imposèrent ce choix au chah. Celui-ci, en effet, s'il était inquiet pour sa propre sécurité et cherchait depuis longtemps le moyen de se débarrasser de M. Mossadegh (fût-ce par l'assassinat), hésitait à sauter le pas. Le chah est un faible et, de plus, depuis son expérience avec le général Razmara, il se méfie des militaires. Pourtant l'ambassade américaine finit par le convaincre de nommer Zahedi à la place de Mossadegh, puis de quitter le pays pour laisser les événements se dérouler. Que M. Zahedi soit l'homme des Américains, dans ce pays divisé, en proie aux influences étrangères, est trop évident, et la remise, au lendemain de son accès au pouvoir, de 45 millions de dollars à l'Iran (alors que tout secours était refusé depuis longtemps à M. Mossadegh), s'il en était besoin le confirmerait. Ce que l'on sait moins est que le chah est lui, personnellement, plutôt du côté des Anglais. Somme toute, les événements ont suivi le cours que nous leur connaissons avec l'accord tacite des Russes (dégoûtés de M. Mossadegh), des Anglais (le chah se résignant à appeler M. Zahedi) et avec l'accord actif des Américains.

Reste à savoir d'où provient la différence des conceptions tactiques entre Américains et Anglais. Pour les

Américains l'objectif exclusif est de maintenir l'Iran en dehors de l'orbite soviétique, peut-être même d'en faire une base solide comme la Turquie. Les Anglais, en revanche, restent plus sensibles au problème des pétroles proprement dits. S'il n'est pas sûr qu'ils désirent voir tourner à nouveau demain la raffinerie d'Abadan, puisqu'ils ont compensé largement la perte de production qu'a provoquée son arrêt et qu'une reprise d'activité ne leur permettrait pas de vendre encore à des cours inférieurs au marché mondial, les Anglais se préoccupent pourtant de la conservation des intérêts de la Compagnie anglo-iranienne. Mais, il s'agit aujourd'hui pour les Américains comme pour les Anglais de ne pas réveiller leurs différends, de ne pas susciter de tension entre le chah et M. Zahedi, circonstances dont profiteraient trop vite les Russes à leur confusion mutuelle. Voilà pourquoi on n'aborde pas dès maintenant le fond du problème et qu'on se contente de prendre auprès des Iraniens des mesures conservatoires, en leur livrant seulement des secours immédiats.

JACQUES NANTET.

Le Maroc en suspens

L'expression a été très largement reprise : c'est un *coup de force* qui a présidé à l'installation d'un nouveau sultan sur le trône chérifien. Devant ce coup de force, le gouvernement français n'a su, n'a pu ou n'a voulu que s'incliner.

Selon la vérité officielle, le coup de force est l'œuvre d'une conjuration animée par le pacha de Marrakech, El Glaoui, et un chef de confrérie musulmane, le chérif El Kittani. Cette vérité officielle est elle-même en voie de détérioration naturelle. Elle ne valait que lorsqu'il

s'agissait à Rabat de persuader le président de la République, le chef du gouvernement et les ministres que les choses se déroulaient en dehors des autorités responsables et que celles-ci ne pouvaient s'opposer à la conjuration sous peine de faire couler le sang des amis de la France. Aujourd'hui que le départ de Sidi Mohamed Ben Youssef est acquis, que l'intronisation du nouveau sultan s'est déroulée dans le calme général, abstraction faite de menus incidents, et dans l'ordre, si l'on ne va pas jusqu'à renverser les termes, on sous-entend qu'il y a à Rabat des hommes qui ont fort bien joué.

En effet le scénario fut monté avec la plus grande habileté; le moment judicieusement choisi. Il est grave pourtant d'un premier point de vue que des Français, non seulement les représentants d'intérêts privés, mais de hauts fonctionnaires, aient inspiré, inauguré, mis au point la méthode qui devait nécessairement amener le gouvernement de la République à se ranger à leur point de vue. Le complot d'août 1953 apparaît alors comme un complot du colonat français en rébellion contre la position du gouvernement de Paris. Deux nuances sont ici à apporter. La première concerne l'unanimité des Français du Maroc : il en est un certain nombre — minoritaires sans doute — pour estimer qu'une folie a été commise. La seconde a trait à l'ignorance des membres du gouvernement : il paraît certain que quelques-uns d'entre eux étaient favorables au triomphe de la conjuration de Marrakech...

Pourquoi, dans ces conditions d'accord relatif, un complot ou les apparences d'un complot ?

Il s'agissait d'abord de vaincre les scrupules — surtout juridiques — d'un certain nombre d'hommes politiques. Le traité de protectorat faisait obligation au gouvernement de la République « de prêter un constant appui à Sa Majesté chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compro-

mettrait la tranquillité de ses États ». Il s'agissait aussi de donner les apparences de raisons valables aux opposants de la France sur la scène internationale. Il s'agissait enfin de dériver l'attention d'une presse — et d'une opinion française — hostile au coup de force.

Que dans l'évolution de la crise même on ait pu prétendre impossible l'arrêt de l'opération était la suprême habileté de nos stratèges. Reconnaissons-leur une intelligence, un esprit de méthode que nous souhaiterions à nos gouvernants, appliqués à de meilleurs objets.

L'on ne saurait pourtant parler d'intelligence politique. Certains ministres — tel M. Mitterrand qui s'était lui-même « incliné devant le fait accompli » — ont manifesté l'ambition de tourner l'opération en faveur d'une nouvelle coopération franco-marocaine. La politique des réformes, poursuivie par M. Bidault, n'est au fond que la continuation d'une politique d'apparences...

En fait, le coup de force de Marrakech ne peut — et pour une certaine période — que cristalliser un système, quelque couverture démocratique qu'on lui donne. Deux forces demeurent en présence. La première, celle des caïds, n'est subordonnée par le contrôle civil que de manière onéreuse : dans la mesure où se trouvent confinés des privilèges médiévaux exorbitants d'un droit public moderne. La seconde, celle qui va du prolétariat industriel à la bourgeoisie urbaine, est étouffée. Qu'elle soit ou non représentée par l'Istiqlal, elle avait identifié ses aspirations à la personne de Sidi Mohamed Ben Youssef. Que celui-ci fût ou non représentatif de cette population en grande partie constituée par les techniques que nous avons implantées, ou formée à notre école et dans nos écoles, parfois dans nos facultés, « l'éloignement » (décidé par la France) de l'ancien sultan, a brisé leur espérance. Leur espoir en leur avenir ? Peut-être, mais provisoirement. Leur confiance en la France ? Plus certainement...

« Nous avons perdu la jeunesse », disait un Français

du Maroc à notre confrère Eric Ollivier. Et cette question se pose : avec qui alors construirons-nous ?

Construire un Maroc moderne avec des pachas et caïds, avec un Glaoui et un Kittani, avec un Mohamed Ben Arrafa — ils totalisent à eux trois quelque deux cent trente ans —, une telle prétention risque fort d'apparaître, quoi qu'on fasse, comme une monstrueuse hypocrisie...

Le général Guillaume, qui a dû avouer qu'il ne connaissait pas le nouveau sultan — qu'en eût pensé Lyautey qui pour sa part « fabriqua » au moins deux sultans ? le général Guillaume déclarait avoir à s'opposer à l'avenir à « certains appétits ». Ceux du Glaoui et de sa tribu, ceux du corps caïdal ? Œuvre nécessaire sans doute. Mais quelle serait alors la base populaire du Maroc « rénové » ?

Selon certains, la France a recouvré sa liberté de manœuvre; elle peut longtemps encore jouer les arbitres entre les tendances antagonistes qu'auront inspirées ses représentants. C'est espérer notamment que l'opinion marocaine, dont les institutions nouvelles permettront l'éclosion, sera favorable à la France. Dans la mesure où s'accomplirait une sorte d'algérisation du Maroc, ce rêve pourrait partiellement se concrétiser. Mais les politiques algériennes peuvent-elles encore s'appliquer au Maroc de 1953 où le nationalisme a pénétré profondément ? Ne faut-il pas craindre en même temps la formation d'un irrédentisme, qui sur une aile se teinterait de fanatisme religieux et sur l'autre d'un matérialisme qui pour être nouveau dans l'Islam magrébin n'en serait pas moins dangereux ?

Autant de questions auxquelles il serait prématuré d'apporter une réponse. Ce n'est pas les résoudre que de les poser, mais demander un peu plus d'attention aux choses marocaines à ceux qui se satisfont des apparences les plus fabriquées et les plus provisoires.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

Le casse-tête indochinois

Lorsque ces lignes paraîtront, la campagne d'automne aura sans doute commencé : du plan politique, l'actualité indochinoise sera revenue, ou sur le point de l'être, au plan militaire. Il sera loisible alors d'examiner l'efficacité des nouveaux dispositifs mis en place par le général Navarre, ainsi que la portée des diverses opérations lancées sur Langson, la côte d'Annam, le secteur d'Haïphong, ou du centre-Laos, depuis sa prise de commandement. Pour l'heure, il enregistre au moins la promesse de voir son « plan » financé grâce à un accroissement de l'aide américaine, mais à un terme et selon des modalités encore mal définis.

Quoi qu'il en soit, l'année 1953 aura vu surgir une crise très sérieuse dans le rapport de la France avec le Cambodge et le Vietnam. Depuis longtemps en puissance, elle a atteint un paroxysme avec le départ de Nordom Sihanouk pour Bangkok; déjà, au lendemain de la dévaluation de la piastre, les réactions vietnamiennes avaient engendré l'expression d'un programme de revendications, cohérent et vigoureux.

Le gouvernement de M. Laniel eut ce mérite — assez inhabituel — d'aborder le problème sans délai. Ce fut alors la déclaration du 3 juillet, par laquelle la France se déclarait disposée à « parfaire l'indépendance » des États associés qu'elle invitait dans ce but à des négociations bilatérales. Le principe de ces négociations fut admis sans difficulté par les responsables vietnamiens. Des discussions byzantines s'engagèrent au contraire avec le Cambodge. Des négociations, qui ne sont il est vrai que préalables, se poursuivent avec le gouvernement khmer, non sans difficultés en matière militaire... Elles n'ont pu être entamées avec le gouvernement de

Bao-Daï, bien que celui-ci se trouvât en France depuis les premiers jours d'août.

Bao-Daï a emprunté les grandes lignes de son programme sur l'indépendance à certains de ces leaders nationalistes que l'on qualifie d' « attentistes », mais qui, depuis deux ans, tentent de se regrouper. Ces nationalistes ne demandent pas seulement l'indépendance. Ils demandent aussi l'épuration du régime : notamment le départ du président du Conseil, M. Tam (imposé en 1952 par de Lattre et M. Letourneau), et parfois celui de certaines personnalités de l'entourage du chef de l'État... Bao-Daï, qui n'a pas lui-même la plus entière confiance en son premier ministre, résolut de s'appuyer sur les nationalistes pour négocier avec le gouvernement français au nom des « différentes familles » spirituelles et politiques du Vietnam qu'il s'était donné mission, dès 1949, de rassembler.

Le maintien de M. Tam, dans de telles conditions, paraissait difficile. Pourtant, le président du Conseil dispose de deux atouts essentiels : la police, que lui-même a constituée; l'armée nationale dont son fils est chef d'état-major.

Le problème se posait de savoir qui négocierait avec la France. Avant de partir pour la France, Bao-Daï avait consulté les principaux leaders nationalistes; à son départ de Saigon et à son arrivée à Nice, il se déclarait fort de leur soutien unanime. A Rambouillet, où Bao-Daï vint après un mois de séjour sur la Côte d'Azur, rendre visite au président de la République, il fut établi que la délégation vietnamienne — présidée par M. Tam — serait composée des représentants des différents courants nationaux, désignés par un congrès qui se tiendrait à Saigon. Bao-Daï pensait donc prendre l'initiative de la réunion d'une sorte d'assemblée nationale provisoire. A cette fin, il convoqua à Cannes le président du Conseil. Mais au lendemain du départ de M. Tam les caodaïstes tenaient une conférence de

presse annonçant la réunion d'un congrès des nationalistes vietnamiens. Le congrès se tint deux jours plus tard à Saigon.

Ce fut un fiasco. Les policiers de M. Tam, les hommes de Bao-Daï n'y furent sans doute pas étrangers. Mais il révéla également le désaccord subsistant entre deux tendances nationalistes. La première, animée par les chefs du caodaïsme (en particulier par un jeune militant, M. Tran-Van-Tuyen, qui fut ministre de 1949 à 1951), a un certain programme et propose une formule gouvernementale de rechange que présiderait le propre prédécesseur de Tam, M. Tran-Van-Hun. La seconde est inspirée par des catholiques, notamment par les deux frères du vicaire apostolique de Vinh-Long; l'un d'eux, M. Ngo-Dinh-Diem, a quelquefois été présenté comme un chef de gouvernement éventuel[1].

Que feront les uns et les autres devant des propositions concrètes de Bao-Daï? Il se peut que les premiers collaborent. Il est douteux que les seconds acceptent d'assumer des responsabilités politiques tant que le contenu de l'indépendance plus encore que son cadre et le régime intérieur du Vietnam ne seront pas rigoureusement définis et garantis.

Que la position de M. Tam soit affaiblie ou consolidée, il reste que le problème du règlement du conflit n'aura pas avancé d'un pas tant qu'il n'aura été abordé que de manière périphérique. Or, on ne cherche de solution que dans deux sens : 1° par l'indépendance confirmée à l'État vietnamien, on espère priver les « rebelles » de toute raison de continuer à se battre; 2° par des négociations à l'échelle de l'Asie en marge de la conférence

1. Cette analyse schématise à l'excès des positions extrêmement complexes, aux manifestations difficilement intelligibles. L'évêque de Phat-Diem, Mgr Le-Hu-Tu, vient d'assurer Bao-Daï de sa fidélité. Mais, en France, où il se trouve depuis deux mois, M. Ngo-Dinh-Diem a fait en sorte de ne pas pouvoir rencontrer le chef de l'État.

politique sur la Corée, on veut obtenir de la Chine communiste qu'elle cesse de soutenir le gouvernement d'Ho-Chi-Minh. Tant que dans l'une ou l'autre de ces perspectives on n'est décidé à étendre (ou à restreindre) la négociation avec le « rebelle » lui-même, on ne conserve qu'une assurance : celle de continuer une lutte sans espoir.

PIERRE ALBIN-MARTEL.

Festival et festin à Bucarest

Du 2 au 15 août dernier s'est déroulé à Bucarest le festival mondial de la Jeunesse et de la Paix. La Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique qui organisait ce rassemblement avait invité, en France, tous les jeunes de toutes opinions à rencontrer en Roumanie les jeunes de toutes les nations animés d'un idéal « démocratique ».

J'ai rencontré, à leur retour, plusieurs de ceux qui y avaient participé. Certains de ces observateurs ne cachaient pas, au départ, leur sympathie pour le communisme, sans en faire partie cependant. Un éducateur, une déléguée syndicale C.G.T., une responsable de mouvement ouvrier, ont apporté les témoignages que je groupe ici.

Comment, tout d'abord, s'est présenté ce festival ? Comme une sorte de grande kermesse où les arts, les sports, les jeux prenaient une large place afin que chacun fût à même de connaître et d'apprécier dans une atmosphère enthousiaste les valeurs de la jeunesse étrangère.

Le déroulement du festival s'annonçait et se voulait pratiquement comme une compétition Ouest-Est, comme une joute de valeurs entre civilisation communiste et civilisation capitaliste. Les participants étrangers, ne se connaissant pratiquement pas avant le départ, se présentaient dans les compétitions sportives, musicales, théâtrales avec leurs groupes d'amateurs dont l'homogénéité et la qualité n'étaient pas plus que passables. L'U.R.S.S. lançait alors des équipes de spé-

cialistes, voire de professionnels, et chacun ne put qu'applaudir lorsque l'Union Soviétique remporta les premiers prix. La carence des sociétés de l'Ouest se soulignait une fois de plus avec force. L'U.R.S.S., première des nations par sa jeunesse, était donc première par sa politique.

L'abondance régnait à Bucarest à l'intérieur de l'enceinte du festival ou plus exactement dans ses services. La nourriture copieuse était très largement prévue pour chacun. Mais les Roumains supportaient les largesses du festival avec ce mot qui se colportait de bouche en bouche comme une formule catéchistique : « Quel est le plus grand jeûne de l'Église orthodoxe ? — C'est le jeûne du festival. » Ce jeûne aggravait, en effet, celui auquel sont soumis les Roumains de façon permanente. Les tickets du mois de juin s'honoraient seulement en août. Chaque habitant, travailleur de l'État, a droit, suivant sa catégorie, à :

— Pain noir : 250 grammes à 500 grammes par jour.
— Viande : 150 grammes à 500 grammes par semaine.
— Matières grasses : un kilo par mois.
— Sucre : 250 grammes à un kilo par mois.

Les plus fortes rations sont attribuées aux travailleurs de force, assez peu nombreux d'ailleurs. Pour ceux qui ne travaillent pas pour l'État, comme les paysans qui n'ont pas encore remis leurs terres à la collectivité, il existe un marché libre officiel, mais ici les prix constituent à eux seuls un système de contingentement très efficace.

Alors que contre ticket :
— Le pain noir vaut 0 l. 70 le kilo [1].
— L'huile vaut 3 lei à 7 lei le litre.
— La viande de bœuf vaut 2 l. 90 à 8 l. 40 le kilo.
Au marché libre :
— Le pain blanc vaut 3 lei le kilo.
— L'huile vaut 32 lei le litre.

Il en est de même d'autres denrées de première nécessité qui affichent aussi des prix exorbitants.

— Un kilo de riz 9 lei.
— Un kilo de sucre 9 l. 30.

1. Le lei vaut 37 francs environ.

— Un kilo de pâtes 9 l. 20.
— Un kilo de savon 10 lei.
— Un kilo de beurre 27 lei.

Vêtements et chaussures subissent aussi un rationnement sévère, une paire de chaussures par an et par personne. Et la différence entre le secteur contingenté et le secteur libre demeure tout aussi sensible.

— Une robe de toile obtenue avec 45 points : 124 lei.
— Un manteau le femme obtenu avec 60 points : 237 lei.
Tandis que :
— Une blouse hongroise brodée (marché libre) : 250 lei.
— Une chemise de nuit pour femme (marché libre) : 218 lei.
— Un costume pour homme (marché libre) : 898 à 940 lei.

On jugera que le coût de la vie est sérieusement élevé, même au marché contingenté, si l'on se reporte aux salaires suivants :

— Un manœuvre spécialisé touche 150 lei par mois.
— Un prêtre (ils sont payés par l'État) touche 240 lei par mois.
— Un ouvrier spécialisé touche 400 à 700 lei par mois.
— Un employé de bureau touche 600 lei par mois.
— Un contremaître touche 800 lei par mois.
— Un ingénieur touche 1.200 lei par mois.
— Un professeur d'Université touche 1.200 lei par mois.

L'ouvrier peut voir augmenter son salaire en fonction de son esprit stakhanoviste, autrement dit, de son sens de la productivité. Mais un certain nombre de retenues automatiques emputent d'environ 10 % ce traitement mensuel.

Soit : impôt, cotisation à la caisse d'entr'aide — variant selon le taux du salaire — cotisation syndicale, abonnement aux quotidiens gouvernementaux, abonnements au journal syndical, abonnement à quelques revues russes au choix, et enfin cotisation à l'Association roumaine pour le resserrement des liens amicaux avec l'U.R.S.S.

L'horaire de travail est en général le suivant : début : 7 heures; fin : 15 heures, sans interruption. Une demi-heure est consacrée au repas entre 15 heures et 15 h. 30. L'ouvrier est donc théoriquement libre à partir de ce moment-là. Mais le syndicat organise chaque jour après le travail des réunions obligatoires d'information ou de formation, portant sur diffé-

rents sujets et pouvant se prolonger fort tard dans la nuit. « L'aide apportée par l'U.R.S.S. — Les enfants du nouveau gouvernement. — Explication de l'armistice en Corée. — Pourquoi Beria a-t-il été condamné ? — La mort de Staline. » Voilà quelques sujets relevés dans un programme de réunion syndicale.

Durant ces quinze jours de vie à Bucarest les congressistes eurent le loisir d'assister à différents spectacles de leur choix. Il faut noter que sur vingt-neuf films projetés par semaine dans cette ville, sept étaient russes lors du festival. Mais un journal local du mois de juin annonçait quinze films russes sur vingt-neuf.

Les loisirs des ouvriers sont l'objet d'attention soutenue de la part des autorités. Le dimanche matin, lorsque les églises appellent à l'office, défilés, manifestations obligatoires retiennent inopinément le fidèle. La liberté de pensée continuellement affirmée comme règle du Parti, se situe finalement dans la possibilité de penser correctement marxiste.

Les libraires, par ailleurs, offrent un choix de quelques auteurs français du XIXe siècle, tels que Balzac, Maupassant, Victor Hugo, Daudet, Anatole France, et une sélection d'auteurs modernes comme Aragon, Thorez, André Stil, réunis sous le titre généreux de littérature française. Le prix d'un volume de Victor Hugo (200 pages) s'élève à 14 lei, et l'*Iliade* atteint 33 lei, mais un ouvrage de Staline (même format, 895 pp.) ne revient qu'à 3 lei.

Les instituts français demeurent fermés, et seule la génération d'avant 1939 parle très correctement le français. Mais dans les écoles primaires, conjointement au roumain et dès la deuxième année, le russe est obligatoire, le français pourra s'apprendre éventuellement plus tard. La situation des étudiants paraît nettement plus confortable qu'à Paris. Logement, nourriture, sécurité sociale sont garantis à tous, quel que soit le niveau social. Il y a, il faut le dire, une exception à cette règle d'or démocratique, les fils de koulas, autre genre de réactionnaires, ou plus précisément les anciens bourgeois et seigneurs du précédent régime, n'ont aucun droit à l'Université, pas plus d'ailleurs que celui de voter.

La jeunesse possède une « Maison de pionniers », fort belle. Staline, Lénine, Marx, ainsi que des icônes, trônent aux places d'honneur. Dans un style naïf, l'ancien maître de toutes

les Russies, et d'autres, prodigue son paternel sourire aux enfants ravis d'offrir des fleurs, en une fresque murale de trois mètres sur quatre. Staline jouit encore ici de la ferveur officielle. Moyokowski, Tolstoï, Tchékov, Pouchkine assurent au club de lecture l'orthodoxie littéraire, suivis de Caragiole, Iminesko, Creauga, Sadoveoni, pour représenter la pensée roumaine très fidèle. Hertz et Popov décorent de leur photo les murs de la salle de radio comme inventeurs de la T.S.F., Ce déploiement publicitaire lasse, écœure, mais réussit. Il devient impossible de penser sans ces images, ces photos, ces slogans. Chaque moment de la vie est sollicité par la propagande. Un effort considérable devient nécessaire pour s'en évader. Au minimum le doute pénètre les esprits. Seulement l'homme n'est pas ainsi violable jusqu'au fond de sa conscience et, par surcroît, comme le changement d'opinion ne s'opère pas radicalement en peu de temps, il est nécessaire de l'imposer par tout un système de pressions dont la police n'est pas le moindre. La police devient la garantie du mensonge. « Circulons, je vous en prie, demandaient les Roumains lorsqu'un de nos amis les interviewaient, la police pourrait s'inquiéter de notre conversation. » — « Convenons du sujet de notre entretien, disait un autre qui avait invité quelques Français chez lui, car si la police nous questionne, nous devrons répondre la même chose. » — « Mon prédécesseur a disparu après avoir prêché sans tenir compte des avis officiels », affirmait un pope. — « Si vous rencontrez des ennemis du régime qui se plaignent à vous, dénoncez-les, camarades, c'est votre devoir, car vous aurez affaire à des traîtres. » Voici le conseil qui fut donné aux congressistes les premiers jours du festival.

Nous avons connu ces mœurs, mais nous savions par qui elles étaient imposées. En Roumanie ceux qui les imposent revendiquent le nom pompeux de « Grands amis » et ceci dure depuis 1948. C'est un état passager, nous dira-t-on. Mais alors pourquoi le baser sur le mensonge et ne donner qu'une part de la vérité ? Pourquoi dissoudre tous et chacun dans le grand « Nous » et instaurer une nouvelle féodalité à 5.000 lei par mois (traitement des hauts fonctionnaires du Parti). Le mécontentement général des populations devant cette attitude conduit le gouvernement russe à faire machine arrière en bien des domaines après trente-cinq ans de gouvernement socia-

liste. Les mouvements révolutionnaires évoluent toujours de la gauche à la droite, où en sommes-nous en démocratie populaire actuellement ? Dans un purgatoire, peut-être, mais pas dans un paradis. Ou alors la liberté a un sens bien différent.

ROGER LAMBERT.

Chronique du « maccarthysme » français
(à suivre)

Le rejet par la présidence du Conseil de plusieurs candidatures au concours d'entrée de l'École nationale d'Administration qui s'est ouvert le 15 septembre, montre que l'actuel gouvernement trouve, au milieu des tâches lourdes et nombreuses qui le sollicitent, le loisir d'être préoccupé par la présence de quelques unités ou quelques dizaines de communistes aux échelons élevés de l'administration. Tel était déjà l'état d'esprit de MM. Brune, Martineau-Déplat et Guy Petit quand au mois de décembre dernier ils présentaient au Conseil des ministres un avant-projet de loi, depuis remis dans les tiroirs, posant une incompatibilité entre l'exercice d'une fonction publique et l'appartenance au Parti communiste ou à une organisation apparentée.

Où est le problème ? Si l'on ne fait pas au gouvernement l'injure gratuite de le croire inspiré par le souci de plaire à un puissant allié, on a peine à le définir. Si l'on analysait les inconvénients que présente pour l'État français l'existence de ces quelques hauts fonctionnaires communistes, on constaterait sans doute qu'ils se réduisent simplement à l'embarras où se trouvent les ministres pour utiliser, sans les placer aux postes-clefs, leurs compétences professionnelles souvent très hautes. Si c'est bien à cela que se borne le problème, il pourrait sans dommage rester non résolu, ou une solution pourrait être trouvée dans le calme, sans qu'il soit néces-

saire d'arrêter sans avertissement des jeunes gens dans leurs études, au risque de faire violence à la Constitution.

Car il faut bien évoquer l'aspect juridique de l'affairé. Aussi bien les associations de fonctionnaires n'ont-elles pas manqué de le faire. La Constitution actuelle, rappellent-elles, réaffirme dans son préambule la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui garantit l'égal accès de tous aux fonctions publiques. Et le Statut général des fonctionnaires interdit toute mention dans les dossiers des fonctionnaires (ce qui doit valoir aussi pour le candidat à la Fonction publique) de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Textes précieux que des chrétiens auraient tort de mésestimer!

La décision gouvernementale, observent encore les associations de fonctionnaires en se référant aux explications recueillies par le journal *Le Monde* auprès de l'hôtel Matignon, s'inspire non de la législation française mais de la notion de « loyalisme », étrangère à notre droit et qui pourrait être la simple transposition d'un vocable dont il est fait un grand usage depuis quelque temps aux États-Unis.

Si le raisonnement des associations de fonctionnaires est exact, il faudrait, pour pouvoir légalement écarter les candidats communistes de l'École nationale d'Administration, réviser la Constitution de la République et le Statut général des fonctionnaires. Un tel projet, à supposer qu'il soit conçu par un gouvernement, serait difficilement réalisable. Car si le « maccarthysme » a aux États-Unis une certaine base populaire, il n'en serait pas de même en France, où le peuple a une horreur traditionnelle des discriminations fondées sur les opinions politiques ou religieuses. Il ne pourrait s'introduire qu'imposé par en haut : ce serait le début d'une aventure dont nul ne peut se flatter de prévoir l'issue.

GEORGES FRANÇOIS.

Les grèves et la morale des affaires

Les grèves du mois d'août ont provoqué dans les relations financières des entreprises une perturbation, dont la suspension des relations postales et ferroviaires ne suffit à expliquer ni l'importance ni la durée.

Au 10 septembre, alors que les grèves étaient terminées depuis plus de quinze jours et l'arriéré du courrier délivré depuis longtemps, beaucoup d'entreprises enregistraient une moins-value de 50 à 60 % dans la rentrée de leurs créances.

Sans vouloir sous-estimer les perturbations graves que les grèves ont causées à l'économie du pays, il faut cependant observer qu'elles n'auraient pas dû exercer dans l'immédiat une influence marquée sur la trésorerie des entreprises et cela pour plusieurs raisons. D'abord elles ont coïncidé avec la fermeture de la plus grande partie des entreprises du secteur privé et la rentrée a, elle aussi, à peu près coïncidé avec la reprise du trafic postal. Dans ces conditions le retard normal n'aurait pas dû excéder quelques jours, sauf dans les secteurs qui ont directement souffert de la crise : hôtellerie, haut commerce, etc. En second lieu, le trafic postal n'a jamais complètement cessé et, de plus, il a été utilement relayé, précisément pour la correspondance d'affaires, par l'initiative des Chambres de Commerce. Enfin, les services bancaires n'ont jamais cessé de fonctionner, et on a vu dans de très nombreuses localités, les directeurs d'agence faciliter par tous les moyens, et grâce à d'heureuses liaisons locales, les opérations et notamment les paiements.

D'où vient donc la crise de trésorerie observée de divers côtés ? On peut en voir l'origine dans la demande faite publiquement le 7 août par la Confédération des P.M.E., d'un moratoire des paiements. Il est des mots dangereux et « moratoire » est de ceux-là. Lancé dans le public à la veille de l'échéance du 10 août, il a contribué à paralyser les opérations financières en inquiétant tous ceux qui pouvaient faire leurs échéances.

On voit bien le raisonnement de tous ceux qui ont escompté la défaillance de leurs clients et qui ont aussitôt reporté leurs

paiements, créant un retard qui ne se résorbe que très lentement. Mais ce réflexe de prudence a mis en difficulté les entreprises qui ont cru devoir, malgré tout, faire face à leurs engagements et celles à qui une situation de trésorerie précaire ne permettait pas de supporter de tels retards.

Le réflexe général de prudence qu'on a observé s'est développé dans une indifférence à peu près générale à l'intérêt des fournisseurs. Mais cette indifférence égoïste se retourne contre ceux qui veulent ignorer la morale des affaires, car en ce domaine tout acte collectif de sécession se répercute sur l'économie générale, déjà fragile, du pays et se retourne contre ceux qui l'ont provoqué ou développé. Les moins-values, notamment sur le chiffre d'affaires, obligeront l'État à chercher de nouvelles impositions, tandis que les entreprises en difficultés retarderont d'autant leurs paiements et leurs commandes au préjudice de tous.

HENRI ROLLET.

A propos des prêtres-ouvriers

Un grand quotidien du soir publiait récemment les lignes suivantes : « L'apostolat des prêtres-ouvriers vit actuellement des heures difficiles. Depuis un certain temps le Vatican avait demandé que la « Mission de Paris » ne recrutât pas de nouveaux membres. On a appris également que la date de réouverture de l'année scolaire du séminaire de la « Mission de France » — récemment transféré de Lisieux à Limoges — est différée. Ce séminaire n'a du reste nullement pour objet le recrutement et la formation de prêtres-ouvriers. Il s'efforce d'apporter une réponse, sur un plan beaucoup plus général, aux problèmes exposés par l'abbé Godin dans *France, pays de mission*. Enfin le bulletin religieux du diocèse de Chartres publie le texte d'une lettre de Mgr Pizzardo, cardinal-préfet de la Sacrée Congréga-

tion des séminaires, interdisant tout stage de séminaristes en usine... Des prises de contact ont lieu ces jours-ci entre Mgr Marella, nonce apostolique en France, et les évêques intéressés pour examiner les conséquences de cette nouvelle situation. »

Egalement, dans de nombreux journaux, on a pu lire des extraits de la *Semaine catholique de Toulouse,* qui publiait dans son numéro du 30 août un résumé de la conférence donnée à ses prêtres par le cardinal Saliège. L'archevêque de Toulouse y rappelait les réserves que fait l'Église sur l'engagement temporel du prêtre, dont la mission doit être d'abord rédemptrice, et les dangers du communisme marxiste.

L'intérêt accordé par la presse aux prêtres-ouvriers montre à quel point leur cas passionne l'opinion.

On pourrait s'en étonner. Leur effectif est peu nombreux, ils ne sont pas plus d'une centaine en France, et ils ont toujours fui la publicité. Sans doute certains romans les ont fait connaître au grand public, et tel événement inhabituel et douloureusement pittoresque, comme le passage à tabac de deux d'entre eux, par les agents du préfet de la police parisienne, a suscité bien des commentaires et alimenté beaucoup de discussions. Nous en avons traité ici-même [1].

Mais l'intérêt qu'ils éveillent s'enracine bien plus profondément au cœur des chrétiens et de ceux pour qui compte la vie de l'Église. Au moment où certains politiques semblent les craindre comme s'ils étaient des maréchaux, il convient de rappeler que leur problème — si problème il y a — est avant tout un problème intérieur à l'Église.

Si Pie XI n'avait souffert du scandale d'une classe ouvrière abandonnée sans la foi, si le cardinal Suhard n'avait éprouvé le même scandale dans son diocèse, et n'avait soutenu de toutes ses forces en 1943 la fondation

1. *La Vie Intellectuelle,* juillet 1952, p. 1.

de l'abbé Godin, il n'y aurait pas de prêtres-ouvriers. Car la véritable question et là. Après le magnifique épanouissement de la J.O.C. et de Mouvements adultes qui en sont issus entre les deux guerres, il est apparu que l'évangélisation dans la classe ouvrière marquait le pas. Pour prolonger l'élan, pour aller plus creux, des prêtres se sont établis parmi les ouvriers, travaillant comme eux, partageant toute leur vie. Après une période « romantique », dont le roman de Gilbert Cesbron, *Les saints vont en enfer,* donne quelque reflet [2], et où leur activité a surtout consisté à vivre avec les plus pauvres, les plus déshérités — ce qu'ils continuent d'ailleurs de faire — ils ont découvert l'espoir que la classe ouvrière portait en elle-même pour l'amélioration de son sort, pour sa promotion à une vie plus humaine.

Partageant la vie des ouvriers, ils ont partagé leur espoir, et au nom même de la foi et de l'espérance chrétiennes dont ils avaient à témoigner, il ne leur a pas paru possible de ne pas contribuer à la réalisation de cet espoir. C'est là qu'ils ont rencontré la C.G.T. et le communisme, vis-à-vis desquels ils ont eu à prendre parti, des partis d'ailleurs très divers. Lorsque l'on connaît certains d'entre eux, on se rend compte combien la position de chacun est différente. Ils n'ont pas fixé leur attitude au nom de je ne sais quelle théorie ou passion politique, ils ont essayé humblement de concilier, dans chaque cas, leur fidélité à l'Église et la loyauté de leur vie ouvrière. Aussi, autant sont-ils, autant y a-t-il d'insertions particulières dans le Mouvement ouvrier. Les uns aident à construire des maisons, d'autres ont accepté des responsabilités syndicales, soit à la C.G.T., soit à la C.F.T.C. Autre est la façon de voir du prêtre parisien dans une grande usine nationalisée où vit un syndicalisme puissant, autre celle du prêtre travaillant dans les chantiers des barrages parmi

2. Cf. *La Vie Intellectuelle,* juillet 1952, pp. 115-117.

une population de travailleurs abandonnés à eux-mêmes.

C'est pourquoi le minimum de justice à leur accorder est de ne pas parler d'eux en général. Sans doute certains ont-ils été amenés à quelques excès, à quelques erreurs. Qu'on laisse leurs évêques en juger. Le problème des prêtres-ouvriers n'est pas un problème politique. Certains chrétiens souhaitent leur disparition au nom d'un conservatisme social ou d'une politique réformiste dans le cadre de laquelle ils apparaissent comme des gêneurs.

Redisons-le, la question n'est pas là. Il s'agit d'apporter le Christ à la classe ouvrière. Certes, il n'est pas habituel qu'un prêtre travaille de ses mains. Mais Notre-Seigneur fut menuisier, mais saint Paul tissait à Corinthe des toiles en poil de chameau et de grands ordres anciens issus de la souche bénédictine travaillent toujours de leurs mains. L'Église montre beaucoup de faveur aux fondations récentes des Fraternités du P. de Foucauld, où le travail manuel est, pour chacun, la règle de tous les jours[3]. On s'étonne que des prêtres œuvrent à la construction de la cité. Sans doute la tâche des prêtres est d'abord rédemptrice, mais lorsque, par grand besoin, la cité a fait appel à eux ils ne se sont jamais dérobés. Ainsi les évêques défenseurs des cités dans le haut Moyen-Age, les ordres militaires pour la sauvegarde des Lieux saints et de leurs pèlerins, les prêtres hospitaliers, et toujours les prêtres professeurs et éducateurs. Il n'appartient pas à des prêtres d'enlever aux laïcs les tâches qui leur sont propres, mais que doivent-ils faire si sans eux ces tâches ne sont pas accomplies ? Que devient la charité sans laquelle il n'est pas de véritable témoignage de la foi ? Sans doute un individu isolé peut se tromper. Les prêtres-ouvriers vivent en contact avec leurs évêques et par eux avec le Chef visible de l'Église.

3. Voir le Document de ce numéro, p. 128.

L'Église a l'habitude de ces situations difficiles, et au delà de toutes les circonstances humaines elle connaît bien sa mission : « Allez, enseignez toutes les nations. » L'Église doit apporter la Parole de Dieu à toutes les nations, à toutes les classes des nations. Elle doit, par ses prêtres, rompre le pain qui est le Corps du Christ avec tous les hommes. Est-il impossible que le Corps du Christ soit partagé dans le monde ouvrier par un prêtre qui soit réellement, dans toute sa vie, membre de ce monde ouvrier ?

Peut-être des aménagements sont-ils nécessaires, des corrections à apporter, mais jamais aucun chrétien constitué en hiérarchie ou non ne pourra être en repos tant que, dans le monde, et à plus forte raison aux portes de sa maison, des masses d'hommes vivront sans que le Christ soit présent au milieu d'elles.

R.-C. Chartier.

AZIMUTS

Conséquence des grèves : L'auteur des *Azimuts* n'a pu lire à temps les revues françaises et étrangères qu'il commente dans sa rubrique. Il donne rendez-vous à ses fidèles lecteurs au prochain numéro.

Chroniques

ARTS

Un exemple plus vivant que jamais : Cézanne

Vingt-cinq peintures à l'huile environ, autant de dessins ou de préparations à l'aquarelle, voilà à quoi se réduisait l'exposition qui, cet été, fut présentée à Aix, puis à Nice. Nous avions vu déjà des ensembles bien plus importants : mais chaque occasion est bonne de se pencher à nouveau sur l'œuvre de celui qui fut et demeure le père de la peinture moderne, celle du XXe siècle. Bien des livres ont raconté sa vie, analysé son œuvre, démonté soigneusement les rouages de son influence. Nous ignorons peu, semble-t-il, de lui, homme et artiste; et cependant sa présence, considérée avec simplicité, nous émeut et nous enrichit, nous apporte une leçon exceptionnellement riche et nous aide à mieux voir clair en notre temps.

La première réflexion qui s'impose en visitant cette exposition, c'est l'ambiguïté volontaire que les organisateurs de semblables manifestations laissent s'accréditer auprès du public : combien d'amateurs sincères, mais peu compétents en matière d'art, n'ont-ils pas été surpris par la différence de « fini », entre les huiles et les dessins ou aquarelles ! Ne serait-il pas plus honnête de prévenir, dès l'entrée de la seconde salle : la plupart de ces pièces, Cézanne vivant, auraient été détruites ou tout au moins cachées. Car toutes sont des esquisses, des notes de travail, des préparations pour d'ultérieurs travaux à l'huile. Le moindre trait du maître est exposé comme s'il s'agissait d'un éternel chef-d'œuvre! Qu'une piété généreuse les conserve, certes; qu'ils soient

utiles aux spécialistes, critiques, historiens de l'art, passe encore. Mais ils ne doivent pas devenir des trouble-fête dans l'éducation d'un public plein de bonne volonté, mais malheureusement trop laissé à lui-même dans de si belles occasions.

Et puis pourquoi donner le nom d'aquarelle à ce qui n'est que dessin rehaussé d'aquarelle, ou préparation à la peinture à l'eau en vue d'une huile ? L'aquarelle est une technique très particulière; or Cézanne, avec des couleurs à l'eau, traite ses préparations d'huiles comme des huiles. Pas de grand lavage de surfaces : des touches larges, carrées ou rectangulaires, distinctes, superposées après séchage, à tons purs, exécutées, semble-t-il, avec des brosses ou pinceaux de peinture à l'huile. Ce n'est pas leur ôter leur qualité unique que de savoir pourquoi et comment Cézanne les a faites !

C'est au contraire la première leçon : celle du travail tendu vers un seul but, l'exécution des grandes huiles. Pas d'œuvres faciles, légères, commerciales : il en eût rougi. Des notes et des notes accumulées avant d'oser entreprendre le tableau — quand il osait —, tableau qu'il lui arrivait d'abandonner avec désespoir lorsqu'il se sentait trop loin du résultat cherché. Inquiétude de l'artiste, oui, mais probité aussi : qu'ils sont loin, les milliers d'exposants qui, chaque année, sollicitent nos suffrages avec des œuvres qui ne leur ont posé aucun problème, coûté aucune peine. On peut créer dans la joie ou dans la douleur, dans la facilité d'un élan d'enthousiasme; jamais dans l'élégante indifférence d'une virtuosité satisfaite.

On pourrait même se demander si Cézanne savait dessiner et composer au sens « École » de ces termes ? Oui, devant certains tableaux : par exemple *Le meurtre*, ou en voyant les bras des « joueurs de cartes », ou les proportions de certains *Baigneurs*. Mais pour lui répondent des esquisses, des croquis d'une magistrale sûreté. Cette facilité de main que donne l'exercice ininterrompu d'un métier difficile, l'artiste veut la dépasser, la rompre au profit d'une expression plus vraie, plus spirituelle. L'œil, la main ne doivent pas commander, mais obéir. Il est beau, il est nécessaire d'apprendre sans cesse à voir plus et mieux, à soumettre sans délai le trait et la forme aux rythmes souples, aux mouvements justes, aux incitations de l'immédiate perception; mais l'art

est au delà; il veut chercher sa proie et sa nourriture aux replis secrets de l'âme, et ne sait y parvenir que par l'élimination de l'habitude du geste ou de la vision.

C'est que, outre le travail acharné de la conquête matérielle du métier, l'Art demande que chaque artiste construise son art personnel : là intervient la plus noble faculté de l'homme, l'exercice du libre choix qui se traduit ici dans le domaine plastique. Attiré par des problèmes, tenté par des idées, provoqué par mille causes extérieures ou intimes, l'artiste choisit à chaque seconde ce qui constituera l'élément fondamental de son art, de quoi dépendra l'éventail du possible pour la seconde suivante. Responsabilité terrible vis-à-vis de soi-même, et qui permet d'entrevoir à quel point l'engagement total de l'artiste véritable dans son art entraîne la pénétration du spirituel dans l'œuvre. La vie de l'homme irrigue et conditionne l'œuvre, qui est de l'homme même. Là se trouve la réponse à toute recherche de spiritualité dans l'art, de tout caractère religieux; là aussi se présente l'explication des œuvres d'un caractère indéniablement spirituel ou religieux exécutées par des artistes apparemment loin de ces genres : c'est que leur art vient du plus profond d'eux-mêmes, et n'est pas contaminé par l'écorce et le superficiel de leur nature.

Si nous nous reportons aux milliers de contemporains qui « font de l'art », combien ne se contentent-ils pas d'user et d'abuser de leurs qualités immédiates, de leur aisance ou de leurs facilités, et comme l'homme de l'évangile, sont condamnables de n'avoir pas fait fructifier ces dons du ciel ? Certes, leur rôle est encore grand dans la société; s'ils ont su garder la sincérité de leur cœur, il ne faut pas rejeter leur œuvre. Mais le grand artiste, celui qui domine son temps et guide l'humanité sur les chemins nouveaux de l'art est celui qui, comme Cézanne, pousse toujours plus loin l'humilité, jusqu'à la cruauté vis-à-vis de soi-même, qui ne se satisfait jamais d'un résultat, car il sait l'écart entre l'œuvre et l'intention.

Cette humilité, Cézanne la possédait plus que tout autre. S'il a pu, grâce à elle, poursuivre sans faiblesse l'idéal que sans cesse il se donnait plus grand, il a, par elle, renoncé à bien des œuvres. Peut-être sont-ce celles-là que nous aimons le plus. On a pu dire que s'il avait été homme de système il

se fût mieux réalisé, il eût posé l'armature d'une production cohérente et finie; mais n'est-ce pas toutefois sa grandeur d'avoir ouvert son cœur au monde de l'art, de s'être perdu en lui, et d'avoir laissé, féconds et magnifiques, les lambeaux de son être un peu partout, comme des semences pour ses frères à venir ? Son évolution n'est ni rectiligne ni univoque; ses expériences se renouvellent, s'accouplent, se détruisent et s'enrichissent; elles visent un rythme de vie, de respiration. Rilke, de lui disait : « Il était nécessaire à cette peinture de dépasser l'amour ! » Ne l'a-t-il pas obtenu ? Non dans la permanence, ce qui eût été surhumain, mais dans l'effort constant. Allons-nous donc nous étonner de quelque admirable vision jetée sur la toile, et subitement arrêtée par la crainte, la terreur d'un échec ? Tableau inachevé, mais toujours vivant à ce point. Combien d'esquisses atteignant les plus hauts sommets, que Cézanne n'osa jamais reprendre à l'huile comme il l'avait sans doute prévu ?

Cette impuissance avouée devient le signe de la plus grande force; c'est le destin de l'homme marqué de la faute originelle, qui le sait, mais n'abandonne pas la lutte pour autant. C'est la mise en action de la foi, de l'espérance, du courage sans conditions. Le dernier numéro de *La Vie Intellectuelle* était consacré à la recherche d'un monde chrétien, au devenir chrétien du monde. Cézanne vient à point nommé nous enseigner que l'art a sa part, essentielle à nos yeux, dans cette quête, de l'homme et en l'homme, pour la grâce. A partir de leçons de cet ordre il est possible et souhaitable d'étudier l'art de notre temps.

ROBERT VRINAT.

LETTRES

Les romans

Pour être grand, il ne manque au premier roman de Hubert Gonnet que de rencontrer cette introuvable catégorie de lecteurs qui accepte le principe de la table rase. Voilà, en effet, avec *Karl* [1], un ouvrage qui existe tellement *par lui-même* que

1. *Karl* (Julliard).

nous sommes désorientés de ne pouvoir l'étiqueter, le comparer, fût-ce de loin, à quelque chose d'antérieur ou de simultané. Ce n'est pas ici la preuve formelle du génie de Gonnet, ni de la paresse du critique. Seulement, si nous ne croyons pas qu'un public soit prêt à assimiler cette nouveauté, gardons-nous de la ranger trop à part, de la passer sous silence et de ne point tenter de violenter un peu le lecteur.

Karl est l'histoire de l'amour d'une jeune Française (quinze ans) et d'un soldat allemand (vingt ans) de l'armée d'occupation. L'amour ne s'accomplira point parce que la guerre et l'uniforme du soldat démentent la possibilité d'un rapprochement total. Morale et patriotisme exclus, d'ailleurs, sans équivoque... Si l'argument, on le voit, est singulier, le style n'est pas moins insolite. Exemple : « Tous les hommes sont de pauvres choses qui ne font habituellement rien de ce qui pourrait leur plaire et qui cherchent vainement le moment extraordinaire qui ne se produit qu'une fois par siècle où ils peuvent être enfin eux-mêmes de braves bêtes avec tous leurs instincts d'animaux et sans remords heureux d'agir comme telles et de ne plus se donner la comédie du cœur sensible et des fausses pudeurs de l'animal social qui... », etc. Le tout sans la moindre virgule, coulée lyrique, épique, réaliste, érotique, de fort belle venue la plupart du temps. Les deux héros parlent par monologue intérieur, d'une façon un peu trop indifférenciée, qui les dénude par étapes, les révèle originaux et cependant reflets de l'universel humain.

Pigeons sur l'herbe [2], de Wolfgang Koeppen, est une condamnation de la guerre et des idéologies, rejoignant par là le propos de Hubert Gonnet, tandis que nous y voyons, à l'opposé du monologue intérieur, le simultanéisme et le triomphe de la troisième personne. Tout se passe entre l'aube et minuit, en une vingtaine d'heures, le temps que le monde — et l'Allemagne en débris — ait fait sur lui-même, ses crimes, ses folies, son désespoir, un tour à peu près complet. Les nouvelles journalistiques ponctuent le récit, lui donnent ce genre fataliste, ce caractère de déterminisme qui innocente tout et vous remplit de pitié pour le criminel autant que pour la victime. Il y a dans le roman de Koeppen des Américains (blancs et noirs, fastueux et puérils), et des Allemands (pauvres et

2. *Pigeons sur l'herbe* (Laffont).

rusés). Il y a un écrivain impuissant, un porteur (qui traîne une valise-radio hurlant des blues), il y a des gosses, très proches de ceux qui font la grandeur poignante des films réalistes de l'Italie contemporaine. Au total, un livre gonflé de vie, amer et, pourtant, porteur d'espérance dans la mesure où nous nous reconnaissons à travers vaincus et vainqueurs, larves et étoiles.

La poésie dont Gérard Murail empreint les paysages, les choses et les âmes de son roman : *Célia ou le mal des falaises* [3], est un moyen fort adroit (et romanesque en diable) de crever des apparences en livrant la chair des êtres, la pulpe même du monde. Le décor est de falaises (on s'y attendait un peu), d'arbres, de ciel, de vent sur les feuillages et les vagues. Raconter ce roman? Il faut le lire, et le rêver, le creuser encore et dériver avec Éloi, le héros. Roman de l'intériorité, style de l'émotion contenue — témoin : « Un poulain vibre sur ses pattes. Une guêpe cautérise l'air vif avec son diapason. Les niches ombreuses du feuillage fredonnent à bouche pleine de mouches bleues. » Murail porte un monde bien à lui, dont il n'a sûrement pas fini de délivrer des morceaux, météores, aérolithes étranges, non étrangers cependant, mais fraternels et chauds.

J.-G. Chauffeteau vient de traduire de l'américain un roman dont l'auteur, de nationalité autrichienne, s'est réfugié en 1940 aux U.S.A. Le livre s'appelle, en français : *L'heure d'Iris* [4], et le romancier : Frédéric Morton. *L'heure d'Iris* est son troisième ouvrage. Il y est narrée l'histoire d'une jeune fille, Iris Leavis, Américaine à la poursuite d'un emploi et en chasse d'amour. Moderne, Iris veut *tout*, mais se donne le genre de celles qui dédaignent *tout* : de l'amertume et de la gêne à la fréquentation d'un monde doré, assouvi, sans question, Iris va, revient, s'écartèle — et cela finit tout bêtement dans l'amour physique, la tendresse de confection, le doute (avec lequel on s'habitue à vivre) sur la possibilité du bonheur, de la douceur conjugale et ensoleillée, de quelque chose qui touche à l'absolu ou seulement à l'image de l'absolu, et qui ne soit pas un déchirement, une hémorragie « pendant le sommeil ».

3. *Célia ou le mal des falaises* (Le Seuil).
4. *L'Heure d'Iris* (Stock).

Le roman de Frédéric Morton ne prend pas parti. Et il est hasardeux de juger la psychologie de l'auteur sur un seul livre. Notons seulement la réussite d'un ouvrage qui plonge le lecteur au centre de la vie new-yorkaise, s'abstenant de dénigrer comme de louer, laissant aux situations le soin de dégager le sens général de l'argument romanesque. Ce sens est celui d'un désespoir non dénué de tendresse. « La tendresse, écrit dans la préface J.-G. Chauffeteau, du petit garçon viennois qui allait paisiblement à l'école, qui faisait ses devoirs avec application, qui se sentait chez lui où il était né, et qui ne savait pas encore qu'un jour il aurait besoin d'écrire des romans pour combler ce vide que ni la réussite sociale ni l'amour ne peuvent remplir vraiment. »

MAURICE CHAVARDÈS.

Littératures

Informations.

— La note la plus optimiste du numéro d'août de la *Nouvelle N.R.F.* est assurément donnée par cette information : « Le maréchal Juin avoue à Mme d'Assailly qu'il s'efforce, depuis son élection à l'Académie, de mieux ordonner ses pensées. »

— Mme Petitjean de La Rosière, plus connue sous le nom de Delly, a légué à la Société des Gens de Lettres la moitié du produit de son œuvre. Soit trente millions.

— Rien ne nous prouve qu'André Breton mange tous les jours.

— On s'est laissé dire que le prochain Prix Goncourt serait tiré au sort.

— Cette chronique s'appelait auparavant *Littératurette*. C'était trop d'ambition. Vouloir contracter en une « nouvelle revue franco-parisienne des lettres nouvelles » un si grand nombre de publications plus ou moins neuves dépasse les possibilités d'un seul. Mais trois revues nouvelles sont annoncées, et cela dépasse les possibilités d'un sous-titre. A *Littérature*, qui est notre tâche, nous n'ajouterons désormais qu'un *s*, en

signe d'humilité. Tout ce qui nous tient à cœur est au pluriel. Et notre cœur est innombrable.

Lisbeth.

Dix ans après avoir connu Dorothy, un homme s'entoure dans un appartement de Paris d'un bric-à-brac dont la laideur et la merveille sont indiscernables. Dorothy revient pour lui confier sa fille, la petite Lisbeth, dont le père agonise aux Indes. L'appartement abrite les jeux innocents et terribles de cet homme et de cette enfant. Et l'homme, qui vit entre la passion et la haine, comme entre sa sphère de cristal et ses vieux miroirs innombrables, tue Lisbeth [1]. Pure surface. Le but et le calcul sont de faire sourdre un Merveilleux et un Charme que nous ne puissions en quoi que ce soit surveiller, doser, expliquer. Bel exemple de littérature totalitaire, c'est-à-dire de littérature pure, dont le pouvoir sur nous doit être absolu et les moyens obscurs.

Voici un exemple de ce pouvoir comme de ces moyens : « Nous étions absolument seuls et pourtant nous étions dans l'angoisse de voir apparaître quelqu'un. C'est cette peur du vivant qui nous poursuivait et je pensais que ce devait être celle qu'éprouve un mort qui redoute de redevenir vivant. Dans cette maison nous étions aspirés par le vide de toutes les maisons, de toutes les rues, de toutes les places, et cet appel nous enlevait toute tranquillité. Ce village nous appartenait et nous ne parvenions cependant pas à le posséder. Voilà pourquoi nos gestes se mouvaient dans l'inquiétude, voilà pourquoi nous ne pouvions point parler à haute voix, puisque nos oreilles étaient aux aguets et nous ne voulions pas empêcher que, par un bruit de paroles, ce qui pouvait se faire entendre ne fût point perçu. Dans ce pays de la mort nous redoutions, en effet, la manifestation d'une vie que nous ne savions définir. » Chaque phrase est talisman, gris-gris en même temps que provocation de l'Obscur.

Eh bien, l'archaïsme du roman de L. P. Guigues est total. C'est-à-dire qu'il ne fait courir notre sang ni plus vite ni moins, quand nous le lisons. Notre sang ne le regarde pas.

1. *Lisbeth,* par L.-P. Guigues (Gallimard).

Il ne veut et ne peut s'adresser qu'à notre goût pour les conjurations, les secrets, les silences, les pactes noirs. Plusieurs de ses pages sauteraient d'elles-mêmes dans les chapitres d'une anthologie. Mais il est totalement impersonnel. C'est-à-dire intemporel, bien que lié de près au poids du temps sur l'âme. Il ne peut nous intéresser qu'au delà de ce qui fait que nous sommes ici et maintenant, et donc uniques. Il ne nous appartient pas.

Les ramblas finissent à la mer.

Bien que ce soit à peu près illégitime, je puis comparer l'effet de *Lisbeth* à un autre roman lu immédiatement après, *Les ramblas finissent à la mer*[2]. Quelle falaise abrupte entre les deux ! Comme les hommes se comprennent peu, comme ils parlent des langues étrangères entre elles ! Et comme le monde que ces langues enferment est morcelé... Luis de Vilallonga raconte seulement un *acte*. Et me voici, en lisant, à l'autre extrémité de l'univers. Ici, l'homme est entièrement éveillé et s'expose au jugement des autres. Le monde lui est ouvert, clair, familier. Seules les autres consciences sont fermées, obscures, incompréhensibles.

Je sais bien qu'il n'est pas très *intelligent* de faire cette distinction; encore moins de fonder sur elle. La beauté est libre. Mais c'est un choix qui la fait venir à nous et il me semble qu'il y a quelque chose de léger à approfondir encore les zones obscures du monde quand la fraternité des hommes n'est pas encore ouverte.

José Luis de Vilallonga a fait la guerre d'Espagne derrière Franco. Ce n'est qu'après la victoire que la nausée l'a pris, avec le dégoût et l'horreur d'une paix civile limitée exactement aux contours d'une pourriture dont on ne voit pas le fond. Aujourd'hui, il partage l'exil avec ceux qu'il combattait naguère. Son livre est celui de sa vie. On y voit la Barcelone de 1945, partagée entre l'insolence des nouveaux luxes et l'odeur des nouvelles misères. Le seul pont qui soit possible entre les deux mondes ne saurait être tissé que par le va-et-vient de la police. Mais aussi par le dégoût de vivre du jeune noble Ra-

2. José Luis de Vilallonga, *Les ramblas finissent à la mer*, traduit de l'espagnol (Éd. du Seuil).

fael de Puerto Real qui cherche une raison d'exister dans les rues à prostituées et les cafés, plutôt que d'avoir à respirer l'or de son père. Rafael ne comprend pas tout ce déséquilibre, toute cette folie. Il n'en ressent que la fièvre ou l'ennui. Jusqu'à ce qu'il rencontre Fernanda. Et, à travers l'amour, lui apparaissent les raisons de la corruption, les raisons d'une action, les raisons du monde. Jamais le monde n'est si clair pour lui qu'après l'éclatement dans sa poitrine des balles d'un fusil-mitrailleur.

On le voit : à parler du sujet, rien n'est neuf dans ce roman. Et pourtant, il est neuf comme une émotion ressentie pour la première fois, neuf comme un beau geste d'homme, neuf comme une parole seulement humaine, mais aussi humaine qu'il se peut. Luis de Vilallonga ne se trouve à aucun moment ni plus ni moins éloquent, ni meilleur ni pire peintre qu'il le faut. Je veux dire que la beauté à laquelle il donne naissance coule du destin même d'un homme et non pas d'un effort sur les mots. Cependant, il est romancier d'abord, témoin ensuite. Certaines de ses pages valent Malraux. La plupart d'entre elles n'auraient pas pu être écrites à l'abri d'une seule façon d'écrire. Mais si leur style a pour répondant une façon de vivre, leur art dépasse l'histoire de tout son poids humain.

Algérie 1952.

Un album de luxe ? Un recueil de peintures ? C'est ainsi qu'apparaît *Algérie 1952*, pochette de très grand format contenant douze planches en noir et en couleurs, sur papier couché [3]. En ce cas, l'œuvre est fort discutable : elle manque d'ampleur, quelquefois de finesse, le plus souvent d'épaisseur. Disons-le plus nettement : elle manque de génie. Mais ce n'est pas cela. Il s'agit d'un reportage, plus encore d'une action de témoignage et de dénonciation. La perspective changeant, le jugement ne peut que suivre. Et je crois qu'il faut approuver ces images de souffrance, d'injustice, de procès, et sans doute les aimer. Le peintre ne peut laisser seules la parole et l'écriture accomplir une fonction fraternelle d'a-

3. Mireille Miailhe et Boris Taslitzky, *Algérie 1952* (Éd. Cercle d'art).

lerte et de compréhension. Ces visages d'Arabes que nous donnent à voir Mireille Miailhe et Boris Taslitzky, je ne les mettrais pas sur un mur, comme s'ils étaient des œuvres d'art. Mais, quand je lirais les journaux, je saurais désormais quels visages mettre à des phrases anonymes et à des corps sans noms.

Littérature enfantine.

Je veux ici au moins signaler une fort bonne collection de romans qui est faite pour les enfants à partir de douze ans, les adolescents et les adultes encore capables de lire avec innocence, c'est-à-dire en respectant tout à fait les règles du jeu. On trouvera d'ailleurs dans la collection « Idéal-Bibliothèque »[4] des titres qui montrent que, dans ma pensée, la littérature enfantine ne diminue nullement la littérature tout court. Ainsi *La Croisière du Snark,* de Jack London, un chef-d'œuvre évident, pour qui Paul Durand propose d'excellentes illustrations (en noir plus riches qu'en couleurs). *Le tambour du Royal-Auvergne,* de L. Rousselet, a tous les mérites du récit où l'histoire, l'aventure, la cape et l'épée apportent leur meilleure eau au même moulin. Les aquarelles de Jean Reschofsky sont bourrées d'esprit. J'aime moins le roman de Valentine Davies, *Le miracle de la 34e rue,* un peu conventionnel, s'endormant dans ses bons sentiments et destiné, semble-t-il, par vocation, aux jeunes filles anglaises trop sages. Mais, je le répète, la collection est bien faite et presque toujours sûre.

GABRIEL VENAISSIN.

THÉATRE

On a beaucoup parlé de *Sud.* M. François Mauriac en a loué « la densité psychologique, cette épaisseur que seul un romancier comme Green est capable d'introduire à la scène, cette durée que les hommes de métier appellent lenteur ».

4. Éd. Hachette.

Dans le même numéro de *La Table ronde* (avril 1953), M. François-Régis Bastide explique avec intelligence même ce qu'il ne cherche pas à justifier. Aux *Temps modernes*, M. Roger Stéphane découvre dans l'œuvre « une authentique dimension tragique » et admire « l'art étonnant avec lequel le héros n'avoue pas ce qu'il doit pourtant s'avouer à lui-même (mai 1953); mais, dans le numéro suivant (juin), M. Bernard Dort dit à son ami qu'il exagère... Ce qui est certain, c'est que *Sud* est une de ces pièces sur lesquelles l'esprit peut indéfiniment réfléchir si la représentation l'a ému.

Un lumineux décor de Wakhévitch qui, à lui seul, rend l'espace tragique, une mise en scène de Jean Mercure précise et équilibrée, une interprétation inégale et souvent faible, un dialogue sobre qui mériterait la lecture, une action conduite avec lucidité à travers une suite de tableaux méthodiquement construits, un drame où les symboles ne sont jamais hermétiques, où le pittoresque comique et le pittoresque prophétique, le pittoresque historique et le pittoresque métaphysique n'ont jamais un rôle purement ornemental et sont appelés par le dessein comme par le dessin de l'œuvre... Tout cela constitue un ensemble dont la majestueuse froideur ne m'a pas inspiré.

Limites de la critique qui sont ici celles du critique.

Le théâtre français contemporain doit à « l'amour qui n'ose pas dire son nom » au moins deux œuvres qui comptent : *Saül*, d'André Gide, qui avait trouvé, au Vieux-Colombier, un interprète bouleversant en Jacques Copeau, puis *Le Taciturne*, de M. Roger Martin du Gard qui, semble-t-il, ne fut guère compris. Dans *Sud*, comme dans les deux pièces précédentes, le drame tient au fait que cet amour n'ose dire son nom, car, s'il l'osait, il n'y aurait plus de drame : la discrétion et le tact sont imposés par le ou les refus qui créent le conflit. Être ou ne pas être ce que je suis, voilà la question, pour le héros de M. Julien Green, et il répond : ne plus être, c'est-à-dire mourir, afin de ne pas devenir ce que je suis...

On a volontiers laissé entendre que Dieu était présent dans ce drame. Il faut s'entendre : le conflit de *Sud* n'a de sens que par rapport à la morale chrétienne, il oppose une passion à une loi d'origine chrétienne, l'une comme l'autre inscrites dans l'être complexe que firent la nature et l'histoire sous le nom de Ian Wicziewsky, officier vivant en Amérique, au milieu du XIXe siècle, dans un milieu de riches planteurs

protestants. La force d'un impératif moral est une chose; la présence du Dieu vivant, une autre; c'est même, sans doute, ce qui distingue l'univers de M. Julien Green et celui de M. Graham Greene. Certes, Dieu et le Christ existent pour les personnages de *Sud*, mais, semble-t-il, sous la forme de croyances collectives intimement liées au décalogue. Si Dieu ou le Christ était réellement un des acteurs du drame, n'agirait-il que par son absence, peut-être le dénouement eût-il été le même — Ian se faisant volontairement tuer par celui qu'il aime dans un pseudo-duel — du moins aurions-nous entrevu une autre possibilité, celle d'une purification ou d'une sublimation dans une perspective où tout amour peut trouver un nom.

Quoi qu'il en soit, les mérites que l'analyse rétrospective découvre n'effacent jamais la première impression : les souvenirs bariolés de *La Mort de Danton* refoulent allégrement les idées de personnages qui, peu à peu, se substituent aux personnages de *Sud* dans notre mémoire.

Georg Büchner écrivit ce drame en 1835 : il avait vingt-deux ans et il est mort à vingt-quatre. Chose étrange, la jeunesse du poète fut émue par le rapide vieillissement de la Révolution française : *La Mort de Danton*, ce n'est pas tellement Danton montant à l'échafaud que Danton perdant la foi.

N'ayant pu comparer le texte de M. Adamov à l'original, je ne peux parler de la fidélité de la traduction et de l'adaptation : ce qui est sûr, c'est que la grandeur monumentale et spirituelle de l'œuvre est immédiatement sensible. Le groupe des dantoniens, aristocrates de l'esprit ou du cœur, le groupe des robespierristes, intellectuels passionnés et même possédés, le peuple qui, entraîné tantôt par les uns, tantôt par les autres, reste toujours misérable, enfin, immanente et transcendante, la Révolution qui, en chantant, dévore les révolutionnaires... on assiste vraiment ici à la métamorphose de l'épopée en théâtre. Si l'épopée en douze chants est condamnée, ce que les hommes cherchaient en elle subsiste et, seule, une certaine forme de théâtre peut le leur donner, du moins en attendant le film ou à côté du film. C'est bien ce que M. Jean Vilar a compris : avec la collaboration du peintre Gischia, il a réalisé les trente tableaux en style de fresque, accusant volontairement le caractère « imagerie » du spectacle; l'expression

« art populaire » retrouve ici sa saveur et, avec elle, sa légitimité.

La distribution ne permet peut-être pas de reconnaître à quel point chaque personnage, même épisodique, est doué d'une forte individualité. Bien entendu, on ne reprochera pas à Georg Büchner de n'avoir pas lu Albert Mathiez : on sera, au contraire, étonné de la perspicacité historique de ses intuitions poétiques.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Festival de Venise 1953

Seulement trois films hors série

Le jury officiel du festival de Venise a reconnu lui-même que les films de cette année représentaient, sans plus, une honnête moyenne. Le Grand Prix n'a pas été attribué. Par compensation sans doute et pour ne pas faire de mécontents, six premiers prix et quatre seconds prix ont été répartis sagement entre les différentes nations concurrentes. La France et les États-Unis sont les pays les plus souvent cités. Les hors-films français présentés figurent au palmarès : *Thérèse Raquin*, de Marcel Carné, reçoit un premier prix; *Les Orgueilleux*, de Yves Allegret, un second prix, et Henri Vilbert reçoit le prix de la meilleure interprétation masculine pour son rôle dans *Le bon Dieu sans confession*, de Claude Autant-Lara. Nous reviendrons sur ces films quand ils sortiront en public. Aucun n'apporte un changement notable dans l'orientation de l'œuvre de leur auteur. Tous les trois sont des films noirs, privés d'espoir et d'espérance. Autant-Lara, dans le style de la comédie psychologique, raconte encore une fois la duplicité d'un personnage incarné par Danielle Darrieux. Marcel Carné essaie de transposer à notre époque la sombre histoire de Zola; on reconnaît le style magistral qui fit le renom de Carné en 1939, mais on reconnaît aussi l'atmosphère très inactuelle du naturalisme fin de siècle. Le réalisme d'Yves Allegret est celui de la génération suivante :

son style cinématographique est plus neuf et il va chercher chez Sartre l'idée d'un scénario très nauséeux (au propre et au figuré).

Mais ce ne sont pas des consécrations de talents connus que l'on va chercher à un festival : c'est la révélation de talents nouveaux, d'un cinéma différent et de sujets originaux. Même de ce point de vue, la rencontre de Venise cette année n'a pas été inutile. Trois films qui se situent à des niveaux artistiques très différents, ont apporté, chacun dans leur ordre, un peu de cet étonnement, de cet insolite si rares au cinéma. Il s'agit du film japonais *Ugetsu Monogatari*, de l'américain *The little fugitive*, et de l'espagnol *La guerre de Dieu*. Les trois films d'ailleurs figurent au palmarès à côté d'autres beaucoup plus conformistes.

Comment dire si *Ugetsu Monogatari* est original ou banal en son pays ? Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que l'heureuse surprise, produite voilà quelques années par *Rasho-Mon* vient de se renouveler. Tous les films japonais ne nous conviennent pas : la plupart de ceux que nous avons vus depuis *Rasho-Mon* avaient des charmes certains et des qualités éclatantes. Mais il fallait à un Occidental de la bonne volonté pour les suivre sans ennui jusqu'au bout et de la volonté pour distinguer les éléments du film qui nous restaient étrangers et ceux que l'on pouvait, à la réflexion, admirer. Rien de semblable dans *Ugetsu Monogatari* : l'intérêt que l'on porte aux personnages est direct et n'exige aucune transposition, leurs aventures et leurs réactions sont assez humaines pour être universelles.

Il est pourtant peu de sujet qui soit plus daté, plus particulier, plus localisé et, par surcroît, plus fantastique. Deux familles de paysans au XVe siècle vivent isolées dans la campagne. L'un des paysans est potier à ses moments perdus. Une guerre civile a éclaté; le potier a vendu ses pots beaucoup plus cher au marché de la ville qui regorge de soldats enrichis par le pillage. Le modeste potier, pris du vertige de l'argent, se met à travailler jour et nuit pour profiter de l'aubaine et amasser une fortune. L'autre paysan l'aide : avec sa part du gain il espère pouvoir acheter des armes et devenir soldat et peut-être samouraï. Chacun a une femme qui essaie de le maintenir dans la modestie et la sagesse. C'est

en vain : après un travail forcené les deux familles partent sur une barque chargée de la poterie pour la vendre au marché de l'autre côté du lac. La vente se fait bien et l'argent afflue. La femme du potier est rentrée à la maison; le paysan perd la sienne dans le marché, s'échappe et devient soldat. Pendant ce temps le potier est invité par une duègne à venir faire une livraison dans le château d'une noble demoiselle. Il s'y rend et se laisse positivement séduire par la noble et jolie demoiselle. C'est un roman d'amour idyllique qui s'achève brusquement le jour où le potier comprend que la demoiselle et son château étaient l'un et l'autre fantômes : morte avant son mariage, la jeune beauté revenait sur terre pour connaître l'amour. Le potier ruiné décide de revenir chez lui. De son côté le paysan soldat a réussi : il s'est trouvé par hasard à côté de son général vaincu au moment où celui-ci demandait à son aide de camp de lui couper honorablement la tête. Notre paysan tue l'aide de camp et porte au général de l'autre parti la tête du vaincu qu'il prétend avoir tué de sa main. Le voilà samouraï chevauchant glorieusement au milieu des hommes de sa garde. Pour fêter sa réussite il s'arrête avec ses hommes dans une maison de prostitution, où il trouve parmi les pensionnaires sa femme qu'il avait abandonnée. Il décide de rentrer chez lui avec elle et jette ses armes à la rivière. Le potier, lui, est déjà rentré; il a trouvé à la maison son fils grandi et sa femme qui ne lui fait aucun reproche et ne pense qu'à l'avenir. Mais sa femme aussi est un fantôme, elle a été assassinée par des soldats dès son retour à la maison.

Ce que ne peut rendre le résumé du sujet, c'est l'humanité de tous ces personnages, la vérité qui se dégage de cette histoire fantastique, mais d'un réalisme si quotidien et si convaincant qu'on oublie sans cesse que l'action se situe voilà cinq siècles à l'autre bout de la terre.

Les États-Unis, comme à tous les festivals, avaient envoyé à Venise un échantillonnage de toute leur production. Rien de bien mauvais, mais rien de bien neuf. Dans leur sélection s'était pourtant glissé le film le plus inhabituel. Il s'agit d'une bande réalisée avec des moyens d'amateur par deux photographes et un journaliste. Le film a été monté et sonorisé par une maison indépendante. Le scandale pour l'industrie cinémato-

graphique américaine, si bien organisée, c'est que cet anormal trouve sa place parmi les superproductions et les technicolors, et qu'il triomphe devant un aréopage international.

The little fugitive est un film sans scénario et presque sans intrigue. Il décrit seulement le comportement d'un petit garçon de six ans laissé à lui-même pendant vingt-quatre heures à Coney Island, le vaste parc d'attractions-fête foraine de New-York. Autrement dit ce petit chef-d'œuvre ressemble comme un frère par le sujet et les moyens employés à tant de films d'amateurs sans intérêt. Mais les auteurs du *Petit Fugitif* (Ray Ashley, Morris Engel et Ruth Orkin) ont su, à la perfection, choisir un gosse (Richie Ardusco), le placer dans les situations où il réagirait spontanément et réaliser les prises de vue avec assez de discrétion pour ne pas limiter sa spontanéité. Le résultat est merveilleux : non seulement on n'a jamais l'impression que le gosse joue pour la camera, mais on croit sans cesse saisir le secret des expressions d'un enfant qui joue tout seul hors de la présence des adultes.

Si le film japonais apporte au cinéma une réussite insolite, *The little fugitive* se borne à renouveler un genre. Quant au film espagnol, son originalité, plus modeste, se mesure surtout par rapport au cinéma espagnol.

L'étonnement causé par *La guerra de Dios,* de Raphaël Gil, ne peut se comprendre si l'on n'a pas vu quelques spécimens des films conventionnels produits en Espagne, un des sujets touchant aux questions religieuses. Ici on nous raconte l'histoire d'un jeune prêtre nommé curé d'une paroisse ouvrière et qui choisit d'être le curé des mineurs au lieu d'être l'auxiliaire des patrons et des quelques bien pensants. Ceux-ci sont traités sans aucun ménagement et le film insiste sur la révolution qu'apporte dans le village cette rupture avec les habitudes établies qui voulaient que le curé soit le familier du patron, et n'ait aucun contact avec les ouvriers. Le jeune curé est personnifié par Claude Laydu, voué à ce genre de rôle depuis le *Journal d'un curé de campagne,* et le film est, dans l'ensemble, bien réalisé, sans coup de genre, mais parfois avec talent. Il a bien mérité le prix de l'Office catholique international du cinéma qui vient compléter le second prix que lui a attribué le jury officiel.

J.-L. Tallenay.

Document

LES FRATERNITÉS CHARLES DE FOUCAULD

CERTAINES personnes, qui ne l'ont jamais eue et ne se soucient pas de l'avoir, se représentent la « vocation » comme une disposition irrévocable de l'âme à vivre dans une société religieuse déterminée. Cette définition est un peu courte. Elle est de toutes façons inadaptée au cas du P. de Foucauld qui jusqu'à sa mort cherchera sa voie, et dont la vocation ne peut se lire, sur la trame qui parcourt le tissu de toute son existence, qu'à son dernier jour, et même à sa mort qui est pour lui très spécialement la signature de sa vie.

La vocation de Charles de Foucauld et de ses Petits Frères

Charles de Foucauld fut tour à tour saint-cyrien, officier de cavalerie indiscipliné et mondain, aventurier et géographe, puis après le coup de foudre de sa confession à l'abbé Huvelin, ardent converti, pèlerin à Jérusalem, trappiste à Notre-Dame-des-Neiges dans l'Ardèche, à la trappe d'Akbès en Syrie, à la trappe de Staoueli, de nouveau pèlerin à Rome, à Jérusalem, domestique chez les Clarisses de Nazareth, où il sert la messe, assure le balayage, fait les commissions, domestique ensuite chez les Clarisses de Jérusalem qui

se le font envoyer et qui vont mettre bientôt en branle toutes leurs relations pour obtenir qu'il devienne prêtre. Ordonné par l'évêque de Viviers, le jeune prêtre continue sa vie errante. Cette fois-ci pourtant, l'appel de l'Afrique est le plus fort et il part pour Beni-Abbès, dans le sud oranais, dans un lieu désert, où le prêtre le plus proche est encore à quatre cents kilomètres, et où il installe le Saint-Sacrement. Il n'a pourtant, il le dit lui-même, aucune vocation de Père du désert. Il se compare « à la Vierge Mère » lorsque, dans le mystère de sa Visitation, elle porte en son sein l'Enfant-Jésus et sanctifie le monde par sa divine présence. De fait, beaucoup de pauvres affluent vers lui et il les reçoit comme un père, jusqu'à ce qu'un nouvel appel intérieur le convoque plus loin dans le désert du Hoggar, à Tamanrasset. Il est le seul Européen au milieu des dix mille Touareg soumis depuis un an, et cette solitude le contraint à ne plus célébrer pendant de nombreux mois et à redevenir comme s'il n'était pas prêtre. Il se fait Targui avec les Touareg, apprenant leur langue, les invitant à être fidèles aux pratiques de leur propre religion. Et en même temps il redevient ethnologue, géographe, grammairien, constituant dictionnaire et grammaire touareg, recueillant leur poésie. Il fait plusieurs voyages en France pour venir en aide à ses frères, puis il s'enfonce de nouveau dans le désert, à Asekrem, où il fonde son ermitage. Il vit, comme les indigènes, de lait, de beurre, d'orge et de quelques légumes. Il revient à Tamanrasset, où il est tué non par ses compagnons, mais par des étrangers, les Senoussistes, venus de Tripolitaine, qui veulent faire un otage et le constituent d'abord prisonnier. Mais, saisis de peur par le passage de méharistes, ils l'abattent rapidement.

Cette vie apparemment sans orientation, sans vocation précise, il semble qu'elle eût dû rester sans imitateurs et sans disciples. Une comme le souffle de l'Esprit qui passe et qui ne se renouvelle jamais de la même

manière. Pourtant, le P. de Foucauld avait désiré des disciples, il avait supplié Dieu de lui envoyer des compagnons : « Je n'en peux plus, écrivait-il dans un de ses déserts, alors qu'il était débordé par ses quatre-vingts et cent visites quotidiennes, je suis toujours seul. Pourquoi, Seigneur, ne m'envoyez-vous pas de frères pour m'aider ? » Mais il a le pressentiment que si les deux familles de frères et de sœurs auxquelles il rêve se fondent un jour, ce ne sera pas de son vivant, puisqu'il écrit une autre fois : « Seigneur, j'ai compris que vous voulez que je travaille à l'établissement de cette double famille religieuse en me sanctifiant, en aimant mes Touareg de tout mon cœur et en mourant martyr. »

De fait, le Frère Charles de Jésus est mort tout seul, sans compagnons, sans disciples. Et c'est maintenant que se réalise sa parole prophétique à son petit ami Paul Embarek qui vit encore et qui ne l'a pas oubliée : « Tu verras, nous sommes comme ces gazelles de l'oued, quand on en tue une, il en vient beaucoup plus après. »

La première fondation qui se réclame du P. de Foucauld date de 1933. Jusque-là, il put y avoir quelques imitateurs, mais pas de fondation proprement dite. En septembre 1933, cinq jeunes prêtres du séminaire d'Issy-les-Moulineaux reçoivent au Sacré-Cœur de Montmartre, des mains du cardinal Verdier, l'habit de frère Charles de Jésus et partent au Sahara à El-Abiod-Sidi-Cheikh, une petite oasis du sud oranais en Algérie. Les premières années sont occupées à une vie de prière, d'approches successives dans la méditation de ses écrits, de la vie du P. de Foucauld; on étudie aussi les règles laissées par lui et on fait connaissance avec l'Islam. En 1936, la fondation est érigée en congrégation de droit diocésain par le vicaire apostolique du Sahara. Le prieur général est Frère René Voillaume, qui l'est resté depuis ce temps.

Disciples du P. de Foucauld, ses premiers compa-

gnons étaient loin de savoir où il allait les mener. Ils partent au désert pour le suivre, pensant que le désert était spécialement sa vocation et la leur. Et là-bas, ils lisent ses lettres, ses centaines de lettres, ses écrits, ils suivent le plus possible ses consignes, ses directions, entrent dans son esprit et, peu à peu, aperçoivent, dans le vouloir foncier qui mène le P. de Foucauld depuis son entrée à la Trappe jusqu'à sa mort, d'Afrique en France, en Palestine, puis en France et en Afrique, l'unité de cette vie apparemment si multiple; ils découvrent, dans l'enthousiasme, le visage de cette vocation qui fut celle du Frère Charles de Jésus, qui doit désormais être la leur, et qui répond d'une façon si extraordinaire aux exigences de notre temps.

Ce long préambule était nécessaire pour faire comprendre la complexité d'une vocation si riche dont on ne pouvait prévoir il y a seulement dix ans les réalisations actuelles et que la vie seule, dans la docilité au Frère Charles de Jésus, fit lentement découvrir. Cette vocation, comment les Petits Frères la définissent-ils? Question délicate. Nous serons plus sûrs de ne pas nous tromper en disant, avec eux, qu'elle n'est pas une vocation du désert, une vocation de l'Islam, ni une vocation proprement apostolique, et en essayant de la présenter par rapport à cette triple négation.

La vocation des Petits Frères n'est pas spécialement une vocation du désert. On leur dit quelquefois : Comment voulez-vous suivre le Frère Charles de Jésus qui a vécu en ermite et qui a fui pour trouver la solitude alors que vous, vous allez vous perdre « au cœur des masses? » C'est une erreur. Le P. de Foucauld n'est pas parti pour le désert à la manière des premiers Pères du désert, afin de fuir le monde et de se retirer seul à Seul avec Dieu, mais au contraire pour aller vers les plus déshérités, vers les plus pauvres, vers les plus abandonnés de ce monde, les Touareg, dont on ignorait tout, à commencer par la langue. La vocation des

Petits Frères est une vocation à aller vers les plus méprisés, les plus déshérités des hommes; ils sont partout à leur place au milieu des plus pauvres. Ils ne vont pas au désert pour fuir, mais pour que la charité du Christ soit présente et active auprès de ceux que tout le monde délaisse. Partout où il y a encore quelques hommes, fussent-ils peu nombreux et isolés, et précisément à cause de cela, les Petits Frères ont leur place.

D'autres personnes ont cru que la vocation du P. de Foucauld était spécifiquement une vocation à l'Islam. C'est une erreur dans laquelle tombent facilement ceux qui connaissent seulement la vie extérieure du Frère Charles de Jésus de penser que son ambition se limitait au monde arabe, musulman, saharien. Jamais le Frère Charles de Jésus n'a conçu cette fondation autrement qu'universelle et destinée à tous les milieux, pauvres, abandonnés de préférence, de toutes les nations du monde. La Providence a souligné ce caractère d'universalité en permettant qu'en moins de vingt ans les Fraternités soient aujourd'hui établies dans tous les continents et dans les milieux les plus divers. Il semble même que, devant s'efforcer d'unir par amour, les Fraternités soient spécialement présentes partout où il y a division; division du prolétariat, division des races, division des religions. Les Petits Frères aiment se dire les disciples de celui qui s'est appelé lui-même le « Frère universel ».

Enfin, la vocation des Petits Frères n'est pas non plus à proprement parler une vocation apostolique. Leur mission n'est pas de porter la parole de Dieu, mais d'abord de prier, d'adorer, d'intercéder, plus spécialement au nom de ceux auxquels ils ont consacré leur vie et au milieu desquels ils vivent. A l'exemple du Frère Charles de Jésus, ils veulent travailler à sauver les hommes « en suppliant, en s'immolant, en mourant et en se sanctifiant ». Les Petits Frères veulent être les permanents de la prière. Réunis le matin autour du sacrement eucharistique auquel ils communient, ils reviennent

le soir pour l'adoration en silence, pendant une heure, et ils portent au Christ les soucis et charges de ceux dont ils ont partagé le labeur. Sans doute, des contacts d'âmes ne manquent pas de naître dans les relations vivantes avec le milieu où ils sont. Mais leur mission ne consiste pas à y porter la parole; dans ces échanges d'amitié, ils veulent, selon le mot admirable du P. de Foucauld, « prêcher l'Évangile par toute leur vie », c'est-à-dire par leur charité active, aussi bien que par leur silence ou leur prière en commun. Même les Frères prêtres, que tout le monde appelle simplement Frères sans les distinguer des autres, doivent exercer leur ministère extérieur en nouant autour d'eux de simples liens d'amitié. Comme celui du Frère Charles de Jésus, leur service est un travail d'approche, « un début de ministère », auprès de ceux que souvent aucun prêtre ne rencontre. Il n'est pas dans la vocation des Petits Frères d'aller plus loin. Spécialement, il n'est pas dans leur vocation d'organiser des œuvres de bienfaisance ou d'enseignement ou d'exercer un ministère sacerdotal régulier comportant charge d'âmes. Œuvres et ministère proprement dit ne se concilieraient pas avec la manière humblement fraternelle et pauvre dont le Frère Charles de Jésus souhaitait qu'ils annoncent l'Évangile de par le monde.

On pourrait résumer l'idéal religieux des Fraternités dans ces quelques lignes écrites par le P. de Foucauld à l'intention des Frères dont il rêvait encore :

Jésus t'a établi pour toujours dans la vie de Nazareth : les vies de mission et de solitude ne sont pour toi comme pour lui que des exceptions. Pratique-les chaque fois que sa volonté l'indique clairement. Dès que cela n'est plus indiqué, rentre dans la vie de Nazareth.

... Prends — soit étant seul, soit étant avec quelques frères — pour objectif la vie de Nazareth, en tout et pour tout dans sa simplicité et sa largeur... Pas de costume — comme Jésus à Nazareth —, pas de clôture — comme Jésus à Nazareth —, pas d'habitation loin de tout lieu habité, dans un

village — comme Jésus à Nazareth —, pas moins de huit heures de travail par jour (travail manuel ou autre, autant que possible, travail manuel) — comme Jésus à Nazareth —, ni grandes terres ni grandes habitations, ni grandes dépendances, ni grandes dépenses, ni même de larges aumônes, mais l'extrême pauvreté en tout — comme Jésus à Nazareth. En un mot, en tout, Jésus à Nazareth...

... Seul, vis comme si tu devais toujours être seul; si vous êtes deux, trois, quelques-uns, vis comme si vous ne deviez jamais être plus nombreux. Prie comme Jésus, autant que Jésus, faisant comme lui toujours une part très grande à la prière... Comme lui aussi, fais grande place au travail manuel, lequel n'est pas un temps ôté à la prière, mais donné à la prière. Dis fidèlement chaque jour le bréviaire et le rosaire. Aime Jésus de tout ton cœur..., ton prochain comme toi-même pour l'amour de lui. La vie de Nazareth peut se mener partout; mène-la au lieu le plus utile pour le prochain.

Caractéristiques des fraternités

Considérons maintenant les Fraternités telles qu'elles existent à l'heure actuelle. Elles nous donneront elles-mêmes une idée plus exacte de la vocation que nous cherchons à définir.

Les Petits Frères ont conscience d'être fidèles à l'esprit du P. de Foucauld en ayant de nombreuses Fraternités, mais pas de Fraternités nombreuses. Non seulement cela permet aux Frères une vie plus pauvre, mais cela les rend plus proches des autres hommes et plus abordables. A l'exception de certaines maisons de formation comme le noviciat installé à El-Abiod-Sidi-Cheikh (Sahara), dans des bâtiments assez vastes pour abriter une trentaine de Frères, celui de l'île Saint-Gildas qui peut en grouper une dizaine, les autres Fraternités sont composées de petits groupes de trois à cinq Frères au maximum. Frère Charles de Jésus avait écrit lui-même : « Ne formez que de petits groupes, les monastères nombreux prennent presque nécessairement une importance matérielle, ennemie de l'abjection et de l'humilité. » La

Fraternité comporte un logement aussi simple que possible, le plus semblable possible à celui des travailleurs ou des habitants pauvres au milieu desquels se consacre la vie des Frères : habitation ouvrière, appartement loué, tente de nomade, baraque de bidonville, gourbi des montagnards berbères, maison en terre des paysans arabes, case couverte de chaume des noirs d'Afrique, etc., sont ainsi devenus des maisons de Fraternités. Mais une pièce est toujours consacrée à la chapelle où le Saint-Sacrement est conservé, et il n'y a pas de vraie Fraternité sans cette présence eucharistique parmi les Frères. Cette « maison des Frères » caractérise assez bien la position religieuse des Petits Frères de Jésus par rapport aux autres institutions. Aucune n'avait eu jusqu'à présent cette audace de pauvreté.

Une autre originalité, si on peut ainsi parler, des Petits Frères réside dans leur vie de travail. Les Frères vivent de leur travail, et cette pauvreté est une première forme silencieuse de leur action sur les hommes pour leur révéler et même pour leur prêcher l'Évangile. Le travail donne ainsi à la pauvreté évangélique et religieuse une forme qui la rend compréhensible au cœur des masses humaines qui souffrent de la misère, et leur permet de traduire leur amour des travailleurs et des pauvres. Il n'y a pas de métier dans lequel ils ne désirent entrer : il y a déjà parmi eux des Frères terrassiers, des mécaniciens, des chauffeurs, des dockers, des manœuvres et des mineurs, des ouvriers agricoles, des marins, des facteurs des P.T.T., des infirmiers, des garçons de salle, etc. Naturellement, tous, indistinctement, ne doivent pas se livrer au travail manuel; il y a pour chacun des temps d'étude et pour tel d'entre eux une partie intellectuelle est à remplir au service de la Fraternité. Cependant, les Fraternités doivent vivre du travail de ceux qui reçoivent des salaires. Ces salaires sont remis au responsable de la Fraternité et tout ce qui n'est pas nécessaire à la vie des Frères et des hôtes est

envoyé aux maisons de formation pour aider les Frères étudiants et novices à vivre. Le nombre actuellement insuffisant des Frères ouvriers par rapport au nombre des Frères étudiants ne permet pas encore de se passer du recours à l'aumône pour l'entretien des maisons de formation, surtout en raison de l'accroissement constant du nombre des vocations, mais on y tend de plus en plus. Tous, prêtres ou non, car les Petits Frères ne font pas en cela de différence entre leurs frères prêtres et ceux qui ne le sont pas, doivent normalement gagner leur vie par leur travail. Tous ont les mêmes droits et les mêmes devoirs et la même forme de vie religieuse, et le sacerdoce chez eux n'est requis que pour la charge de prieur général.

Cette forme de vie des Frères entraîne aussi une grande simplicité dans leur costume. Dans la vie courante, leur costume est celui du milieu pauvre où ils vivent. Un simple insigne représentant la croix et le cœur rouge les distingue des autres hommes. L'habit religieux qu'avait revêtu le Frère Charles de Jésus, la tunique, ne sert aux Frères que pour la chapelle et certaines circonstances. Le costume doit en effet exprimer ou rendre possible une véritable assimilation au milieu pauvre qui est essentielle à leur vocation. Les Petits Frères abandonnent systématiquement, autant qu'il est possible, les coutumes et les habitudes qui ne sont pas adoptées dans les milieux de vie dans lesquels ils se trouvent. Ils parlent dès qu'ils le peuvent la langue du pays. Ils adoptent pour la liturgie le rite et la langue du pays dans lequel ils se trouvent, là du moins où il y a un rite non latin, comme par exemple dans le Moyen-Orient.

Ces caractéristiques étant notées, allons plus avant et voyons concrètement les Fraternités dans lesquelles se répartissent actuellement les Frères profès et les quelque quarante novices et probanistes de la congrégation.

Les maisons de formation des Petits Frères.

Il faut d'abord nommer les maisons de formation qui sont des Fraternités à forme un peu spéciale : le noviciat de El-Abiod-Sidi-Cheikh, qui comporte une trentaine de Frères, fait un peu figure de maison-mère de la congrégation. L'autre noviciat a été ouvert ces temps derniers dans les Côtes-du-Nord, dans l'île déserte de Saint-Gildas, qui appartient maintenant aux Petits Frères. La Fraternité d'études de théologie de Saint-Maximin, dans le Var, qui comporte ving-cinq étudiants, et la Fraternité de probation établie à Saint-Remy-de-Montbard dans la Côte-d'Or peut garder une vingtaine de postulants sous la direction de deux Frères.

Voici comment s'organise en effet la formation des Petits Frères. Le cycle comprend la probation, le noviciat, deux ans de stage en Fraternité, et les études.

Le temps de *probation,* plus ou moins long, varie de quelques semaines à deux ans. Cette première épreuve a lieu dans les Fraternités de travail ou des Fraternités spéciales sous la direction d'un Frère compétent. La Fraternité de probation pour la France est située à Saint-Remy, en Côte-d'Or. Pour l'Afrique noire, une Fraternité de probation s'est également ouverte à Makak, au Cameroun, et une troisième Fraternité de probation s'ouvre dans la région centrale du Chili pour les vocations d'Amérique du Sud. Nous aurons l'occasion d'en parler plus loin.

Le *noviciat* qui suit la probation et qui dure un an a lieu à El-Abiod-Sidi-Cheikh. L'expérience a montré l'efficacité de l'aide apportée à la formation de la vie spirituelle par une vie en contact avec le dénuement du désert. Une retraite d'un mois en plein désert, hors du cadre habituel du noviciat et grâce à un indult spécial obtenu de Rome, vécue dans le silence de journées de marche vers l'ermitage du P. de Foucauld à Beni-Abbès, aide d'une façon très spéciale la recherche de Dieu dans

le dépouillement de la foi et facilite une mutuelle connaissance entre les Frères. A l'issue du noviciat, les Frères émettent une profession temporaire de trois ans, suivie d'une autre profession pour trois ans à l'issue de laquelle ils émettent enfin leurs vœux perpétuels.

La troisième étape de la formation comporte un *stage* en Fraternité de travail. A l'issue du noviciat, les Frères sont immédiatement répartis, suivant leurs aptitudes ou vocations personnelles entre les différentes Fraternités; leur formation spirituelle achève de mûrir au contact de leur vie de travail mêlée aux hommes. Ce n'est qu'après cette maturation que les Frères sont appliqués aux études.

Une vie religieuse menée pendant des années au contact avec des courants matérialistes ou des cultures religieuses hétérodoxes ou païennes nécessite une connaissance personnellement vécue de la foi chrétienne. D'un autre côté, dans la mesure où le recrutement provient de milieux sociaux ou raciaux différents, l'unité entre tous et l'épanouissement ne se réalisent qu'en donnant à chacun les moyens de fonder sa vie dans la foi sur une vue assez large et profonde de l'économie du salût. Cette nécessité de l'enseignement et de la formation a exigé une organisation d'études assez souple pour s'adapter à divers degrés de culture. Tous les Frères doivent étudier, qu'ils se destinent ou non au sacerdoce, et seule varie la durée de la période de formation. Elle est de trois ans seulement pour les Frères qui ne sont pas destinés au sacerdoce. Pour l'instant, les études théologiques et philosophiques ont lieu au collège de Saint-Maximin, dans le Var, auprès du couvent d'études des dominicains de la Province de Toulouse, qui apportent leur aide fraternelle pour l'institution de cours spécialement adaptés. Mais l'originalité, si l'on peut dire, du centre d'études est qu'ici encore on y a évité la vie en grande communauté. Les Frères étudiants sont répartis comme dans les autres Fraternités

par petits groupes de quatre ou cinq membres sous la conduite de leur responsable.

En plus de cette période de formation sont prévues des sessions d'études périodiques, environ tous les deux ans, qui permettent de garder l'appétit intellectuel des Frères, et de maintenir un certain niveau de culture théologique et humaine.

Les Fraternités « engagées ».

Cette division des Fraternités en Fraternités de probation et en Fraternités engagées (de travail ou d'entr'aide) ne signifie pas que les premières ne soient pas engagées ou ne comportent aucun travail lucratif. A Saint-Maximin même, certains Frères travaillent et pendant leurs vacances assurent par leur salaire une partie des frais d'entretien du premier trimestre. La Fraternité de noviciat établie à l'île Saint-Gildas dans les Côtes-du-Nord, est en même temps qu'un noviciat une Fraternité agricole, les Frères y ont une soixantaine de moutons qu'ils gardent, et ils vivent de la pêche et de leur jardin. A la Fraternité de Saint-Remy, près de Montbard, qui est une sorte de gare de triage de la congrégation où sont conviés les postulants et où ceux-ci sont orientés, quelques Frères travaillent dans les scieries avoisinantes, la carrière de pierre, et certains sont garçons de ferme. Ces différents métiers sont nécessaires pour maintenir un certain esprit de pauvreté et un train de vie semblable à celui des pauvres.

Mais ce style de vie est plus caractéristique encore des « Fraternités engagées ». Voici quelles sont celles que possèdent actuellement les Petits Frères.

En France d'abord. Fraternité de Concarneau, dans le Finistère, où quelques Frères marins-pêcheurs se mêlent à la population de marins et partagent leur vie et leurs risques. Fraternité de Roubaix, dans le Nord, d'ouvriers du textile. Fraternité de Chedde, en Haute-Savoie, d'ouvriers de terrassement et de construction, d'électriciens; cette fraternité com-

porte également deux facteurs des P.T.T. N'est-ce pas une géniale trouvaille des Petits Frères d'avoir assumé ce métier de facteur qui donne tant de possibilités de contacts avec les gens d'un pays ? Fraternité de Berre, dans les Bouches-du-Rhône. Les Frères, ici, ne sont pas embauchés directement par la *Shell*, mais ils font des travaux de terrassement, comme ouvriers, dans les entreprises qui travaillent pour le compte de la *Shell*. La Fraternité de Marseille, dans les Bouches-du-Rhône, en même temps qu'elle assure le secrétariat de la Congrégation, est une fraternité pour les apprentis soit en métallurgie, soit en travaux agricoles, des métiers qu'assumeront plus tard les Petits Frères.

En Belgique, Fraternité de Charleroi pour des Frères mineurs de fond.

En Afrique du Nord, les Petits Frères ont à Alger deux Fraternités, l'une de dockers, l'autre d'ouvriers, travaillant en garages ou dans la construction. Les Petits Frères ont à Casablanca plusieurs Fraternités aussi. Dans l'une, ils sont garçons de salle, ouvriers; dans l'autre, ouvriers ou terrassiers. Dans la montagne du Bissa, les Frères ont fondé une Fraternité de petits cultivateurs de la montagne berbère. Ils vivent de l'élevage, du petit élevage et de la culture. Les Frères possèdent encore au Cameroun plusieurs Fraternités. A la demande du Vicariat apostolique, trois postes se sont installés depuis deux ans. L'un dans la région de Mora, massif montagneux dont les populations primitives ont été rejetées de la vallée fertile par des tribus converties à l'Islam : trois Frères et quelques Petites Sœurs se sont installés au milieu d'eux, dans des cases semblables aux leurs et vivent en contact amical avec ces tribus primitives. Une petite chapelle se trouve dans l'une d'elles. Ils soignent les malades, s'efforcent de rapprocher par leur amitié des tribus particulièrement hostiles les unes aux autres et qui souvent encore se font la guerre. Ils se préparent même à un enseignement évangélique très simple qui leur est spontanément demandé. Une autre Fraternité se trouve à Makak. Les Frères y ont reçu cinq jeunes Noirs de dix-sept à vingt et un ans qui veulent devenir Petits Frères. Leur formation est encadrée dans une vie de travail. Makak est ainsi devenu une Fraternité de probation pour les vocations camerounaises noires. Enfin, à Bassa, près de Douala, au milieu d'un village de cent cinquante lépreux, les Petits Frères, comme les Petites Sœurs, ont une Fraternité où ils vivent sur leur salaire régulier d'infirmiers. La subsistance plus difficile à assurer des Fraternités de Mora et de Makak compte sur le travail d'un Frère camionneur qui, pendant quatre mois de l'année, transporte des arachides et fait ainsi un pécule utile aux Fraternités.

Dans le Proche-Orient, les petits Frères ont trois Fraternités : au Liban, en Irak, en Jordanie. Elles ont adopté les rites de ces pays, melchite et arménien au Liban, syrien et chaldéen en Irak, melchite en Jordanie.

En Amérique du Sud, enfin, les Petits Frères ont une Fraternité importante, au moins par l'urgence qu'il y avait à s'y rendre, à Santiago du Chili. Santiago est une ville de neuf cent mille habitants environ, qui possède une banlieue ouvrière très pauvre et même misérable d'environ quatre cent mille habitants, où les gens vivent dans des baraqués, de bois ou de brique, très pauvres. Le P. Hurtado, un jésuite chilien, qui depuis des années s'était consacré à la classe ouvrière de son pays, fut le premier à désirer des Petits Frères, et c'est lui-même qui les fit venir. Usé par son apostolat, le P. Hurtado est mort il y a quelques mois, en fin 1952, et son enterrement prit figure de funérailles nationales. Tout le monde, pauvres et riches, l'aimait beaucoup. Les Petits Frères sont installés dans la banlieue ouvrière pauvre de Santiago. Trois d'entre eux travaillent en usine; un autre demeure en permanence à la Fraternité pour être au service des voisins.

Les religieuses

La description des Fraternités serait incomplète si l'on omettait de présenter aussi les Petites Sœurs qui, surtout aujourd'hui, par leur élan et leur audace, le nombre de leurs fondations à travers le monde, représentent une part importante de l'héritage du Frère Charles de Jésus. Le Père, on le sait, avait explicitement pensé à la fondation de Fraternités de Petits Frères et de Petites Sœurs. Les Fraternités féminines se répartissent en deux branches, celle des Petites Sœurs du Sacré-Cœur et celle des Petites Sœurs de Jésus.

Les Petites Sœurs du Sacré-Cœur.

Les Petites Sœurs du Sacré-Cœur sont les aînées parmi les héritiers du P. de Foucauld. La fondation remonte en effet au 15 août 1933, aux Mazes, propriété située aux environs immédiats de Montpellier. L'expérience que les Sœurs tentèrent se fit à partir de la règle écrite par le P. Charles de Foucauld en 1902. En 1936,

les Petites Sœurs eurent la permission, par un indult de Rome, de franchir la clôture de la Visitation d'Annecy et d'y aller ainsi compléter leur formation. De retour à Montpellier en août 1937, elles furent aidées par une religieuse dominicaine, du couvent des Tourelles à Montpellier même, chargée par l'évêque de poursuivre pendant six mois la formation religieuse de la Fraternité.

Les constitutions n'ont été écrites qu'après avoir été vécues dans les détails. « La Fraternité semblait donc prête dès 1939, écrit le P. Voillaume à qui nous empruntons tous ces détails dans son livre, *Les Fraternités du Père de Foucauld,* pour un premier essai de fondation en terre africaine. » Retardé par la guerre, le projet est repris en 1942 et tout est préparé pour le départ d'un premier groupe qui devait s'installer à Ghardaïa en plein Sahara. Quelques jours avant la réalisation a lieu le débarquement allié en Afrique du Nord et la fondation de la Fraternité africaine doit être ajournée. En 1943, la Fraternité des Mazes, devenue trop étroite, est abandonnée pour une autre maison plus vaste providentiellement mise à la disposition des Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus. C'est là qu'elles sont encore, sur le chemin de Villeneuve-Angoulême. Dès la fin de la guerre, deux Petites Sœurs partent pour l'Afrique et posent des jalons d'une installation qui se réalisera en 1946 : Fondation auprès des Sœurs Blanches où les Petites Sœurs s'initient à la langue arabe et à la mentalité des indigènes. En 1946, elles fondent aussi près de Tunis une petite Fraternité auprès de l'Institut des Belles-Lettres arabes que dirige le P. de Meerseman. En 1951 et 1952 enfin, les Petites Sœurs du Sacré-Cœur ont étendu leurs Fraternités jusqu'à l'Inde et au cœur du Sahara, à Tamanrasset. La Fraternité indienne s'est installée en décembre 1951 à Nagercoil, petite ville de 80.000 habitants située à la pointe sud du continent, à quelques milles du cap Cormorin, où François Xavier séjourna plu-

sieurs fois. Une petite chapelle, plus pauvre encore que celle du Frère Charles de Jésus au Hoggar, s'est dressée là en quelques heures au milieu d'un quartier indouiste qui ignore tout de l'origine des Sœurs : « Venez-vous du Pakistan ? du Cachemire ? » leur demande-t-on. Les barmines, d'abord timides, s'approchent et assitent aux complies. Les enfants, les mendiants, parmi lesquels des moines indous, ne cessent d'entourer les Sœurs et de présenter leurs requêtes. Au milieu de la prière indouiste on entend se mêler dorénavant le nouveau chant de la prière chrétienne. La vie des Sœurs, dans leur petite maison de boue, blanchie à la chaux, est toute consacrée à la louange de Dieu, aux aumônes et charités, et à l'apprentissage du tamoul.

C'est un mois après, en janvier 1952, que les premières Petites Sœurs s'envolèrent pour Tamanrasset, tout heureuses de prendre place dans le vénérable bordj de terre rouge au sol de sable que le vent balaie et rebalaie. Autour de la louange divine, couture, raccommodage, pansements, étude du tifinar, partagent les journées des Sœurs. De temps à autre, grandes tournées vers les campements ou vers l'Asekrem en compagnie du médecin.

Tenant à garder les rapports les plus fraternels avec le milieu où elles sont, les Petites Sœurs du Sacré-Cœur mettent cependant l'accent — et c'est leur caractéristique — sur la prière, la célébration très simple de l'Office divin, l'oraison, la vie cachée essayant d'être efficace par la vertu du renoncement et de l'humilité, selon cette admirable devise du P. de Foucauld qui leur est si chère : « Ma vocation à moi, c'est de descendre. »

Les Petites Sœurs de Jésus.

Les Petites Sœurs de Jésus sont les plus jeunes, historiquement, et les plus nombreuses aujourd'hui. Leur origine peut être située en 1936, lorsque Sœur Made-

leine quitte la France avec une compagne pour réaliser sa vocation personnellle sur les traces du P. de Foucauld, au milieu des musulmans, sans arrière-pensée de fondation. Les deux compagnes s'arrêtent à Bogari, au sud d'Alger, à mi-chemin du Sahara qu'elles ne pouvaient pas encore atteindre. Mais Bogari devient rapidement dispensaire, ouvroir, soupe des pauvres, tournées sous la tente, et même catéchisme et patronage aux Européens.

En mars 1938, elles quittent Bogari, font un pèlerinage à El-Goléa sur la tombe du P. de Foucauld et, de fil en aiguille, sont amenées à Saint-Charles de Birmandreis, près d'Alger, où les Sœurs Blanches les adoptent fraternellement et leur ouvrent les portes de leur noviciat. Mgr Nouet, préfet apostolique du Sahara, a décidé lui-même que les deux solitaires feront une année de noviciat canonique et il leur conseille de le terminer par la profession religieuse, préférant les recevoir au Sahara en religieuses plutôt qu'en laïques. Il demande alors à Sœur Madeleine d'écrire ses Constitutions. Le 8 septembre 1939 Sœur Madeleine et Sœur Anne font profession religieuse dans la chapelle de Saint-Charles, entourées des Sœurs Blanches. Cette date marque, pour les Sœurs de Jésus, la naissance de leur congrégation.

Quelques jours après, malgré la déclaration de guerre, les deux Sœurs partent pour le Sahara et s'installent à Sidi-Bou-Djenan, au milieu des tentes de nomades; elles construisent de leurs mains, avec quelques nomades, les premiers murs de leur Fraternité et leur petite chapelle de la Vierge.

En 1940, les voici en France, à Lyon-Sainte-Foy, puis en 1941 au Tubet, à Aix-en-Provence. Sœur Madeleine de Jésus confie la direction du noviciat à deux religieuses dominicaines du monastère des Tourelles de Montpellier. Et de 1942 à 1944, Sœur Madeleine parcourt la France pour obtenir les ressources nécessaires aux besoins de la Fraternité grandissante du Tubet. En

1945 les six premières professes prennent le départ pour le Sahara. Elles s'installent à Sidi-Bou-Djenan et continuent l'effort de défrichement qui transforme peu à peu la Fraternité en un centre de travail et de rayonnement.

En août 1946 est fondée la première Fraternité ouvrière à Aix-en-Provence, dans une maison amie. Les Sœurs travaillent dans une usine des Lampes Madza. Une autre, restant à domicile, travaille à faire des santons destinés à être vendus. L'année 1946 est comme un nouveau départ ou une nouvelle fondation de la congrégation. C'est aussi cette année qu'est fondée la Fraternité de probation d'El-Abiod-Sidi-Cheikh, déjà lieu de noviciat des Petits Frères, où, chaque année, un groupe de Petites Sœurs aura quelques semaines de formation sous la direction du P. Voillaume. Cette Fraternité constituera en 1950 le second noviciat.

Mais il faut déjà songer à organiser les départs. Une procure est constituée à Marseille pour accueillir les Sœurs de passage. Une Sœur assure au dehors, en usine, en faisant des ménages, la vie de cette Fraternité. En 1947, les Sœurs sont érigées en congrégation diocésaine, et Mgr de Provenchères en est l'ordinaire fondateur.

Le premier départ pour le Moyen-Orient a lieu en 1948. Quatre Petites Sœurs étudient l'arabe pour les fondations de l'année suivante. Une autre Fraternité d'étude d'arabe s'ouvre la même année à Alger, celle de Tunis ayant dû être fermée. Une Fraternité d'accueil s'établit enfin à Oran : les Sœurs y travaillent en usine.

En 1949 s'ouvre la période d'expansion qui ira à un rythme accéléré, puisqu'en 1946 la Congrégation ne comptait encore, en dehors du Tubet, que quelques postes, trois ou quatre, alors qu'elle doit en compter à la fin de cette année 1953 plus d'une centaine répartis sur toute la surface du globe. Elle possède également aujourd'hui dix-huit noviciats. Dès 1949, la Congrégation s'organise donc en régions. Chaque région comprend, au fur et à mesure de son développement, une fraternité d'adoration, qui sera en même temps noviciat; une fraternité de silence et de prière et de retraite aussi; une fra-

ternité d'études; une fraternité de travail et une fraternité de secours, consacrée à des populations délaissées, dans laquelle les Petites Sœurs pourront être infirmières ou sages-femmes. Les deux dernières fraternités représentent un peu ce que les Petits Frères appellent les fraternités engagées.

En 1949, les Petites Sœurs fondent les Fraternités de Damas, de Khabab, au milieu des bédouins, de Nazareth, fraternité d'adoration vivant de petit artisanat, et de Bethléem, au Moyen-Orient. A Damas, les Sœurs travaillent comme filles de salle dans un hôpital; à Khabab, elles vivent très pauvrement; à Nazareth et à Jérusalem, elles tiennent des soukhs, des petites boutiques de lavage et de raccommodage. En 1949 également, en France, fondation d'une Fraternité parmi les gitans et les gitanes; celle-ci possède une roulotte qui ira de ville en ville avec le milieu auquel elles se sont maintenant consacrées; les Petites Sœurs y gagnent leur vie en faisant de la vannerie et du rempaillage. Fondation encore d'une Fraternité rurale dans un village de Camargue qui n'a plus de prêtre; embauchées comme ouvrières agricoles, les Petites Sœurs font le riz ou la vigne suivant les saisons. Fondations également d'une Fraternité d'études médicales à Lyon pour les Sœurs infirmières, médecins, sages-femmes; d'une Fraternité d'études religieuses à Saint-Maximin, où toutes les Petites Sœurs doivent passer un an. Dans la banlieue de Paris, à Ivry, fondation d'une Fraternité ouvrière où les Petites Sœurs vont travailler dans différentes usines de caoutchouc, de confiserie, d'isolants. En fin 1949, enfin, première fondation ouvrière à Casablanca.

1950 voit le départ de la première tente près d'El-Abiod-Sidi-Cheikh. Les Sœurs ont une chapelle dans leur tente; elles gardent leur troupeau, se déplaçant selon les besoins des pâturages et apprennent à tisser et à faire le couscous avec les femmes. Au Moyen-Orient, fondation des deux Fraternités de Jérusalem, noviciat et fraternité ouvrière. Les Sœurs ont travaillé pendant deux mois et plus dans les kiboutzim installés en Israël. Seconde fondation cette même année à Casablanca, installation d'une fraternité d'études à Azrou, dans la montagne, près de Meknès. Enfin, dans l'été 1950, au cours d'un long voyage à travers le Sahara, vers l'Afrique noire, les petites Sœurs fondent une Fraternité dans l'ermitage du Frère Charles de Jésus, à Beni-Abbès, et, poursuivant leur route en camion, fondent dans le Nord Cameroun une Fraternité au milieu des populations de la montagne parmi lesquelles nul n'est encore venu. Les Sœurs, dans leurs huttes, ont installé un dispensaire. Plus loin encore, dans le Sud Cameroun, non loin de Douala, les Petites Sœurs installent leur Fraternité au milieu des lépreux.

Fondations de 1951. — En 1951 se réalise le désir des Sœurs de s'insérer au milieu des plus déshérités de France. C'est à Marseille, dans le quartier du Vieux-Port, à la caserne de la Charité, immense bâtisse groupant des centaines de familles, que s'établit la Fraternité. C'est dans une baraque en planches, au grenier, car il n'y a pas d'autre place.

A Beyrouth également la Fraternité se transporte dans le quartier pauvre et ne possède qu'une baraque en tôle. La région du Liban s'agrandit aussi avec les deux fondations de Hermel et de Ras-Baalbeck en août. Ce sont deux villages séparés depuis des siècles par une haine farouche, et qui sont régulièrement le théâtre de nombreux meurtres de vengeance, soit dans l'un, soit dans l'autre, par les uns ou par les autres. La région de Jordanie enfin se développe avec la Fraternité-procure d'Amman et la Fraternité de secours de H'Moud à la limite nord du grand désert d'Arabie vers lequel les yeux se tournent déjà, puisque c'est le berceau de nos frères musulmans.

En septembre, les Fraternités égyptiennes d'Alexandrie et de Port-Saïd sont fondées. Et en 1951 une Fraternité s'installe à Rome, dans le quartier pauvre. Déjà la Fraternité reçoit des vocations italiennes. Elle vit, en attendant l'embauche, très difficile, de ménages chez l'habitant et de lessives.

En Afrique du Nord, en novembre 1951, s'ouvre une Fraternité agricole à Batna, qui soutiendra celle de Toggourt, toute donnée aux nomades du désert et qui a besoin d'être aidée. A Alger, une Fraternité s'installe dans un bidonville, et les Sœurs, comme les femmes arabes, gagnent leur vie dans le quartier européen en faisant des ménages. A Casablanca, les Petites Sœurs ont cette année trois Fraternités, dont une dans un bidonville et l'autre consacrée aux lépreux.

Fondations de 1952. — La Fraternité de Makak, au Cameroun, à peine fondée, reçoit des Petites Sœurs noires qui prennent la croix de postulantes et reçoivent l'habit. Makak devient ainsi le noviciat d'Afrique. Les Petites Sœurs ne peuvent travailler qu'à mi-temps. Elles ont fabriqué des tuiles, elles font maintenant de la couture. Encore au Cameroun, s'installe la Fraternité ouvrière de la banlieue de Douala, petite case comme une autre où les Petites Sœurs gagnent leur vie à l'aide de leur machine à coudre.

Plus profondément en Afrique, fondation d'une Fraternité au milieu des Pygmées, et une autre, non loin de là dans le Haut Congo belge. Les Pygmées sont détestés des Noirs et tenus à distance par les Blancs

qui ne vont jamais au milieu d'eux. Les Petites Sœurs sont devenues leurs amies, parcourent la forêt avec eux, les suivent à la chasse, à la pêche et à la cueillette du miel, les soignent aussi, car ils ont peur d'aller dans les dispensaires créés pour les Noirs. Le noviciat d'Alger depuis longtemps prévu s'ouvre près de Notre-Dame d'Afrique.

Puis c'est le tour des fondations d'Europe. Fraternité ouvrière à Liége, où les Sœurs travaillent dans une fabrique de boîtes de cigares et dans une cartonnerie. Premiers jalons de Fraternité en Hollande, en Espagne, au Portugal, noviciat à Lourdes pour les Petites Sœurs malades, Fraternité ouvrière à Milan, où les Sœurs travaillent dix heures par jour en usine.

L'Amérique entre en scène avec l'installation d'un noviciat et d'une Fraternité ouvrière à Rio-de-Janeiro et avec les fondations chez les Indiens du Nord, au Chili et au Pérou. La Fraternité ouvrière de Rio-de-Janeiro s'établit dans les « favellas », c'est-à-dire la banlieue pauvre. Les Sœurs y vivent comme filles de salle dans un hôpital et en faisant des ménages. La Fraternité chez les Indiens s'est établie dans le Nord du Brésil, dans le Matto-Grosso. Les Sœurs sont au moins à quinze jours de Conceirçao et sont condamnées à ne voir le prêtre que de loin en loin lorsqu'il peut passer : dans leur dernier « diaire », elles ne l'avaient pas vu depuis deux mois et demi. Elles vivent de chasse et de pêche, à la manière des Indiens dont elles partagent la vie. La Fraternité de Santiago du Chili s'est établie dans la banlieue ouvrière dont nous avons déjà parlé pour les Petits Frères; les Sœurs travaillent en usine et en faisant des ménages à domicile. La Fraternité de Lima s'est établie au milieu du quartier pauvre, le « Sero ». Une nouvelle fondation se prépare pour l'Argentine.

En Amérique du Nord, fondation d'une Fraternité à Montréal avec un noviciat. Les Sœurs travaillent dans une usine de parfums. Fondation aussi d'une Fraternité parmi les Esquimaux à la pointe de l'Alaska, à Nome; les Sœurs y vivent surtout de la pêche, cherchent à adopter le comportement des Esquimaux.

Nouvelles fondations en Europe : à Madrid, Fraternité ouvrière, où les Sœurs vivent de lessives et de ménages a domicile; à Lisbonne, où elles travaillent dans un laboratoire; à Fatima, où s'installera le noviciat en mai 1953 et où les Sœurs vivent de couture; à Banneux, en Belgique, où s'établit également un noviciat, où les Sœurs vivent de ménages à domicile et où l'une est sténo-dactylo; à Lourdes, où

s'agrandit une Fraternité pour les Sœurs « anciennes de sana », qui vivent de la couture. En Italie, à Assise, se prépare l'installation d'un noviciat.

A la fin de 1952, nouveau périple à travers le Moyen-Orient. Installation d'un noviciat au Caire : les Sœurs, qui ont loué un petit appartement, travaillent dans un dispensaire et en faisant des ménages. Le Moyen-Orient est divisé maintenant en plusieurs régions dont chacune a son noviciat. Nazareth pour l'État d'Israël, Ras Baalbeck, pour le Liban. Puis c'est le tour de l'Inde et de l'Indochine. Aux Indes, première fondation dans la ville sainte de Bénarès, Fraternité à Dehli, où les Sœurs travaillent comme filles de salle dans un hôpital. Au Viet-Nam, Fraternité à Saïgon au milieu des lépreux, à Hué, et près de Dalat chez les montagnards.

Enfin nouvelle randonnée à travers le Hoggar, où se prépare les fondations de Tamanrasset et d'Agadès. Entre temps, plusieurs Fraternités se sont établies en France, en particulier à Paris : en banlieue où les Sœurs travaillent en usine et dans la ville même où les Sœurs reçoivent les autres Sœurs de passage et s'occupent des lépreux de la capitale. Une grande fondation est en projet à Malesherbes, au sud de Paris, pour les lépreux, avec qui les premiers contacts ont été spirituellement très fructueux.

L'année 1953 doit voir encore un certain nombre de projets aboutir, en particulier en Australie, au Japon et dans les deux Amériques. Et nous n'avons pas parlé des fondations qui n'ont pas tenu, comme celle, par exemple, que les Petites Sœurs avaient établie à Djerada près d'Oujda, où elles travaillaient dans les mines.

L'idéal des Sœurs de Jésus se rapproche, on le voit, de celui des Frères. Elles veulent réaliser partout dans leur vie la parabole du « levain mêlé à la pâte ».

Dieu, pour nous sauver, écrit le P. de Foucauld, est venu se mêler à nous, a vécu avec nous dans le contact le plus familier et le plus étroit, de l'Annonciation à l'Ascension, pour le salut des hommes, et continue à venir à nous dans le contact le plus étroit chaque jour et à toute heure dans la sainte Eucharistie, aussi nous devons, pour travailler au milieu des hommes, nous mêler à eux, vivre avec eux dans un contact familier et étroit.

Les Petites Sœurs ont également compris que l'idéal évangélique du P. de Foucauld ne visait pas seulement

nos frères de l'Islam, bien que ceux-ci restent pour elles le peuple de choix, mais ceux du monde entier. Elles suivent en cela la consigne formelle du P. de Foucauld dans ce texte magnifique qui est toujours en honneur dans les Fraternités : « Il faut aller là où c'est le plus parfait, où c'est le plus conforme à la perfection apostolique, là où Jésus irait, à la brebis la plus égarée, au frère de Jésus le plus indigent et le plus malade, au plus délaissé, au plus perdu, à ceux qui n'ont pas de Pasteur... Le Christ est mort pour chacun d'eux, leur prix est le Sang du Christ. »

Les Sœurs n'ont pourtant aucun but direct d'apostolat ou de mission, elles vont vers leurs frères les plus délaissés simplement parce qu'elles les aiment et qu'elles veulent se faire l'un d'eux, qu'elles désirent partager leur vie et leur travail, en se considérant comme des leurs. Cela n'exclut pas à l'occasion les soins donnés à un malade mais comme un ami plus expérimenté serait heureux d'en donner à son ami. Cela n'exclut surtout aucun des services qu'exige envers ses proches le témoignage d'une fraternelle amitié que relève encore l'Amour divin.

C'est dans ce but d'amitié que les Petites Sœurs renoncent à la langue maternelle, s'efforçant de s'assimiler aussi parfaitement que possible au milieu indigène dont elles adoptent la langue, même pour la prière, les coutumes, et jusqu'à la mentalité, en ce qu'elles n'ont pas d'incompatible avec la vie chrétienne. Elles évitent toute manière de dire ou de faire qui sépare sans nécessité du milieu indigène. Tâche difficile et qui demandera de longues années d'adaptation et de préparation. Si les Fraternités ouvrières qui doivent vivre exclusivement du salaire des Sœurs, envoyant même des aumônes qu'elles peuvent recevoir aux autres Fraternités, travaillent à l'usine, c'est parce qu'elles sont réellement des pauvres et qu'elles veulent gagner pauvrement leur vie, se faisant le plus possible semblables à leurs frères ouvriers

et essayant de rayonner humblement au milieu d'eux les richesses de leur vie intérieure.

Le travail des mains, écrit le P. de Foucauld, donne une charité plus grande. On a tant pitié pour ceux qui travaillent quand on partage ces travaux et qu'on se rend compte des souffrances qu'ils imposent parfois. Le gros travail manuel, plus pénible qu'on ne pense quand on ne l'a jamais fait, donne une telle compassion pour les pauvres, une telle charité pour les ouvriers, les laboureurs. On sent si bien le prix d'un morceau de pain quand on voit par soi-même combien il coûte de peine pour le produire.

Les Sœurs ne possèdent ni dot ni capitaux à rente d'argent, ni rien qui puisse les dispenser de vivre dans cette pauvreté laborieuse, à gagner péniblement au jour le jour leur pain quotidien dans l'incertitude du lendemain et l'abandon à la Providence.

Les Petites Sœurs auront toujours devant les yeux un Modèle unique, le Charpentier Fils de Marie, se souvenant qu'en fait de biens matériels tout ce qu'elles auraient de plus que lui ne ferait que montrer combien elles sont différentes de lui, combien leur cœur a des goûts autres que les siens.

Ainsi, toutes les Fraternités vivent du travail de leurs mains, à moins que, exclusivement consacrées à la prière et à l'adoration, à l'étude ou à l'exercice de la charité fraternelle, elles soient adoptées et prises en charge par une autre Fraternité, ouvrière ou rurale. La Fraternité des Sœurs doit donner un témoignage extérieur. Leurs maisons, leur mobilier, leurs habits, les conditions de leurs voyages doivent les identifier à la classe des pauvres, la dernière place, dans ce désir d'abjection si cher au P. de Foucauld. Leur habit doit s'inspirer de cet esprit et aussi de leur désir d'être semblables à ceux de leur milieu, de leur région, de leur époque.

C'est pourquoi il est établi qu'il ne pourra jamais être définitivement stabilisé dans les détails et devra varier suivant les différentes sortes de Fraternités. Actuellement, au Sahara, c'est la robe blanche ou bleue et le

haïk ou l'une des autres coiffures de la femme arabe. En Fraternité ouvrière c'est une blouse bleue de travail, blouson et fichu bleu ouvriers. Seul l'insigne les distingue des autres femmes.

Une vie si pleine de risques ne s'entend pas évidemment sans une formation sérieuse et une organisation qui soient un soutien solide pour la vie intérieure et religieuse des Sœurs. A cet égard la structure de la Congrégation est sensiblement différente de celles des Petits Frères. Les Fraternités se groupent en un certain nombre de régions qui ont en partie leur autonomie, ce qui permet une plus grande souplesse et adaptation des Fraternités en même temps qu'une direction plus proche, moins lointaine, de chaque sœur par une supérieure de la région.

A peine nées, à peine formées, en grande majorité novices ou professes simples, sans « anciennes », sans cadres définis, sans règles définitives, sans autre lien que l'amour enthousiasthe de Jésus pauvre sous la forme de tous les déshérités, délaissés, exploités et prolétaires du monde, les Petites Sœurs du Frère Charles de Jésus, comme au printemps une immense migration d'hirondelles, se sont tout d'un coup répandues à la suite des deux familles de leurs aînés et en étroite union avec elles, sur toutes les terres. Leur vocation, est-il besoin de la dire maintenant, est de vivre comme Jésus vivait à Nazareth et comme il vivrait aujourd'hui au milieu de tous les pauvres du monde.

fr. A.-M. Henry, O.P.

N.D.L.R. — Le Frère Voillaume, supérieur général des Petits Frères et des Petites Sœurs, a développé l'esprit et la spiritualité de leurs fondations dans un volume intitulé : *Au cœur des masses*, publié aux Éditions du Cerf, Paris.

Imp. Aubin, Ligugé (Vienne). *Le Gérant :* G. Chifflot.
D. L., 4e trimestre 1953. — Imprimeur, n° 910.
N.M.P.P.